

REPUBLIQUE DU BURUNDI



Ministère de l'Intérieur

PROVINCE DE GITEGA

COMMUNE BUGENDANA

RAPPORT FINAL

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE BUGENDANA



Vision de la commune à l'horizon de 2017

« Bugendana où règnent la paix, la cohésion sociale et la sécurité, caractérisée par la croissance économique et la création d'emploi, la justice pour tous et des intellectuels intègres dans ce processus ».

Bugendana, mars 2013



giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Elaboré par l'Equipe Communale de Planification avec
l'appui du programme d'Appui à la Décentralisation et à la
Lutte contre la Pauvreté ; ADLP; sous tutelle du MDC

Table des matières Error! Bookmark not defined.

RESUME ANALYTIQUE.....	IV
1. INTRODUCTION.....	1
1.1. Contexte de l'élaboration du PCDC	1
1.2. Principes et conditions de l'élaboration du PCDC	1
1.3. Démarche méthodologique	1
1.3.1. L'approche	1
1.3.2. Cheminement du processus de PCDC Bugendana.....	2
2. PRESENTATION DE LA COMMUNE	4
2.1 Situation géographique	4
2.2 Le milieu physique	4
2.3 Organisation administrative et les services déconcentrés dans la commune	5
2.4 Situation démographique.....	5
2.5 Situation économique de la commune	5
2.6 Situation sociale, cohésion sociale et habitat.....	6
3. ORIENTATIONS RETENUES ET OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT POUR LES CINQ PROCHAINES ANNEES.....	7
3.1 PRINCIPALES ORIENTATIONS RETENUES.....	7
3.1.1 VISION DE LA COMMUNE BUGENDANA A L'HORIZON 2017.....	7
3.1.1.1 LES AXES PRIORITAIRES D'INTERVENTION	7
2.1 Objectifs de développement ou Contenu du PCDC de Bugendana	9
Axe stratégique n°1 : L'augmentation de la production agropastorale et l'amélioration de la protection de l'environnement	9
<i>Projet n°1 : Augmentation de la production animale</i>	<i>11</i>
<i>Projet n°2 : Augmentation de la production agricole</i>	<i>11</i>
Les indicateurs clés liés à ce secteur sont résumés dans le tableau suivant :	11
<i>Projet n°3 : Protection de l'environnement.....</i>	<i>12</i>

Axe stratégique n°2: L'amélioration du taux d'accessibilité aux services sociaux de base (Education, santé, eau potable, hygiène et assainissement, habitat)	12
<i>Projet n°1 : L'amélioration du Système éducatif.....</i>	13
<i>Projet n°2 : Promotion de la culture et du sport</i>	15
<i>Projet n°3 : Amélioration de l'accès aux soins de santé et de la couverture en infrastructures sanitaires</i>	16
<i>Projet n°4 : Amélioration de l'accès à l'eau potable</i>	16
Axe stratégique n°3 : Le développement des activités économiques hors agriculture et infrastructures d'appui (énergie, routes, électricités, métiers, commerce)	18
<i>Projet 1 : Promotion des métiers</i>	18
<i>Projet 2 : Amélioration des voies de communication (pistes et ponts)</i>	19
<i>Projet 3 : Augmentation du taux de desserte en électricité.....</i>	19
<i>Projet 1 : Renforcement de la police de proximité pour un maximum de sécurité</i>	20
<i>Projet n°2 : Renforcement de l'administration communale en matière de la bonne gouvernance</i>	21
<i>Projet n°3 : Promouvoir l'égalité de genre.....</i>	21
<i>Projet 4 : Augmentation du rendement quantitatif et qualitatif au niveau du tribunal de résidence</i>	21
4. MECANISME DE MISE EN ŒUVRE, DE SUIVI-EVALUATION ET D'ACTUALISATION DU PCDC.....	22
4.1. LA MISE EN ŒUVRE DU PCDC	22
4.1.1. PHASE ORGANISATIONNELLE.....	22
4.1.2. LA PHASE OPERATIONNELLE.....	26
○ <i>Au niveau de l'étape de communication et de négociation</i>	26
○ <i>Au niveau de l'étape de mobilisation des ressources endogènes et exogènes</i>	27
○ <i>Au niveau de l'étape d'élaboration des études d'exécution et de passation des marchés de travaux ou de fournitures.....</i>	27
○ <i>Au niveau de l'étape de réalisation et de suivi-contrôle des projets</i>	28
4.2. EVALUATION FINANCIERE DE LA STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE ET DU SUIVI.....	28
4.3. SUIVI-EVALUATION DU PCDC.....	28
5. CONCLUSION GENERALE	30
ANNEXES.....	A
ANNEXE 1 : MATRICE DU BUDGET DES ACTIONS PLANIFIEES ET SOURCES DE FINANCEMENT	b
NOTE EXPLICATIVE DU BUDGET.....	nn
ANNEXE 2 : MONOGRAPHIE ACTUALISEE DE LA COMMUNE.....	I

2.1	Situation globale de l'aspect économique en commune de Bugendana	I
2.1.1	<i>Le secteur agro-sylvo-pastoral.....</i>	I
2.1.1.1	<i>Le secteur de l'agriculture.....</i>	I
	a. Etat des lieux du secteur agricole	I
	b. Les principales contraintes dans le secteur agricole à Bugendana	III
	c. Atouts et potentialités du secteur agricole	IV
2.1.1.2	<i>Le secteur de l'élevage.....</i>	IV
	a. Etats des lieux du secteur de l'élevage	IV
	b. Principales contraintes dans le domaine de l'élevage à Bugendana	VI
	c. Les atouts et les opportunités.....	VI
2.1.1.3	<i>Le secteur de l'environnement</i>	VI
	a. Etats des lieux du secteur de l'environnement.....	VI
	b. Principales contraintes du secteur de l'environnement	VII
	c. Atouts et potentialités du secteur	VIII
2.1.2	<i>Le développement des activités économiques hors agriculture.....</i>	VIII
2.1.2.1	<i>L'industrie et l'artisanat</i>	VIII
	a. Etat des lieux de l'industrie et de l'artisanat	VIII
	b. Principales contraintes dans ce secteur.....	IX
	c. Atouts et opportunités du secteur.	IX
2.1.2.2	<i>Energie, mines et carrières.....</i>	X
	a. Etat des lieux	X
	b. Principales contraintes.....	X
	c. Atouts et potentialités du secteur	XI
2.1.2.3	<i>Communication et télécommunication</i>	XI
2.1.2.4	<i>Tourisme et hôtellerie.....</i>	XIII
2.1.2.5	<i>Commerce et institutions financières.....</i>	XIV
2.1.2.6	<i>Les finances communales en commune Bugendana.....</i>	XIV
2.2	Situation globale des secteurs sociaux	XVI
2.2.1	<i>Le secteur de l'éducation, des sports et de la culture.....</i>	XVI
2.2.1.1	Etat des lieux du secteur	XVI
	⇔ L'enseignement maternel	XVII
	⇔ Enseignement primaire	XVII
	⇔ Enseignement secondaire	XVII
	⇔ Enseignement technique et enseignement des métiers	XVIII
	⇔ Enseignement non formel.....	XIX

⇔	Le sport et la culture	XIX
2.2.1.2	Principales contraintes du secteur de l'enseignement	XIX
2.2.1.3	Les atouts du secteur de l'enseignement	XXI
2.2.2	<i>Le domaine de la santé</i>	XXII
2.2.2.1	Etat des lieux du secteur de la santé	XXII
2.2.2.2	Principales contraintes du secteur de la santé	XXIV
2.2.2.3	Atouts du secteur de la santé	XXIV
2.2.3	<i>Eau, hygiène et assainissement de base</i>	XXV
2.2.3.1	Etat des lieux du secteur de l'eau	XXV
2.2.3.2	Contraintes du secteur de l'eau	XXVI
2.2.3.3	Atouts dans le secteur de l'eau	XXVI
2.2.4	<i>Le domaine de l'habitat</i>	XXVII
2.2.4.1	Etat des lieux du secteur de l'habitat	XXVII
2.2.4.2	Contraintes dans le domaine de l'habitat	XXVII
2.2.4.3	Les atouts et les potentialités du secteur de l'habitat	XXVII
2.2.5	<i>Gouvernance locale et justice sociale</i>	XXVIII
2.2.5.1	L'état des lieux de la gouvernance locale	XXVIII
	Source :	XXX
2.2.5.2	Les problèmes et contraintes liés à la gouvernance locale	XXX
2.2.5.3	Les atouts et opportunités en matière de gouvernance locale, droits de l'homme, justice et sécurité	XXX
2.2.6	<i>Les partenaires au Développement</i>	XXXI

Résumé analytique

Le présent PCDC de la commune Bugendana qui est une actualisation de celui de la première génération dont la validité a expiré fin 2012 s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du processus de décentralisation en cours au Burundi. C'est un grand tournant en termes de réforme politique de développement dans notre pays. En effet, la politique de

décentralisation s'est donnée comme pari d'approcher le pouvoir aux populations qui en sont les vrais détenteurs, en passant par la mise en place et le renforcement de la bonne gouvernance dans la détermination de faire d'elle une assise pour un développement harmonieux national durable, en vertu de l'article 267 de la constitution de la République du Burundi.

Dans ce même cadre de l'élaboration du Présent PCDC, l'application de la Méthode Accélérée de Recherche participative(MARP) a été choisie comme méthodologie appropriée pour conduire le processus d'élaboration du Présent PCDC.

En termes d'atouts, la Commune Bugendana possède des atouts non négligeables sur lesquelles elle peut s'appuyer dans ce combat de transformation de son économie et son univers social. C'est notamment : une population laborieuse vivant en symbiose sociale, l'existence des grands sites où peuvent être extraits des matériaux locaux (pierres, moellon, argile, sable, gravier, etc.), des routes et pistes qui la connectent aux communes voisines et assurent un échange des biens et des services, des rivières sur lesquelles peuvent être érigés des barrages hydroélectriques, des infrastructures socioéconomiques, des adductions d'eau potable et beaucoup de sources aménagées ou aménageables, des lignes électriques à partir desquelles on peut faire des raccordements, des unités de dépulchage du café, etc.). En outre, la commune jouit de la florissante dynamique de développement du centre de Mutoyi qui est un réel pôle d'impulsion des activités de développement et de l'économie hors agriculture. En particulier, certaines des élites natives multidisciplinaires de Bugendana sont des piliers de vulgarisation de bonnes initiatives et de bonnes pratiques (surtout en agri-élevage) que les populations commencent à imiter avec succès sur les collines.

Les terres sont encore vastes mêmes si elles ne sont plus fertiles. La commune compte également des terres de marais dont certaines superficies sont déjà aménagées (360ha) et d'autres, aménageables, non encore aménagées (187ha). Tous ces espaces disponibles permettraient l'établissement des projets d'intérêt communautaire.

La communication à Bugendana est rendue facile par l'implantation des antennes pour cinq compagnies dont Léo, Econet, Africel, Onamob et Smart, mais ce dernier opère encore avec limites.

Certes, des contraintes au développement des populations de Bugendana ne manquent pas. C'est principalement la faible production dans le secteur agro-sylvo-pastoral, un système éducatif peu performant ainsi que des faiblesses dans le domaine sportif et culturel. Le domaine sanitaire regorge de problèmes (insuffisance des infrastructures et d'eau potable, habitat indécent, persistance du VIH/SIDA, hygiène et assainissement de base en état critique), routes et ponts en mauvais état, manque d'électricité pour la grande partie de la commune y compris pour les infrastructures socioéconomiques, manque d'infrastructures d'appui à l'économie locale, etc. A cette série de contraintes s'ajoutent également, la faible capacité institutionnelle communale au regard des exigences de la mise en œuvre du PCDC et de son actualisation, les questions de gouvernance, de justice, des droits de l'homme et du genre. Enfin, bien que le site de déplacés de Bugendana est pour l'instant calme et que la cohabitation avec ses alentours est très bonne, la commune doit rapidement réfléchir sur l'avenir de ces derniers à moyen terme.

A noter que l'évaluation des performances du PCDC de la première génération permis de constater des succès encourageants. Les beaucoup de réalisations ont été enregistrées même au-delà des prévisions (surtout dans les secteurs sociaux et dans l'agri-élevage). D'autres activités ont souffert du manque de financements.

Avec la conviction que l'on ne peut pas éliminer les problèmes de pauvreté et les labyrinthes du développement comme par un coup de balai magique, les projets et les actions prioritaires à inscrire dans un PCDC doivent être réalistes autant que possible et doivent être orientés pour converger vers l'atteinte de la vision globale de la commune. En voici les orientations retenues pour les cinq prochaines années :

1. Augmentation de la production agropastorale et l'amélioration de la protection de l'environnement
2. Amélioration de l'accessibilité aux services sociaux de base (Education, santé, eau potable, hygiène, habitat)
3. Développement des activités économiques hors agriculture et infrastructures d'appui
4. Amélioration de la gouvernance locale et la justice sociale (police de proximité, Droits de la personne humaine, Genre et développement et la cohésion sociale)

En termes de budgétisation, voici les estimations du budget prévu pour les cinq prochaines années.

Total par Axe	Budget en milliers de BIF
Axe 1: L'augmentation de la production agropastorale et l'amélioration de la protection de l'environnement	20, 857,400
Axe 2: L'amélioration du taux d'accessibilité aux services sociaux de base	24,538,130
Axe 3: Développement des activités économiques hors agricoles et infrastructures d'appui	9,295,790
Axe4: Amélioration de la gouvernance locale, sécurité et justice sociale	393,620
TOTAL BUDGET ESTIME POUR LE PCDC	70, 742,823
Soixante dix milliards sept cents quarante deux millions huit cent vingt trois milles francs burundais	

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte de l'élaboration du PCDC

L'élaboration du présent Plan Communal de Développement Communautaire de la commune Bugendana s'inscrit en droite ligne de la volonté du Gouvernement burundais de concrétiser son choix de faire de la décentralisation un outil d'asseoir la bonne gouvernance et le développement participatif et durable dans tout le pays. Ce processus est soutenu au niveau juridique par l'article 267 de la constitution de la République du Burundi. C'est ainsi que le Gouvernement du Burundi a inscrit les principes de la décentralisation dans la Constitution du 18 mars 2005 et que la loi n°1-016 du 20 avril 2005 portant organisation communale a été adoptée.

Etant donné que le PCDC est à sa deuxième génération, les collectivités locales commencent à réaliser progressivement son appropriation et manifestent l'enthousiasme de participer à toutes les étapes du processus son élaboration et de sa mise en œuvre. En effet, les collectivités locales ont le devoir et la compétence de conduire l'exercice de planification, de coordination du développement local et l'organisation des services publics de base à partir du moment qu'elles sont investis du pouvoir de contrôle en qualité de maîtres d'ouvrage. Dans ce sens même, la maîtrise de l'ouvrage se réfère à la définition, la priorisation, la mise en place et l'exploitation de ces services publics de base.

1.2. Principes et conditions de l'élaboration du PCDC

Le présent Plan Communal de Développement Communautaire de la commune Bugendana (2ème génération) a bénéficié d'un appui fort reconnaissable de la part de la GIZ-Burundi à travers sa composante « d'Appui à la Décentralisation et à la Lutte Contre la Pauvreté de la coopération allemande au développement, ADLP en sigle ».

Tout comme le document du cadre Stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté sert de base de négociation au niveau national, celui du PCDC facilitera d'approcher et discuter avec les bailleurs sur la base des besoins réels, identifiés, hiérarchisés et validés à travers un processus participatif et inclusif de toutes les catégories de la vie sociale de la commune. Il est l'unique référence pour l'administration dans ses relations avec les différents partenaires techniques et financiers (PTF) du développement.

1.3. Démarche méthodologique

1.3.1. L'approche

Le processus d'élaboration du présent document de PCDC a privilégié l'usage de Méthode Accélérée de Recherche participative (MARP) qui a déjà fait ses preuves en matière d'approche participative. Certains des principes qu'elle prône ont été utilement mis à profit lors des animations et réflexions à tous les niveaux. Il s'agit entre autres des principes comme « **Faire avec et pour** », « **Participation** », « **Appropriation** », etc. L'élaboration du PCDC s'est référée sur les orientations du Guide National Pratique de Planification Communale du Ministère de tutelle. En effet, la logique et la philosophie veulent que soit privilégiée l'approche participative ascendante en remplacement de celle descendante qui a longtemps caractérisée la planification dans les pays en voie de développement sur lesquelles les concepteurs du nord expérimentaient chaque nouvelle théorie en vogue. La

volonté de mettre les bénéficiaires sur la sellette du conducteur en tant qu'acteurs principaux de leur propre développement local fait que la MARP occupe une place de choix en matière de planification.

Les expériences du passé ont prouvé en effet que les échecs répétitifs de nombreux programmes et projets prétendus de développement l'ont été essentiellement par suite du manque ou de la faible implication des acteurs bénéficiaires, dans les phases d'identification, de conception, d'exécution et d'évaluation. C'est ce qu'instruisait le sage MAHATMA GANDHI lorsqu'il disait ceci « Tout ce que vous faites pour moi sans moi, vous le faites contre moi ». C'est ainsi que les collectivités sont cette fois-ci fortement mobilisées en vue d'assurer l'appropriation susceptible de garantir la pérennisation de la dynamique de développement au niveau local. En dernier ressort, il sied de mentionner que c'est l'équipe communale de planification de la commune de Bugendana qui est comptable de l'exercice du PCDC, sous le coaching des consultants expérimentés mis à leur disposition par le programme GIZ/ADLP dans le cadre de son appui. Une équipe de 4 stagiaires de l'Université Lumière a bénéficié d'une formation action durant la période, mais elle a aussi apporté un appui consistant lors des différentes animations à tous les échelons. Ce fut une synergie intéressante pour une équipe apprenante et soucieuse de résultats.

1.3.2. Cheminement du processus de PCDC Bugendana

Le processus a suivi le cheminement étalé sur les étapes suivantes :

- ❖ **La phase préparatoire**, dont l'objectif était de canaliser une compréhension commune de tous les acteurs du développement de la commune sur l'importance du processus et du document qui résultera ainsi que la stratégie de mobilisation des moyens requis pour sa mise en œuvre.
- ❖ La phase de diagnostic participatif, répartie en deux sous étapes à savoir la collecte des données secondaires auprès des services techniques et celle de collecte des données primaires au niveau des collectivités locales suivant l'échelle collinaire, zonale et communale.



Photo 1 :

- ❖ **La phase de discussions et réflexions thématiques** lors desquelles les experts sectoriels provenant des Ministères et d'autres acteurs du développement étaient sollicités pour contribuer dans les orientations et stratégies sectorielles nationales, ceci dans le souci de cadrer et d'articuler les priorités communales avec le CSLP-II, la Vision Burundi 2025, les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Toute cette attention a été observée pour maintenir la cohérence entre les propositions exprimées

par la population de Bugendana et les orientations nationales, de même que l'aspect faisabilité technique et financière des projets exprimés. Les délégués de toutes les zones de Bugendana (Bitare, Bugendana, Mugeru et Mutoyi) les représentants des autres communes, avec l'appui des équipes communales de planification et des experts sectoriels ont ainsi participé activement dans les réflexions qui étaient articulées sur les thématiques suivantes :

- a. Problématique de la santé, de l'eau, de l'habitat, de l'hygiène et de l'assainissement
- b. Problématique de l'Education, du sport et de la culture
- c. Problématique des activités économiques. Ce groupe comprend 3 autres sous- groupes dont :
 - ✓ l'agriculture, l'élevage, l'environnement et la démographie ;
 - ✓ les activités hors agricole dont le Commerce, le transport, les métiers, l'industrie et l'artisanat ;
 - ✓ les infrastructures d'appui à la production comprenant les pistes, la télécommunication, l'électricité, etc.
- d. Problématique de la gouvernance locale incluant les questions de la justice, de la police, du genre et de la cohésion sociale.

Les participants provenant des 4 communes ont été regroupés dans des commissions et ont réfléchi autour de chacune des 4 grandes thématiques (ou problématiques) ci-haut mentionnées. Ils ont ainsi profité de la présence des experts sectoriels de chaque thématique pour capitaliser les grandes orientations dans des domaines spécifiques. C'est après cet exercice que les représentants de chaque commune ont pu alors se retrouver encore ensemble pour redéfinir les actions prioritaires qui avaient été initialement proposées lors de la synthèse communale. La valeur ajoutée de cette étape a été non seulement les apports des sectoriels, mais aussi l'occasion d'estimer les quantités nécessaires et les coûts y afférant pour l'ensemble des projets retenus dans le PCDC de 2^{ème} génération (2013-2017).

Ce fut aussi une occasion de faire une ébauche d'identification des responsables qui interviendront financièrement dans la mise en œuvre du PCDC.

Avant de clore ce chapitre introductif, il importe de préciser que ce draft du PCDC comporte au total cinq chapitres. Le premier fait la présentation de la commune, la deuxième analyse de la situation socio-économique de la commune, le troisième donne un aperçu des orientations retenues sur la période quinquennale qui commence en 2013 et qui prendra fin en 2017. Le quatrième chapitre concerne le contenu proprement dit du PCDC tandis que et enfin, le cinquième chapitre trace le cadre institutionnel qui sous tend le mécanisme de mise en œuvre, du suivi-évaluation et de l'actualisation du PCDC de la commune de Bugendana. Le budget estimatif se trouve en annexe.

2. PRESENTATION DE LA COMMUNE

2.1 Situation géographique

La commune de Bugendana partage ses limites au Nord avec les communes Mutaho et de Gihogazi, au Sud avec la commune de Giheta, à l'Ouest avec les Communes de Rutegama et Mbuye, et à l'Est avec la commune de Shombo. Elle totalise une superficie de 274 Km², correspondant à environ 14% de la superficie de la province de Gitega. C'est l'une des 11 communes qui composent cette province.

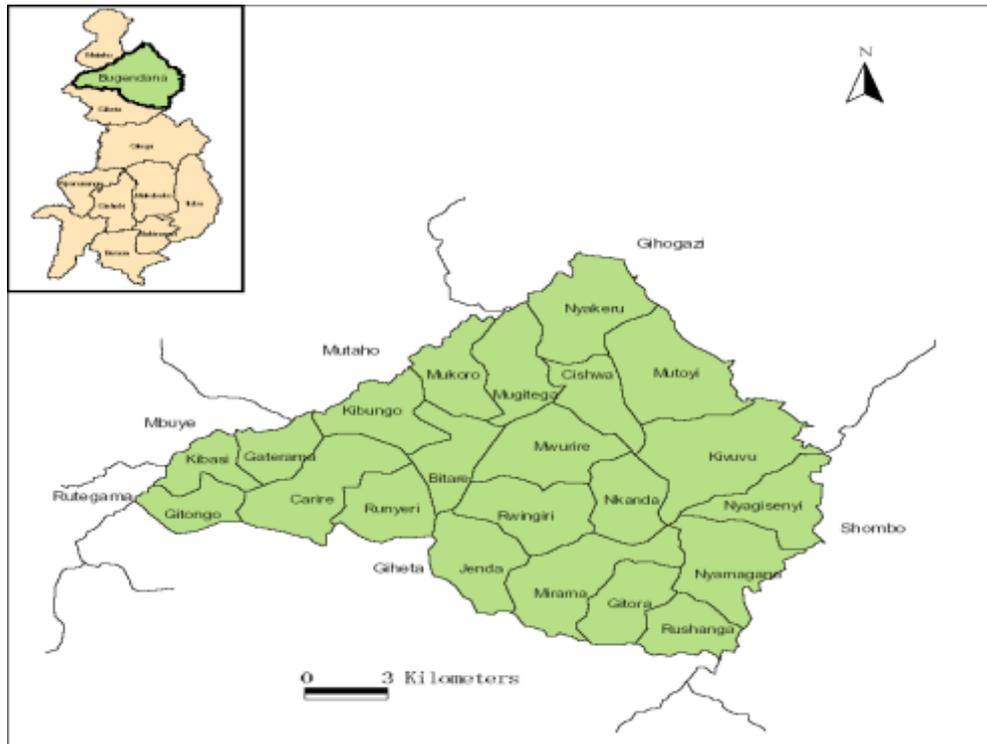


Figure 1 : Dans l'encadré au à gauche (en vert), position de la commune Bugendana sur la carte administrative de la province Gitega

2.2 Le milieu physique

La commune de Bugendana se trouve située entre 29°48' et 30°2' de longitude Est, et entre 3°9' et 3°21' de latitude Sud. Elle est traversée par le Méridien 30° qui passe près de la confluence des rivières RUVUBU-RUVYIRONZA, limitant les zones MUGERA et MUTOYI respectivement frontalière des communes Giheta et Shombo.

En ce qui concerne la topographie, la commune de Bugendana se présente comme une grande cuvette dont le centre se situe dans les environs de Bitare qui abrite le chef lieu de la commune. Son relief est formé par des collines arrondies ou faiblement escarpées. Il se relève progressivement pour atteindre des altitudes pouvant atteindre 1900 m dans sa partie orientale qui regroupe les zones de Mutoyi et Mugeru. Le climat qui règne dans cette commune est de type tropical, tempéré par l'altitude. La température moyenne ambiante oscille autour de 20° C, avec des minima moyens de 12,6°C et des maxima moyens de 25,3°C.

Les sols de Bugendana sont variés et sont essentiellement des ferrisols et des sols ferrallitiques, fortement altérés et chimiquement pauvres en humus. Ils sont en général acides et nécessitent des amendements organiques et calcaires pour assurer une bonne production.

2.3 Organisation administrative et les services déconcentrés dans la commune

La commune de Bugendana est administrée par l'administrateur communal appuyé par le Conseil communal. Elle dispose également de deux conseillers (le conseiller technique chargé des affaires sociales et administratives et le conseiller chargé du développement) qui assurent l'appui à l'administrateur communal dans l'exercice de ses fonctions. La commune dispose d'un secrétaire et d'un comptable communaux. La commune est dotée également d'un personnel d'appui dont une caissière, un planton, un agent de dactylographie et un agent sentinelle. Les niveaux d'études sont fort diversifiés mais la commune ne possède aucun cadre du niveau licence. Au niveau organisationnel, la commune est composée de 4 zones qui sont respectivement Bitare, Bugendana, Mugeru et Mutoyi. Ces 4 zones totalisent à leur tour 22 collines. A la tête de chaque colline se trouve un conseiller dit « collinaire », qui représente l'administration à l'entité de base. Il en est de même pour chaque zone parce que l'on a un chef de zones à la tête de chacune des quatre déjà citées. Dans chaque zone, il existe un agent d'état civil.

Les services techniques qui appuient dans le développement de la commune sont notamment l'agriculture et l'élevage, la foresterie, la santé, l'éducation, la justice, la police, la RCE, un guichet foncier, un service d'aide juridique.

2.4 Situation démographique

Le recensement de 2008 (et la situation ne pourrait pas avoir changé de tendance) renseignait que la commune de Bugendana occupait la deuxième position au niveau démographique provincial. C'est la Commune de Gitega qui venait en tête du classement. A cette période, on comptait 112 131 habitants dont 54 122 hommes (soit 52 %) et 58 009 femmes (soit 48 %), distribués sur 274 km² de superficie. La densité moyenne de 2008 était de 409 habitants au km². La population active dont l'âge variait entre 15 et 65 ans était estimée à 62 522 habitants tandis que celle inactive (à prendre en charge) atteignait 49 609 individus

Au moment de l'élaboration de ce PCDC, la population était comptée à 121.401¹ habitants, dont 57. 423 hommes et 63.978 femmes. Selon la même source, c'est la tranche d'âge comprise entre 0 et 24 ans qui totalise le plus grand nombre de personnes.

Si l'on applique les 2,4% comme taux de croissance annuel pris pour référence au niveau national, la commune totalisera 1364.834 habitants. On s'attend donc à une véritable explosion² pour la tranche de 0-4 ans, suivie de celle de 15-19 ans. Ceci aura de sérieuses répercussions sur la disponibilité des terres cultivables, l'accès aux services sociaux de base (éducation, santé) dont le gouvernement déploie actuellement de grands efforts pour en faciliter l'accès.

2.5 Situation économique de la commune

Comme pour toutes les autres communes du pays, l'économie des ménages de la commune Bugendana repose sur les activités agro sylvo-pastorales. La population vit presque totalement du résultat du travail agricole en association avec l'élevage. Les potentialités pour

¹ Chiffre fourni par l'ECP lors de la séance de la séance de restitution au niveau communal

² Le tableau détaillé des évolutions démographiques estimées par année et par tranche d'âge pourra être mis en annexe du document pour documenter avec plus de précisions au lecteur.

le développement du secteur existant en relation avec le fort potentiel pluviométrique d'environ 9 mois permettant de faire trois saisons par an, l'existence des terres de marais, la volonté et la force de travail de la population ainsi que la diversité des terroirs due à la topographie du pays, etc. Cependant, beaucoup de défis liés à l'exigüité des terres et à leur faible fertilité, au faible accès aux intrants de production ainsi qu'à la faible technicité des producteurs, en limitent les performances. Du coup, les ménages agricoles sont privés de sources de revenus et s'appauvrissent progressivement.

L'exploitation des autres ressources naturelles telles que le bois et les carrières (sable, moellon, gravier) font également vivre une partie de la population en fournissant non seulement de l'énergie de chauffage mais aussi des revenus monétaires ainsi que des matériaux de construction des infrastructures familiales et communautaires.

Des activités hors agriculture sont exercées ; en témoignent l'existence de petits commerçants dispersés à travers toute la commune ainsi que des artisans qui s'investissent dans la menuiserie, la tuilerie, la soudure, la scierie, la vannerie, la charpenterie, la boulangerie, le carrelage et la transformation (à Mutoyi).

2.6 Situation sociale, cohésion sociale et habitat

Le secteur de l'éducation est constitué par l'enseignement de base et secondaire ainsi que les structures d'enseignement non formel (métiers et Yagamukama). Il souffre généralement du manque de personnel en quantité et en qualité ainsi que de l'insuffisance des infrastructures, des équipements (bancs pupitres) et du matériel pédagogique (livres, matériel de laboratoire et des ateliers des métiers). Ceci a des répercussions sur les faibles taux de réussites et occasionnent beaucoup d'abandons scolaires ainsi qu'un intérêt plutôt mitigé à l'apprentissage des métiers.

Quant au secteur de la santé, la répartition des structures de soins répond bien aux normes en termes d'aire de responsabilité mais souffre d'une lacune dans la répartition des équipements sanitaires. Les centres de santé souffrent du manque d'équipements et matériel de santé alors que l'hôpital de Mutoyi est bien équipé et offre des soins satisfaisants non seulement à la population de la commune mais aussi aux malades venant de plusieurs coins du pays. Les efforts déployés au sein des structures de soins pour endiguer la pandémie du SIDA sont couronnés de succès puisqu'on constate que le taux de séroprévalence est en nette régression depuis 2009.

Pour ce qui est de la cohésion sociale, la commune de Bugendana se caractérise par une entente entre les communautés et une réelle collaboration entre l'administration, la population et les forces de l'ordre. Cependant, il existe encore un site de déplacés de guerre à Bugendana, établi sur l'ancien-chef lieu de la commune. D'après les sources communales, ce site totalise 1711 personnes soit 584 ménages.

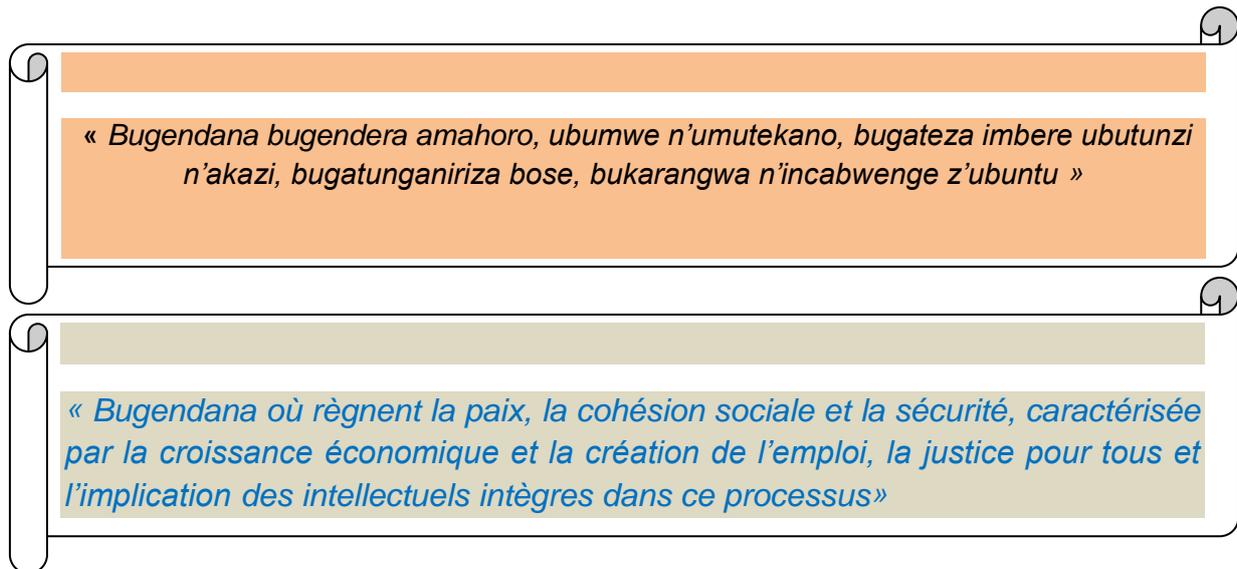
Enfin, en ce qui concerne l'habitat, on se rend compte que l'habitat dispersé domine encore. La commune compte cependant promouvoir les villages avec des plans types. Il en existe déjà quelques uns à Makaba, Mukoro et d'autres sont en préparation. La plupart des maisons sont construites en matériaux non durables avec des murs en bois ou briques adobes et toitures en pailles ou tuiles. La nature rudimentaire de ces matériaux constitue un indice parlant de la pauvreté des ménages de la commune de Bugendana.

Une analyse diagnostique détaillée des secteurs de développement de la commune figure en annexe de ce PCDC sous le titre "Monographie actualisée de la commune Bugendana". Elle reprend tous les aspects descriptifs de l'état des lieux, des contraintes et des atouts ou potentialités dans chacun des secteurs de développement de la commune Bugendana.

3. ORIENTATIONS RETENUES ET OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT POUR LES CINQ PROCHAINES ANNEES

3.1 Principales orientations retenues

3.1.1 Vision de la commune Bugendana à l'horizon 2017



3.1.1. Les axes prioritaires d'intervention

La vision dédiée à la période allant de 2013 à 2017 pour le développement de la commune de Bugendana est une actualisation de celle qui a guidé la réalisation des projets qui avaient été retenus en 2008. En effet, certains projets sont reconduits parce qu'ils n'ont pas eu la chance d'être réalisés au cours des cinq dernières années. Les raisons de la non réalisation de ces projets sont nombreuses mais reposent essentiellement sur le manque de financement qui est la contrainte la plus communément partagée. La réalisation de ce rêve si beau reflété à travers la vision du PCDC de deuxième génération passera par la mise en œuvre des projets prioritaires articulés autour des axes principaux résumés comme suit :

- ❖ Augmentation de la production agropastorale et l'amélioration de la protection de l'environnement ;
- ❖ Amélioration de l'accessibilité aux services sociaux de base (Education, santé, eau potable, hygiène, habitat) ;
- ❖ Développement des activités économiques hors agriculture et infrastructures d'appui ;
- ❖ Amélioration de la gouvernance locale et la justice sociale (Police de proximité, Droits de la personne humaine, Genre et développement et cohésion sociale).

Il est opportun de rappeler à ce niveau que ces grands axes doivent bien concorder avec les politiques sectorielles, les grandes orientations nationales CSLP II, la Vision Burundi 2025 ainsi que les instruments de politiques internationales comme les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Pour ce faire, l'atelier de discussion et réflexion thématique (évoqué plus haut sur le point en rapport avec la méthodologie) a été une belle occasion pour la population de Bugendana, appuyée par des experts des différents ministères, de vérifier la concordance de ces axes avec les orientations données par ces différents documents de politique et de stratégies tant nationales que mondiales.

Table 1 : Concordance des axes du PCDC avec le CSLP II, la Vision 2025 et les OMD

Axes stratégiques du PCDC	Axes stratégiques du CSLP II	Vision 2025	OMD
1. L'augmentation de la production agropastorale et l'amélioration de la protection de l'environnement (Agriculture, Elevage et protection de l'environnement)	(ii). Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi	Objectif global (ii) Le développement d'une économie forte et compétitive	(1) Réduire l'extrême pauvreté et la faim
	(iv) Gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable		(7) Assurer un environnement durable
2. Amélioration de l'accessibilité aux services sociaux de base (éducation, santé, eau potable, habitat et hygiène et assainissement)	(iii). Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale	Objectif global (iii). Amélioration des conditions de vie des Burundais	(2) Assurer l'éducation primaire pour tous
			(4) Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans
			(5) Améliorer la santé maternelle
			(6) Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies
3. Développement des activités économiques hors agriculture et infrastructures d'appui	(ii). Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi	Objectif global (ii) Le développement d'une économie forte et compétitive	(1) Réduire l'extrême pauvreté et la faim
			(8) Mettre en place en partenariat mondial pour le développement

4. Amélioration de la bonne gouvernance locale, la sécurité et la justice sociale (police de proximité, droits de l'homme, genre et développement, cohésion sociale)	(i). Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre	Objectif global (i) L'instauration de la bonne gouvernance dans un Etat de droit	3°. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
	(iii). Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale		(8) Mettre en place un partenariat mondial pour le développement
	Amélioration de la gouvernance et de la sécurité		

2.1 Objectifs de développement ou Contenu du PCDC de Bugendana

Le présent plan communal de développement communautaire de la commune Bugendana reflète les aspirations de sa population en matière de développement compte tenu des problèmes et contraintes que connaît cette commune, mais également et surtout des atouts et potentialités qu'elle possède. Les besoins exprimés par la population de Bugendana sont traduits à travers quatre axes principaux qui constituent la charpente du PCDC. Il s'agit précisément de :

- ❖ L'augmentation de la production agropastorale et l'amélioration de la protection de l'environnement,
- ❖ L'amélioration du taux d'accessibilité aux services sociaux de base (Education, santé, eau potable, hygiène et assainissement, habitat),
- ❖ Le développement des activités économiques hors agriculture et infrastructures d'appui et
- ❖ L'amélioration de la bonne gouvernance locale et la justice sociale (police de proximité, Droits de la personne humaine, Genre et développement et la cohésion sociale)

Des projets spécifiques ont été identifiés et doivent être mis en œuvre au niveau de chaque axe et des activités y relatifs ont été listées pour chaque secteur. Dans les pages qui suivent il s'agira de présenter chaque axe, de tracer son contexte et sa justification, ainsi que la définition des objectifs qui le sous-tendent.

Axe stratégique n°1 : L'augmentation de la production agropastorale et l'amélioration de la protection de l'environnement

Contexte et justification

Cet axe stratégique correspond aux axes stratégiques 2 et 4 du CSLP II ainsi que 1,7 et 8 des OMD.

Comme dans toutes les communes du Burundi, l'agriculture et l'élevage constituent le socle sur lequel se fonde l'économie de la commune Bugendana. Aussi, ces deux secteurs sont-ils intimement liés à l'état environnemental. Cependant, le secteur agro-sylvo-pastoral se heurte à de nombreuses contraintes dont les plus importantes sont dues:

- à l'insuffisance des terres cultivables due à la démographie galopante et causant la surexploitation de celles existantes (0,40ha/exploitation familiale contre 0,50 ha estimé au niveau national);
- à l'érosion due au déboisement et aux feux de brousse, à l'origine de la faible fertilité des sols
- à l'existence de marais aménageables et non encore aménagés (187ha) ainsi qu'à l'exploitation irrationnelle des marais aménagés;
- au faible accès de la population aux intrants agricoles (semences améliorées, engrais et produits phytosanitaires) et d'élevage (aliments bétail, produits pharmaceutiques vétérinaires), suite au faible pouvoir d'achat des agriculteurs (par manque de financement) ;
- à l'insuffisance du bétail pourvoyeur de fumure organique et de source d'aliments riches en lipides et protéines animales;
- aux faibles capacités techniques des agriculteurs pour améliorer le système de production qui demeure encore archaïque ;
- au manque d'infrastructures d'appui (de stockage, de transport) et d'équipement de conditionnement et de transformation.

Sur le plan de la protection de l'environnement, on constate une caractéristique partagée avec les autres communes du pays : le non respect des mesures de protection de l'environnement se manifestant par le déboisement excessif, les feux de brousse, l'exploitation excessive des carrières de sable, moellon et gravier qui occasionne l'intensification du phénomène de l'érosion.

Même s'ils ne sont pas exhaustifs, on constate que ces défis ont été déjà ressentis lors de l'élaboration de la Stratégie Nationale Agricole (sous les points 3.1 et 3.2) et coïncident avec les préoccupations du CSLP II en matière agricole. La mise en œuvre de stratégies y relatives devra relever de voies, si pas de même envergure au moins, d'orientation semblable, en particulier l'axe stratégique inscrit dans la SAN sous le point 4.3.1. (Accroissement durable de la productivité et de la production agricole).

Afin de faire face à tous ces défis et ainsi atténuer -à défaut d'éradiquer- leur impact sur le développement, la population de la commune Bugendana s'est fixée l'objectif d'augmenter de 20% la production agro-sylvo-zootechnique à travers la réalisation des projets suivants :

- ❖ Augmentation de la production animale
- ❖ Augmentation de la production agricole
- ❖ Protection de l'environnement.

Projet n°1 : Augmentation de la production animale

Les indicateurs³ clés retenus destinés à suivre et à évaluer périodiquement les progrès enregistrés pour ce projet sont repris dans le tableau suivant :

Nature du produit	Unités	Quantité actuelle⁴	Quantité souhaitée par la population	Ecart	Objectifs 2017
Lait	Litre	484.000	20.166.667	- 19.682.667	121. 876.800
Viande	Kg/Nombre de têtes	Bovins : 1176 Caprins : 3184 Ovins : 804 Porcins : 4044	9.000.000 kg	-	48.392.000
Œufs	Nombre	3.600.000	90.000.000	- 86.400.000	483.920.000
Cuir et peaux	Kg	5168	-	-	-
Fumier	Tonnes	30.000	729.167	- 699.167	161.347

Les principales activités retenues pour atteindre cet objectif sont :

- ❖ Octroyer aux agri-éleveurs des animaux d'élevage (bétail) ;
- ❖ Disponibiliser les aliments (concentré) pour le bétail en vue d'une alimentation équilibrée
- ❖ Assurer le croisement par l'insémination artificielle avec des semences d'animaux de race productive
- ❖ Augmenter les points de vente des produits vétérinaires (aliments bétail, produits pharmaceutiques vétérinaires)
- ❖ Octroyer de porcs et de poules de race améliorée aux ménages
- ❖ Identifier ces animaux par le port des boucles d'oreille

Le coût du projet 'Augmentation de la production animale' s'élèvera à : 2.396.640.000 FBu

Projet n°2 : Augmentation de la production agricole

Les indicateurs clés liés à ce secteur sont résumés dans le tableau suivant :

Cultures	Unités	Rendements actuels	Rendements potentiels	Ecart de rendements	Objectifs 2017
Patate douce	T/ha	3	10	-7	8
Manioc	T/ha	3	15	-12	10
Banane	T/ha	10	45	-35	25
Pomme de terre	T/ha	5	20	-15	10
Maïs	T/ha	0,5	3	-2,5	2
Haricot	T/ha	0,3	3	-2,7	1,5
Riz	T/ha	1,5	7	-5,5	3

³ Ces indicateurs ont été fixés par les ECP de Bugendana

⁴ Source : Service technique vétérinaire communal de Bugendana

Les activités prévues pour atteindre cet objectif sont :

- ❖ Former les agriculteurs en techniques agricoles modernes (4400 agriculteurs)
- ❖ Produire les semences sélectionnées plus performantes
- ❖ Disponibiliser les produits phytosanitaires à des prix accessibles
- ❖ Assurer la formation des agriculteurs et des techniciens d'encadrement agricole
- ❖ Organiser la structuration des producteurs en associations et assurer leur renforcement des capacités en gestion et fonctionnement des associations (220 associations d'agriculteurs)
- ❖ Construire des hangars pour la conservation des récoltes (3)
- ❖ Organiser les circuits de transformation et de commercialisation des produits agricoles et d'élevage à travers le renforcement des capacités des producteurs en gestion des coopératives
- ❖ Construire 2 unités de transformation des récoltes (bananes, ananas)

Le coût du projet 'Amélioration de la production agricole' reviendra à : 1.161.143.000 FBu

Projet n°3 : Protection de l'environnement

- ❖ Aménager, réhabiliter les marais et les bassins versants (1101 ha de marais)
- ❖ Protéger le sol contre l'érosion par le creusement de fossés antiérosifs et la plantation des herbes fixatrices le long des courbes de niveau (250 km)
- ❖ Lutter contre les feux de brousse
- ❖ Reboiser les crêtes dénudées ainsi que les bassins versants

Le coût du projet 'Protection de l'environnement' sera de : 32 957 500 000 FBu

Axe stratégique n°2: L'amélioration du taux d'accessibilité aux services sociaux de base (Education, santé, eau potable, hygiène et assainissement, habitat)

Contexte et justification

Cet axe stratégique correspond à l'axe n° 3 du CSLP et aux objectifs 2, 4, 5 et 6 du millénaire pour le développement (OMD)

Le domaine des services sociaux est en réalité vaste. Ainsi cet axe combine des sous composantes qui y sont directement rattachées et qui contribuent à la complétude de secteur des services sociaux de base. A Bugendana, les composantes qui sont regroupées autour de cet énoncé générique accusent des difficultés énormes exprimées en termes de manque ou d'insuffisance. Pour l'éducation, le grand problème est que la qualité de l'enseignement est minée par l'insuffisance des infrastructures scolaires, du personnel enseignant qualifié et du matériel didactique.

L'augmentation vertigineuse des effectifs d'écoliers depuis que les frais de scolarité sont gratuits devient telle que les classes sont surpeuplées et les enseignants surchargés dans la gestion des grands groupes.

Des conséquences se font sentir et justifient le taux inquiétant d'échecs enregistrés au niveau primaire comme au secondaire, un taux d'abandon croissant et une motivation qui régresse sensiblement chez les enseignants.

Dans un contexte de profonde mutation au niveau du système national de l'enseignement (introduction de l'école fondamentale), l'on peut deviner que la situation compliquée va l'être davantage. A cela s'ajoute le recul constaté dans le domaine du sport et de la culture, deux autres ingrédients intimement liés à la qualité de l'éducation pour former de futures élites à personnalités, autant que faire se peut, équilibrées.

Pour le domaine de la santé, il est clair que l'on ne peut pas parler de bonne santé sans eau. Comme on dit « *l'eau, c'est la santé* » et aux humoristes de dire ironiquement que « *la vie, c'est de l'eau !* ». En effet, là où il manque l'eau, c'est un collectif de microbes de toutes sortes, lesquels sont des facteurs étiologiques de diverses pathologies dont souffrent la population de Bugendana (verminoses, maladies diarrhéiques, ...). Ce registre global inclut également l'observance des règles hygiénique et l'assainissement de base, ainsi que l'habitat.

Ainsi, les projets retenus reflètent les préoccupations des populations de Bugendana dans ce domaine ce secteur si crucial des services sociaux de base. Partant, les objectifs spécifiques retenus pour cet axe sont :

- ❖ L'amélioration du Système éducatif
- ❖ La promotion de la culture et du sport
- ❖ L'amélioration de l'accès aux soins de santé
- ❖ L'amélioration de l'accès à l'eau potable
- ❖ La promotion de l'hygiène et de l'assainissement
- ❖ La promotion de l'habitat décent

Projet n°1 : L'amélioration du Système éducatif

a) Enseignement de base :

Les indicateurs retenus à l'enseignement de base sont les suivants:

Indicateurs de l'Enseignement de base	Unités	Existant	Normes ou niveau souhaité	Ecart	Objectif 2017
Effectifs d'écoliers	nombre	24 500	36.000	-11.500	32.000
Nombre d'enseignants qualifiés	nombre	384	684	- 300	300 recruts
Nombre d'enseignants non qualifiés	nombre	34	0	+34	0
Ratio écoliers/classe	nombre	54	50	-4	50
Ratio écolier / banc pupitre	nombre	4	2	-2	2
Ratio écolier /maître	nombre	86	30	-56	50
Taux d'abandon	%	3,5	0	+3,5	0
Taux moyen de réussite	%	67,8	100	-32,2	80
Taux de réussite au concours national en 2012	%	47,7	100	52,3	70
Taux moyen d'accroissement des effectifs d'écoliers en 2012	%	0,9	2,4	-1,5	2,4
Taux de redoublement en 2011	%	35	0	+35	20

Les activités prévues pour atteindre cet objectif de développement de l'enseignement de base sont :

- ❖ Extension des salles de classes au niveau du primaire (partout où il existe une école primaire)
 - ❖ Construire les écoles fondamentales (sur toutes les collines) (22)
 - ❖ Construire 9 écoles primaires (Kabuye, Nyakibanda, Cuzu, Nkuba, Kivoga, Kiziguro, Nyamagana, Jenda et Mwirire) ;
 - ❖ Construire et équiper 10 écoles maternelles sur toutes les écoles primaires
- b) *Enseignement secondaire :*

Les indicateurs de performances sont les suivants :

Indicateurs de l'Enseignement Secondaire	Unités	Existant	Normes ou niveau souhaité	Ecart	Objectifs 2017
Effectifs des élèves du secondaire	nombre	4345 ⁵	12.000	- 7655	10.000
Nombre d'enseignants qualifiés	nombre	82	232	150	150 nouveaux recrutés
Nombre d'enseignants non qualifiés	nombre	54	0	+54	0
Nombre d'enseignants vacataires	nombre	27	0	+ 27	0
Ratio élèves/classe	nombre	54	30	+ 24	30
Ratio élèves / banc pupitre	nombre	2	2	0	2
Ratio enseignants / classe	nombre	2	146		10
Taux d'abandon (%)	%	3,2	0	+3,2	0
Taux moyen de réussite (%)	%	67,8	100	- 32,2	80
Taux moyen d'accroissement	%	0,9	4	- 3,1	2,47
Taux de redoublement	%	35	0	- 35	20

Afin de satisfaire à cet objectif, les activités à entreprendre par la population de la commune Bugendana seront les suivantes :

- ❖ Construire six collèges communaux (Kiziguro, Buhoro, Nyagisenyi, Rwingiri, Kirimbi, Cunywe)
- ❖ Construire un Lycée technique à Cunywe et un autre à Makaba
- ❖ Construire des bureaux pour les directions des écoles secondaires (Nyakeru, Nkanda, Kiziguro, Cishwa, Kirimbi, Carire, Gitora, Nyasinyi et Busangana)
- ❖ Construire et équiper les laboratoires (4) sur toutes les écoles secondaires ayant déjà des sections scientifiques
- ❖ Construire et équiper 4 salles polyvalentes à l'EP Nyagisenyi, EP Kiziguro, et EP Jenda
- ❖ Construire et équiper les bibliothèques sur toutes les écoles secondaires qui n'en ont pas (14)

c) Activités communes au secteur de l'enseignement de base et secondaire :

⁵ Source : Rapport annuel 2011-2012, DPE Gitega

⁶ Selon le nombre de cours dans chaque classe

⁷ Correspondant à l'accroissement annuel de la population

- ❖ Réhabiliter et équiper le centre de métiers (menuiserie et maçonnerie) et toutes les écoles primaires et secondaires (63) ;
- ❖ Faire un suivi et un encadrement pédagogique sur toutes les écoles (260)
- ❖ Organiser des séances de sensibilisation à l'endroit des parents pour la scolarisation des enfants (4)
- ❖ Construire des blocs administratifs de la DCE et l'Inspection communale à Makaba
- ❖ Doter deux ordinateurs et leurs accessoires (photocopieuse et imprimante) à la D.C.E et à E.C.E
- ❖ Augmenter le nombre d'enseignants au primaire (300) et au secondaire (150).

d) Enseignement des métiers :

- ❖ Construire 4 écoles des métiers (Makaba, Mutoyi, Gitora et Busangana)
- ❖ Construire 2 écoles d'alphabétisation des adultes (Kibungo et Munyinya)
- ❖ Construire et équiper 9 centres de formation professionnelle pour les lauréats de l'école fondamentale (Makaba, Nyamagana, Nkanda 1&2, Busangana, Nyakeru bloc 1, Cunywe, Mugeru et Mutoyi)

Le coût du projet ' Amélioration du Système éducatif' reviendra à : 20.857.400.000 FBu

Projet n°2 : Promotion de la culture et du sport

- ❖ Construire un stade moderne à Makaba
- ❖ Aménager des terrains de jeux de football (sur toutes les écoles : 22)
- ❖ Construire des terrains de jeux de volley ball (8)
- ❖ Construire des terrains de jeux de basket ball (8)
- ❖ Faire une extension du centre des jeunes
- ❖ Construire une salle de réunion à Makaba
- ❖ Construire un centre de jeunes à Mutoyi
- ❖ Aménager le site touristique de Mwezi Gisabo
- ❖ Aménager le lieu où se rencontrent les rivières Ruvubu et Ruvyironza
- ❖ Plaider pour le recrutement et la formation des encadreurs sportifs et culturels
- ❖ Aménager le site de pèlerinage de Mugeru (communément appelé « Lourde»)
- ❖ Chercher les équipements pour les différents jeux (ballons, filets, uniformes,...)

Le coût du projet 'Promotion de la culture et du sport sera de : 769.440. 000 FBu

Projet n°3 : Amélioration de l'accès aux soins de santé et de la couverture en infrastructures sanitaires

Les indicateurs de santé retenus sont les suivants :

Indicateurs de santé	Unités	Existant	Normes ou niveau souhaité	Ecart	Objectifs 2017
Distance entre deux structures de soins	km	5	5	0	5
Taux de séroprévalence du VIH/SIDA	%	3,34	0	3,34	0
Etendue de l'aire de responsabilité des structures de soins	Habitant	10.000	10.000	0	10.000
Nombre de personnes utilisant la CAM	%	4,2	0	- 4,2	100%
Taux de prévalence du paludisme	%	0,7	0	+ 0,7	0
Taux de prévalence des maladies diarrhéiques	%	1,05	0	+ 1,05	0
Taux de prévalence des helminthiases	%	0,2	0	+ 0,2	0
Taux de prévalence des maladies respiratoires	%	0,4	0	+ 0,4	0
Taux de prévalence de la conjonctivite	%	0,15	0	+ 0,15	0

Pour cela, les activités retenues pour atteindre cet objectif sont :

- ❖ Construire 3 Centres de Santé (Nyakeru , Kivuvu et Carire)
- ❖ Equiper le CDS de Ceru
- ❖ Plaider pour l'augmentation du personnel qualifié jusqu'à 18 unités supplémentaires recrutées
- ❖ Sensibiliser la population pour contribuer au fonctionnement de l'ambulance en vue de pérenniser le système de référence et de contre référence
- ❖ Identifier et octroyer les CAM aux vulnérables
- ❖ Organiser des séances de sensibilisation à l'endroit de la population sur la santé reproductive
- ❖ Multiplier et rendre opérationnels les sites ARV et PTME
- ❖ Assurer la prise en charge globale des PVVIH
- ❖ Organiser des séances de sensibilisation de la population sur la prévention du VIH (Distribuer les préservatifs et sensibiliser la population pour leur utilisation)
- ❖ Sensibiliser la population à la prévention des maladies endémo-épidémiques
- ❖ Distribuer des moustiquaires imprégnées à la population (75.000)

Le coût du projet 'Amélioration de l'accès aux soins de santé et la couverture en infrastructures' est estimé à : 1.057.110.000 FBu

Projet n°4 : Amélioration de l'accès à l'eau potable

Pour cet objectif, les activités mises en avant sont :

- ❖ Réhabiliter les AEP (Bugendana, Kinani-Nyakeru, Nkanda-Rwingiri, Kirimbi-Rutonganirwa, Mugeru-Mirama, Rwingiri-Ntunda, Cishwa-Nyakibanda) (57 km)

- ❖ Construire de nouvelles AEP (Nyakabingo-Mukoro, Kwa Bernard-EP Rushanga, Kanyomyi-EP Kivogero, Rukago-CDS Nyakeru, Mwurire(Kanunga)- Makaba VIII, Miyogoro- EP Rwingiri, .Rukombe-EP Jenda) (38)
- ❖ Etendre l'AEP MBUYE-BUSANGANA
- ❖ Aménager de nouvelles sources : Zones Bitare (40), Zone Mugeru (5), Zone Mutoyi (40), Zone Bugendana (40), donc 125 au total.
- ❖ Renforcer les capacités des comités de gestion des RE et de CCU (4 formations) (Comité communal des usagers)
- ❖ Appuyer la RCE dans la sensibilisation en rapport avec la collecte de la redevance

Le coût du projet 'Amélioration de l'accès à l'eau potable' sera de : 1.453.680. 000 FBu

Projet n°5 : Promotion de l'hygiène et de l'assainissement

Les activités pour atteindre cet objectif sont :

- ❖ Construire des latrines publiques dans les lieux publics à doubles portes (pour hommes et pour femmes).
- ❖ Mettre en place des comités de gestion des latrines publiques
- ❖ Promouvoir les latrines ECOSAM dans des établissements publics (EP & secondaires).
- ❖ Promouvoir les compostières et les dispositifs d'hygiène dans les ménages
- ❖ Construire un abattoir à Bugendana(pour le gros bétail) et au marché de Bitare

Le coût du projet 'Promotion de l'hygiène et de l'assainissement' reviendra à : 240.500.000 FBu

Projet n°6 : Promotion de l'habitat décent

Les indicateurs de l'amélioration de l'habitat en commune Bugendana sont repris dans le tableau suivant :

Indicateurs de l'habitat	Unités	Existant	Normes ou niveau souhaité	Ecart	Objectifs 2017
Nombre de personnes vivant en villages	nombre	324	3962	- 3.962	4.000
Maisons couvertes de tôles	nombre	2.541	-	-	7.478
Maisons couvertes de tuiles	nombre	17.517	-	-	18.423
Maisons couvertes de paille	nombre	4.005	0	-	100
Maisons en briques cuites	nombre	110	-	-	4.000
Maisons en briques adobes	nombre	24.537	5000	-	20.300
Maisons en bois	nombre	353	0	-	123
Maisons détruites, reconstruites	nombre	4.414	4 414	0	0

Les activités retenues pour améliorer l'habitat sont les suivantes :

- ❖ Achever les constructions du village de Makaba

- ❖ Organiser des séances de sensibilisation de la population pour la construction des maisons modernes
- ❖ Sensibiliser la population pour promouvoir la fabrication des matériaux locaux de construction
- ❖ Construire un four tunnel
- ❖ Sensibiliser la population de ne pas cohabiter avec les animaux domestiques
- ❖ Equiper le centre d'hygiène et d'assainissement de Munyinya

Le coût du projet 'Promotion de l'habitat décent' sera de : 70.000. 000 FBU

Axe stratégique n°3 : Le développement des activités économiques hors agriculture et infrastructures d'appui (énergie, routes, électricités, métiers, commerce)

Contexte et justification

Cet axe stratégique correspond à l'axe n° 2 du CSLP et aux objectifs 1 et 8 du millénaire pour le développement.

Le secteur de l'économie locale et de la communication qui renferment les domaines des activités hors agriculture (commerce, artisanat, etc.) ainsi que les infrastructures d'appui (énergie, routes, la téléphonie) sont sentis comme un réel levier pour le développement. En effet, l'économie burundaise qui repose presque exclusivement sur l'agriculture et l'élevage a déjà affiché ses limites pour assurer un développement durable caractérisé par la croissance soutenue et créatrice de l'emploi.

Or, tous les problèmes que rencontrent les petits agriculteurs aux Burundi sont présents à Bugendana. Par voie de conséquence, il est plus qu'urgent d'identifier d'autres créneaux plus porteurs, susceptibles de diversifier les sources de revenus et d'absorber la main d'œuvre excédentaire qui ne peut pas être occupée par le domaine agro-sylvo-pastoral.

Cependant, la promotion de l'économie locale se heurte à d'énormes contraintes qui sont essentiellement liées au manque d'infrastructures pour l'enseignement des métiers, à la faible électrification dans cette commune, aux infrastructures routières en mauvais état et au faible accès aux micros crédits. C'est dans ce contexte que les échanges ont permis de cibler et de retenir les projets suivants :

- ❖ La promotion des métiers
- ❖ L'amélioration des voies de communication
- ❖ Augmentation du taux de desserte en électricité

Projet 1 : Promotion des métiers

Les activités retenues pour promouvoir les métiers sont :

- ❖ Organiser les artisans en associations de métiers (12)
- ❖ Octroyer un kit de démarrage pour les associations de métier
- ❖ Renforcer les capacités des professionnels artisans (12 associations x 3)
- ❖ Construire des marchés modernes à Mutoyi et (2)
- ❖ Equiper le centre d'enseignement des métiers de Bugendana en matériel technique et mobilier.

Le coût de ce projet ‘Promotion des métiers’ est estimé à : 6. 275.790. 000 FBu

Projet 2 : Amélioration des voies de communication (pistes et ponts)

Les activités prévues pour ce projet sont :

- ❖ Réhabiliter les pistes en mauvais état (172 km)
- ❖ Construire de nouvelles pistes (22 km)
- ❖ Réhabiliter les ponts en mauvais état (35)
- ❖ Construire de nouveaux ponts (Mubarazi et Nyanga) d'intérêt économique communautaire évident.

Le coût du projet ‘Amélioration des voies de communication’ sera de : 2 960 000 000 FBu

Projet3 : Augmentation du taux de desserte en électricité

Les activités prévues dans ce secteur sont :

- ❖ Aménager une ligne électrique Makaba-Bitare-Kirimbi-Munyinya pour servir les centres de Bitare (marché et Lycée Bitare), de Kirimbi(CDS , Lycée, Paroisse et les habitants du centre) ainsi que de Munyinya (Lycée et Village)
- ❖ Etendre le réseau électrique (COCO Gitora, Village Makaba, Village Bugendana, Village Nkanda)
- ❖ Alimenter des écoles secondaires et villages en énergie solaire (COCO Nyagisenyi, COCO Cishwa, COCO Carire, COCO Nyakeru, COCO Kivuvu, COCO Nyamagana, COCO Kiziguro, COCO Buhoro, Village Nyagisenyi, COCO Busangana, Village Carire, Village Busangana).

Le coût du projet ‘Augmentation du taux de desserte en électricité sera de: 60.000.000 FBu .

Axe stratégique n°4 : L'amélioration de la bonne gouvernance locale et la justice sociale (police de proximité, Droits de la personne humaine, la dimension genre et la cohésion sociale)

Contexte et justification

La question de gouvernance est devenue un axe transversal dans tous les domaines de la vie socioéconomique pour tous les pays les moins développés et pour le nôtre en particulier. Elle embrasse celle de la démocratie, de la justice, de la sécurité, des droits humains, du genre et du développement. Et tout cela doit concourir pour la paix et la cohésion sociale.

En effet, dans un contexte de post-conflit et de consolidation de la paix au Burundi, cet axe capte l'attention des politiques au plus haut niveau. C'est pourquoi d'ailleurs, il occupe la toute première place au niveau des axes prioritaires constitutifs du CSLP-2. Pour le présent PCDC, cet axe cadre bien également avec les objectifs 3 et 8 des OMD, les piliers 1 et 6 de la Vision 2025.

Comme le PCDC doit contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux à partir du local, les projets retenus pour cet axe sont en droite ligne avec les besoins qu'expriment les populations de Bugendana et qui nécessitent des réponses concrètes dans une dynamique

de participation et de développement inclusif durable. Ainsi, les projets spécifiques retenus pour cet axe sont :

- ❖ Le renforcement de la police de proximité
- ❖ Le renforcement de l'administration communale en matière de la bonne gouvernance
- ❖ Augmentation du rendement quantitatif et qualitatif au niveau du tribunal de résidence

Projet 1 : Renforcement de la police de proximité pour un maximum de sécurité

Les indicateurs à prendre en compte sont les suivants :

Indicateurs de la sécurité	Unités	Existant	Normes ou niveau souhaité	Ecart	Objectifs 2017
Conflits de fonciers	Nombre	152	0	-114	38
Banditisme	Nombre	21	0	+ 21	0
Viols	Nombre	7	0	+ 7	0
Vols à mains armées	Nombre	1	0	+1	0
Suicide	Nombre	3	0	+3	0
Consommation des drogues	Nombre	2	0	+ 2	0
Séparation de ménages	Nombre	15	0	+ 15	0

NB : Le souhait est que les cas d'insécurité soient réduits de 75% pour certaines catégories comme les conflits fonciers et à zéro pour certains autres.

Les activités prévues dans ce secteur sont :

- ❖ Construire et équiper les infrastructures de police à Bugendana
- ❖ Etudier des sources d'insécurité
- ❖ Organiser un atelier de diffusion sur l'usage du concept de police de proximité
- ❖ Mettre en place la commission mixte de sécurité (CMS) en fonction de l'approche proposée par le concept de police de proximité
- ❖ Former la police et les commissions mixtes de sécurité
- ❖ Etablir le réseau flotte
- ❖ Suivre les réunions des CMS
- ❖ Organiser un atelier des CMS sur les observations tirées des formations
- ❖ Evaluer partiellement (mi-parcours) le travail de la commission
- ❖ Organiser une formation complémentaire et étude de durabilité du concept
- ❖ Faire une étude de durabilité
- ❖ Elaborer un plan communal de sécurité (PCS)
- ❖ Faire une évaluation finale du processus
- ❖ Octroyer des moyens de déplacement et de communication (1véhicule)
- ❖ Former les policiers et autres acteurs en matière de sécurité (Droit de l'homme, Bonne gouvernance, VBG, déontologie professionnelle, etc).

Le coût du projet 'Renforcement de la police de proximité' sera de: 208.400.000 FBu.

Projet n°2 : Renforcement de l'administration communale en matière de la bonne gouvernance

Les activités retenues visent à :

- ❖ Acheter un véhicule pour la commune
- ❖ Octroyer des vélos pour les élus collinaires
- ❖ Former les élus locaux en matière juridique, droits de l'homme et code du travail
- ❖ Appuyer la commune à assurer la maîtrise de l'ouvrage
- ❖ Appuyer l'amélioration des performances communales
- ❖ Renforcer les capacités de l'administration communale et des structures communautaires (en matière des droits de l'homme, déontologie professionnelle, archivage)
- ❖ Doter la commune du matériel bureautique (ordinateur, imprimante, photocopieuse)
- ❖ Lutter contre la corruption et les malversations économiques par la commission communale ad hoc
- ❖ Encourager et suivre la redevabilité à tous les niveaux de l'administration communale.

Le coût du projet 'Renforcement de l'administration communale est estimé à: 122.170.000 FBu.

Projet n°3 : Promouvoir l'égalité de genre

Les activités retenues sont :

1. Promouvoir la participation inclusive et l'autonomisation économique des femmes et autres groupes sociaux dans l'administration communale à raison de 30% pour les femmes ;
2. Former et sensibiliser la population sur l'égalité de genre ;
3. Former et sensibiliser les acteurs locaux de développement sur l'intégration effective du genre dans les programmes et politiques (avant et après les élections) ;
4. Mettre en place un comité de lutte contre les VBG ;
5. Renforcer les capacités des CPE ;
6. Appuyer la commune dans le renforcement de la cohésion sociale ;
7. Identifier et mettre à jour les listes des vulnérables à l'aide des critères objectifs du MSNDPG ;

Le coût du projet 'Promouvoir l'égalité de genre' est estimé : 14.870.000Fbu

Projet 4 : Augmentation du rendement quantitatif et qualitatif au niveau du tribunal de résidence

Les activités retenues dans ce secteur sont :

- ❖ Conduire un plaidoyer pour augmenter le nombre de magistrats (6) et des agents de l'ordre judiciaire (3)
- ❖ Renforcer les capacités du personnel du tribunal de résidence (5 magistrats et 2 greffiers)
- ❖ Doter le tribunal du matériel de bureau équipé (Ordinateurs 4, imprimante et photocopieuse)

- ❖ Doter le personnel judiciaire des motos pour faciliter leur déplacement dans l'exercice de leur fonction
- ❖ Alimenter le tribunal de résidence en électricité
- ❖ Augmenter le nombre de travailleurs du guichet foncier (agents d'appui)
- ❖ Doter des moyens de déplacement (motos personnel et vélos aux agents d'appui guichet foncier).

Ce projet 'Augmentation du rendement quantitatif et qualitatif au niveau du tribunal de résidence' va nécessiter : 63.050.000 FBU

4. MECANISME DE MISE EN ŒUVRE, DE SUIVI-EVALUATION ET D'ACTUALISATION DU PCDC

4.1. La mise en œuvre du PCDC

S'il est une chose importante à capitaliser, c'est bel et bien l'implication et la participation de tous les acteurs (Conseil Communal, Conseils Collinaires et autres élus dont les CDC et CCDC, Communautés de base y compris la société civile, partenaires techniques et financiers tant externes qu'internes dont les services sectoriels déconcentrés). En effet, le processus d'élaboration du PCDC n'aurait pas abouti à ces résultats s'il n'avait pas respecté cette démarche. Il est donc clair que sa mise en œuvre devra suivre la même stratégie et démarche qui a guidé le processus d'élaboration du PCDC en commune Bugenadana et qui est par ailleurs standard pour toutes les communes ayant déjà effectué cet exercice de planification participative.

Ainsi, deux phases hautement importantes sont incontournables. C'est précisément **(i)** la phase organisationnelle qui doit prendre en compte la vulgarisation et « **le marketing social** » du PCDC, l'identification des acteurs et porteurs de projets, la définition de leur responsabilités respectives et le renforcement des capacités techniques des structures porteuses de projets pour leur réalisation; **(ii)** de la phase opérationnelle qui définit la démarche de mise en œuvre des projets.

4.1.1. Phase organisationnelle

a. Vulgarisation et « Marketing social » du PCDC

L'activité de vulgarisation et de « Marketing social » doit précéder la mise en œuvre proprement dite du plan mais elle sera en continue tout au long de la période d'exécution des activités qui en auront été retenues. Il va s'agir de mener une véritable vulgarisation du plan afin de gagner l'adhésion des communautés de base qui en sont effectivement les acteurs principaux d'un côté, mais également tous les autres intervenants dans le développement socioéconomique de la commune de l'autre. La finalité de la délicatesse de cette démarche, est d'amener ces différents acteurs participants à se référer unique aux priorités du PDCD dans leurs diverses interventions. Cette première phase sera également un moment décisif pour les autorités communales pour bien assurer la coordination et le suivi-évaluation des activités qui se déroulent à l'intérieur de l'entité administrative qui leur est confiée. Ces activités se mèneront sous forme de campagne d'information et de sensibilisation à l'endroit des bénéficiaires et des partenaires au développement et peuvent se résumer comme suit :

- ❖ Traduire le PCDC en Kirundi
- ❖ Effectuer une restitution du contenu du PCDC aux populations (en assemblées générales sur les collines)
- ❖ Assurer une large diffusion de la version kirundi du PCDC au niveau de la base ;
- ❖ Diffuser le contenu du PCDC sous forme de débats avec les services
- ❖ Organiser une table ronde des bailleurs de fonds pour partager les priorités dans chaque secteur et développer un lobbying/plaidoyer en vue de gagner leur adhésion à soutenir techniquement et/ou financièrement la mise en œuvre du PCDC. Idéalement, ce sera le moment où chaque bailleur pourra se prononcer sur l'enveloppe budgétaire allouée à l'appui du PCDC de la commune de Bugendana.

Dans le souci de maximiser les chances de bien conduire cette phase, le Conseil Communal a le devoir de procéder au renforcement des capacités de l'Equipe Communale de Planification (**ECP**) en matière de communication participative. En effet, de la compétence de l'ECP et de l'engagement à susciter l'adhésion des populations par conviction et moins par la contrainte dépendra la réussite de la mobilisation et de la participation pour la mise en œuvre du fruit de leurs réflexions en tant qu'ils ont été associés dans tout le processus depuis le début.

Plus concrètement donc, il faudra mettre sur pieds à cet effet un comité ad hoc choisi au sein de l'Equipe Communale de Planification, éventuellement renforcé par quelques membres du Conseil Communal ou des natifs plus éclairés de la commune, avec un mandat limité consigné dans un cahier de charge spécifique.

b. Identification des acteurs et porteurs de projets

Pour réussir la mise en œuvre de n'importe quel projet et encore plus le du PCDC, il faut faire au préalable un mapping des acteurs à impliquer selon les domaines classiques ou éventuelles d'intervention, ainsi que les responsabilités librement consenties pour la bonne marche des opérations de mise en œuvre. Dans cette logique, les principaux acteurs qui vont y participer sont essentiellement:

Les communautés de base qui sont les principaux acteurs d'un développement participatif endogène. Le bon niveau d'exécution du PCDC dépendra du niveau de mobilisation et d'organisation de celles-ci. La création de comités de gestion de projets au sein des CDC et des CCDC sera sans nul doute peut être d'un grand apport. Ces comités peuvent élargis aux différentes couches socioprofessionnelles intéressées volontairement par le développement de la commune. Il faut entendre par là les services sectoriels et les natifs. Leur cahier de charge consistera à :

- ✓ La mobilisation des populations autour des projets communautaires ;
- ✓ La pro activité des initiatives pour le montage des projets à soumettre pour financement ;
- ✓ La mobilisation de la communauté pour la contribution financière ;
- ✓ L'initiation pour la recherche de financement auprès des partenaires techniques et financiers avec l'appui des personnes compétentes (ici il faut être décomplexé et solliciter l'intervention des natifs à capacités techniques multidisciplinaires pour apporter leur expertise et même de toucher dans leurs poches pour participer

financièrement à hauteur de leurs moyens. Qu'ils vivent dans la commune, au pays ou à l'étranger, ils restent joignables et ils sont tenus par le devoir de solidarité en tant que fils et filles de Bugendana. Il faudra seulement développer une stratégie cohérente et coordonnée de communication pour les atteindre et leur vendre le PCDC avec un tact diplomatique, patience et persévérance.

c. Le suivi et la gestion de l'exécution des projets.

Le Burundi s'est engagé dans la voie de la culture des résultats depuis 2006. Il est prêt à entamer phase de la décentralisation de la méthode à résultats rapides (MRR/ARR) pour l'encre et l'institutionnalisation de cette approche qui est complémentaire à celle de la gestion axée sur les résultats (GAR). Certains instruments⁸ réglementant la politique de l'aide au développement insistent sur certains principes dont « l'appropriation des priorités de développement, l'orientation vers les résultats, des partenariats pour le développements ouverts à tous et la transparence et la responsabilité réciproque ». Or, la commune étant l'entité de développement qui bénéficie des appuis financiers des bailleurs, elle est tenue de respecter tous les protocoles de partenariat.

« La redevabilité mutuelle et la redevabilité aux destinataires de nos actions de coopération, ainsi qu'à nos citoyens, organisations, mandats et parties prenantes respectifs, est indispensable pour garantir l'obtention de résultats. Des pratiques transparentes constituent le socle d'une redevabilité renforcée ⁹»

Dans cette logique de l'engagement les comités (CCDC et CDC) ont l'obligation de rendre compte une fois par trimestre du niveau d'exécution des actions aux populations et aux conseillers lors de leurs séances de travail.

La commune est le maître d'ouvrage dans la mise en œuvre du plan. Elle sera chargée de coordonner l'exécution des projets et doit être plus active dans la conduite des projets. Par le vocable « **Commune** » il faudra entendre:

- **Le Conseil Communal** à qui la loi communale confie la responsabilité de l'élaboration et de la mise en œuvre du PCDC. En effet, le Conseil Communal est l'un des organes investis de la confiance de la population du fait que ses membres sont élus par cette dernière. Ce conseil doit jouer un rôle de premier plan compte tenu des missions et des responsabilités que lui confère les textes fondamentaux en matière de la conduite des affaires politiques, économiques et sociales de la commune, comme organe délibératif, tandis que la gestion quotidienne de la commune est confiée à l'administrateur communal appuyé par le personnel administratif en particulier le conseiller technique chargé du développement, un rôle de décision dans la mise en œuvre des projets, de coordination dans la réalisation des actions et de suivi évaluation de l'exécution des projets. Les conseillers dans leurs localités respectives aideront d'une part les comités mentionnés en supra dans les tâches décrites au paragraphe précédent.

⁸ Déclaration de Paris (2005), Déclaration d'Accra(2008) et la Déclaration de Busan (2011)

⁹ 4^{ème} Forum à haut niveau sur l'efficacité de l'aide, 29 nov-1^{er} déc 2011, Busan, Corée, p.3.

- **Des commissions spécifiques peuvent être créées ou valorisées au sein du conseil communal ou de l'administration communale.** Le Conseiller technique de l'administrateur chargé du développement devra servir de secrétaire permanent d'une cellule de pilotage des projets communaux qui se positionnera comme le porteur des projets d'envergure communale. Cette cellule a donc la responsabilité :
 1. du montage des dossiers de projet ;
 2. de la négociation et de la mobilisation des fonds complémentaires auprès des partenaires au développement ;
 3. du suivi contrôle de la gestion des fonds alloués aux projets ou de la contribution des partenaires au développement ;
 4. du suivi et de la gestion de l'exécution des projets.

Elle devra régulièrement rendre compte de l'état d'avancement de ses activités à l'administrateur qui lui-même rendra compte au Conseil Communal.

- **L'administration communale est tenue** elle-même de veiller à la bonne gestion comptable des fonds d'investissement et au règlement des questions administratives nécessaires à la bonne conduite des projets ;
- **L'Etat**, à travers ses services techniques déconcentrés jusqu'à la commune apportera son concours technique à celle-ci et aux populations dans le montage des dossiers de projets et dans le suivi contrôle de leur exécution. Les techniciens sectoriels doivent rester conscients qu'ils ont été investis de la totale confiance et qu'ils ont été mis à la disposition de la commune et des populations de toute la commune.
- **Les autres partenaires au développement** : le PCDC de la commune de Bugendana s'inscrit dans une dynamique de développement participatif. C'est donc un instrument de référence destiné à l'amélioration du cadre de vie et de réduction de la pauvreté. Le PCDC doit être en parfaite cohérence avec le CSLP-2, les OMD et la vision 2015.

Le PCDC de 2ème génération de la commune Bugendana s'inscrit dans la logique des axes prioritaires des partenaires au développement (coopération bilatérale ou multilatérale, ONG, etc.). De ce point de vue, il devrait bénéficier plus facilement des appuis financiers de la part des bailleurs de fonds. Une grande attente repose sur ces derniers pour appui technique et financier complémentaire à la mise en œuvre du PCDC.

Il faudra également un renforcement des capacités en matière de gouvernance et de maîtrise d'ouvrage. Pour ce faire, il est indispensable de prévoir des ateliers de formations des porteurs de projets (communaux et sectoriels), sur les techniques de conduite de projets, avec l'objectif explicite de développer et de renforcer leurs capacités opérationnelles. C'est grâce à ce savoir-faire des acteurs locaux que l'on pourra escompter les succès de la mise en œuvre du PCDC. Ainsi, ce renforcement des capacités pourra notamment développer les modules de techniques essentielles de base comme :

- ❖ la passation de marché,
- ❖ l'élaboration du plan d'investissement annuel (PIA)
- ❖ le montage des dossiers de projet et les techniques de suivi-évaluation,
- ❖ la mobilisation et la gestion des ressources financières,
- ❖ les techniques de l'animation participative,
- ❖ les techniques de communication et de négociation d'un financement.

Enfin, toujours dans l'élan du gouvernement pour la consolidation de la paix qui rencontre le choix des populations de Bugendana exprimé à travers la formulation de leur vision qui guidera ce PCDC, il est important d'accompagner cet élan par l'organisations des vagues de formation sur des thèmes comme la résolution et la gestion pacifique des conflits, la communication non violente, la notion de citoyenneté et de développement inclusif. Ces formations peuvent être structurées pour les leaders communautaires chargés de faire la dissémination sur les collines, tout comme elles peuvent être simplifiées et animées en assemblées collinaires à l'endroit des populations.

La mise en œuvre des microprojets impliquera les différents acteurs participants. Bien évidemment, il est attendu que chaque projet ait un impact sur d'autres secteurs de la vie socioéconomique de la commune ou même des communes voisines. Dans cette dynamique, l'approche du Développement Economique Local (DEL) nécessitera la collaboration en synergie des divers acteurs clés ainsi que des institutions concernées dans la commune.

La valeur ajoutée de cette collaboration est qu'elle permet d'identifier et de renforcer les avantages compétitifs afin de mobiliser les ressources nécessaires pour les actions susceptibles d'impulser la croissance économique, de permettre la création d'emplois et d'augmenter les revenus au sein de la population de Bugendana.

Il faut noter la réussite d'approche méthodologique qui suppose l'implication de tous les intervenants au niveau de tous les échelons de la chaîne de production. La stratégie exige en plus de passer par les étapes de communication et de négociation, de mobilisation des ressources endogènes et exogènes et enfin de l'élaboration des études d'exécution et de passation des marchés.

4.1.2. La phase opérationnelle

Elle se réalisera à différents niveaux résumés ci-après :

- *Au niveau de l'étape de communication et de négociation*

Cette étape est très importante. A ce niveau, on doit prévoir et tenir des réunions de tous intervenants ayant des intérêts communs immédiats, à court et à long terme. Ces intérêts ne visent généralement que l'augmentation des revenus. Ce premier contact direct avec les différents partenaires sera préparé et conduit au niveau communal. C'est en fait l'occasion de :

- informer les partenaires au développement de l'approche DEL et de ses avantages ;
- identifier les secteurs porteurs du développement et les principaux acteurs ;
- identifier et négocier les facilités de la part de l'administration ;
- négocier une pleine participation des partenaires au développement en appui à l'effort local, cela en apportant le complément financier nécessaire à la réalisation du PCDC ;
- persuader chacun des partenaires de se positionner par volet d'activités selon ses axes d'intervention prioritaires habituels dans les projets de développement ;
- asseoir les bases de nouveaux partenariats de développement concertés entre la commune et les institutions d'aide qui s'engageront dans ce processus.

Les négociations avec les partenaires au développement devront également pouvoir se formaliser dans le cadre d'accord de principes et des protocoles de partenariat entre acteurs intervenant.

A côté de l'approche Développement Economique Local, la commune est appelée à mobiliser des financements tant endogènes qu'exogènes.

o *Au niveau de l'étape de mobilisation des ressources endogènes et exogènes*

A ce niveau, la priorité sera donnée à la mobilisation des ressources financières, en capitalisant également la valeur de la main d'œuvre et en matériaux locaux fournis par les populations bénéficiaires.

On va épinglez principalement deux types de ressources :

- « **les ressources exogènes** » : il s'agit essentiellement de l'apport financier complémentaire mobilisé par les partenaires au développement. Ces contributions peuvent prendre également la forme d'un appui technique et/ou en équipement ;
- « **les ressources endogènes** » constituées par des contributions locales qui peuvent varier en fonction des types de réalisations.

Pour les projets communautaires : la mobilisation des ressources locales se fait à la base et est sous la responsabilité des CDC. Les contributions peuvent être en nature et/ou en espèces ;

Pour les projets d'envergure communale : les ressources à mobiliser sont constituées essentiellement de contributions financières mais aussi des appuis techniques apportés par les services techniques déconcentrés. En tout état de cause, la commune est responsable de la mobilisation de ces ressources.

Remarque importante : Les ressources financières exogènes seront d'autant plus facilement mobilisables que les partenaires au développement auront la preuve de la disponibilité des contributions endogènes.

o *Au niveau de l'étape d'élaboration des études d'exécution et de passation des marchés de travaux ou de fournitures*

La réalisation des projets issus du PCDC nécessite également deux volets d'importance capitale à savoir:

- a) **l'élaboration des études d'exécution**, qui permettent de mieux évaluer techniquement et financièrement les projets identifiés dans le cadre du PCDC. Elles pourraient être exécutées par le concours des services techniques déconcentrés ou par le biais de bureaux d'études par voie d'appel d'offre ;
- b) **la mise en œuvre d'une procédure de passation de marché des travaux ou de fournitures. Elle incontournable pour faire** le choix des entreprises en toute transparence avant d'attribuer le marché visant à exécuter les travaux ou les fournitures. Il faut respecter les règles de jeu en matière de passation des marchés et c'est cela qui donne confiance aux PTF et qui les encourage à renouveler leurs appuis. En termes de coercition, il faut rappeler que, ne pas se conformer aux procédures en vigueur est synonyme de s'exposer aux sanctions prévues par la loi en la matière.

- *Au niveau de l'étape de réalisation et de suivi-contrôle des projets*

Cette étape porte sur l'exécution concrète des projets par les entreprises adjudicataires des marchés. La réalisation des projets nécessite un suivi-contrôle minutieux ponctué par la production de rapports réguliers de suivi des travaux ; cela, afin de s'assurer de la bonne conduite du projet. Le suivi-contrôle de l'exécution des projets est de la responsabilité de la commune pour l'ensemble des projets et, particulièrement des CDC, pour les projets communautaires et/ou des Comités de gestion ad hoc.

Afin de s'assurer de la bonne exécution des travaux, les CDC ou les services communaux devront se faire aider par un spécialiste en la matière dans leur tâche de suivi- contrôle.

4.2. Evaluation financière de la stratégie de mise en œuvre et du suivi

Au delà de la mobilisation des ressources pour la réalisation des actions, la réussite du PCDC dépendra fortement de l'application de la stratégie de mise en œuvre et du suivi-évaluation. Une évaluation financière des activités prévues dans cette stratégie s'impose avant le démarrage du PCDC. Cette évaluation financière devra prendre en compte les activités d'information, de communication (large diffusion du plan, etc.), de mobilisation des acteurs, de formation, d'élaboration de fiches de projets et d'appui-conseil et d'accompagnement, notamment pour le volet du suivi- contrôle et suivi- évaluation.

4.3. Suivi-évaluation du PCDC

Le système de suivi- évaluation qui s'applique à mi-parcours et à la fin de la mise en œuvre du présent PCDC devra se conformera aux outils proposés dans le Guide National de suivi-évaluation des PCDC que le Ministère du Développement Communal, ayant la décentralisation et le développement des communautés à la base dans ses attributions, a mis en place à cet effet. C'est entre autres le bilan annuel et le plan annuel d'investissement, les comptes- rendus des rencontres, les comptes- rendus des distributions, les sessions de réflexion critique, l'enquête ménage et les entretiens avec les services déconcentrés. Elle propose aussi le schéma de communication entre différents acteurs concernés par la mise en œuvre du présent PCDC

Le suivi-évaluation constitue, en fait, un processus permettant de suivre le chronogramme d'exécution des activités du PCDC et de faire le bilan périodique de l'exécution des projets en vue de mieux orienter les actions futures.

Il permet en effet d'identifier les principaux indicateurs pour le respect des objectifs et des projets du PCDC. A ce niveau, deux regroupements d'indicateurs peuvent être observés. Il s'agit :

- des indicateurs de réalisation des performances qui prennent en compte le taux de réalisation physique et financière par composante ;
- des indicateurs d'effets ou d'impact basés sur les domaines dans lesquels les changements sont observables à savoir :
 - ✓ la mobilisation des acteurs et des ressources financières ;
 - ✓ l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base ;
 - ✓ l'amélioration de la qualité du cadre de vie et la préservation de l'environnement;

- ✓ l'amélioration du niveau de revenu des populations;
- ✓ la gouvernance locale.
 - *Démarche de suivi- évaluation proposée*

Elle s'appuie prioritairement sur la participation effective de tous les acteurs depuis les communautés à la base jusqu'au Conseil Communal. La démarche préconisée est décrite comme suit :

- En ce qui concerne les projets d'envergure sectorielle, le suivi- évaluation sera assuré par le conseiller technique de l'administrateur appuyé par le comité de gestion des projets des secteurs et ont l'obligation de déposer un rapport de suivi -évaluation ;
- La commune produira un rapport bilan à la fin de chaque exercice budgétaire; pour l'ensemble des actions du plan, le Conseil Communal mettra en place un comité restreint pour suivre l'exécution des actions programmées.
- Ce comité travaillera sur la base des rapports périodiques produits et fournira des rapports bilans à la deuxième et à la cinquième année de mise en œuvre du plan.

- *L'actualisation du présent PCDC de la commune Bugendana*

Sur base des constats dégagés par le biais du processus de suivi-évaluation et/ou de nouveaux besoins exprimés par la population, on veillera à procéder aux réajustements éventuels du PCDC conformément aux orientations du guide national pratique de planification communale.

Les structures qui sont impliquées sont, bien entendu, l'administration communale à tous les niveaux, les responsables sectoriels, la société civile, les partenaires techniques et financiers, l'ECP, sans oublier la population.

- *La Stratégie Provinciale de Promotion de l'Economie Locale et de Création d'emploi*

Cette stratégie a été élaborée pour permettre aux populations des communes respectives de Gitega de quitter l'économie de subsistance pour s'orienter vers une économie de marché. Elle est fortement fondée sur la redynamisation du secteur agricole et de l'élevage, au service de la promotion de l'économie locale ainsi que d'autres secteurs comme l'industrie, la transformation agro-alimentaire, l'artisanat et le tourisme. Ces secteurs **sont** considérés comme des secteurs remorqueurs du développement de l'économie locale. Le présent PCDC de la commune Bugendana est en harmonie avec la stratégie provinciale de promotion de l'économie locale et de création de l'emploi.

Cela est vrai exactement au niveau des axes 1 et 3 qui concourent tous les deux au développement de l'économie local et à la création de l'emploi. Elle constitue donc en ce sens la référence incontournable et du coup un outil opérationnel tout au long de la mise en œuvre du PCDC.

5. CONCLUSION GENERALE

Le processus d'élaboration du PCDC de deuxième génération pour la commune de Bugendana arrive à son terme. Il a impliqué les populations de toute la commune, l'équipe communale de planification ainsi que les différents techniciens et experts sectoriels. Cette planification participative rentre dans le cadre de la décentralisation du développement auquel s'est engagé le Gouvernement Burundais. Cette dernière est, en effet, le moyen par lequel le gouvernement opère un transfert de capacités du gouvernement central aux échelons décentralisés réalisant ainsi le passage de la gestion sectorielle des ressources à une gestion de plus en plus locale. Dans cette volonté, les autorités locales bénéficient d'une autonomie complète dans la prise de décisions, l'affectation ainsi que le contrôle des ressources qui leurs sont allouées, mais sous réserve de contrôle de l'autorité de tutelle.

En revisitant la vision de développement tracée dans ce PCDC, il en découle que la transformation de ce rêve en réalité demandera une réelle synergie de différents acteurs participant dans le développement de la commune. Les acteurs du niveau local, ensemble avec ceux du niveau provincial et national doivent régulièrement se concerter en permanence et conjuguer les efforts en vue de canaliser la force productrice locale vers la réalisation des objectifs de développement qui sont contenus dans les priorités exprimées par les populations de Bugendana. L'appui des partenaires techniques et financiers reste, certes, incontournable au vu d'immenses besoins auxquels est confrontée la population de Bugendana. L'union faisant la force, le développement de la commune de Bugendana est possible si tout le monde y croit et y participe volontiers.

ANNEXES

	et de poules de race améliorée	- Porcs	4,400	80	352,000	70,400	70,400	70,400	70,400	70,400			352,000	
		- Poules	88,000	3	264,000	52,800	52,800	52,800	52,800	52,800	52,800			264,000
	Disponibiliser une alimentation équilibrée aux animaux d'élevage (en tonnes de concentré)	Toute la commune :												
		- Porcs: 1,5kg/porc/jr	106,920	0.35	37,422	7,484	7,484	7,484	7,484	7,484	7,484	37,422		
		- Poules: 100g/tête/jr	15,840	0.7	11,088	2,218	2,218	2,218	2,218	2,218	2,218	11,088		
	Disponibiliser les boucles d'oreilles pour le bétail	Toute la commune	18,441	10	184,410	36,882	36,882	36,882	36,882	36,882	36,882	184,410		
	Sous total par année et par contribuable				2,396,640	402,612	372,612	372,612	372,612	372,612	372,612	233,520	900	2,162,220
Sous total					2,396,640									
Agriculture														
Amélioration de la production agricole	Former les agriculteurs	Toute la commune	4,400	30	132,000	26,400	26,400	26,400	26,400	26,400	26,400		132,000	
	Augmenter les semences sélectionnées plus performantes	Toute la commune												
		- Banane : 31.250 rejets	31,250	3	93,750	18,750	18,750	18,750	18,750	18,750	18,750		93,750	
		- Riz : 75 T	75,000	1	75,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000		75,000	
	- Maïs : 60T	60,000	0.80	48,000	9,600	9,600	9,600	9,600	9,600	9,600		48,000		

d

		- Manioc : 2.500.000 boutures	2,500,000	0.01	25,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000			25,000
Augmenter la quantité et l'accessibilité des produits phytosanitaires	Toute la commune : Actellic 75 kg	75	2.6	195		195						195	
	- Ditane = 500 kg	500	7	3,500		3,500						3,500	
	- Dursban = 225 l	225	11	2,475		2,475						2,475	
	- Decis = 225 l	225	11.5	2,588		2,588						2,588	
	- Dimethoate :225 l	225	11	2,475		2,475						2,475	
	- Kithanzin = 200 l	200	9.50	1,900		1,900						1,900	
	Renforcer les capacités des agronomes (1 agro+ 4 assistants et 22 encadreurs)	Toute la commune	27	30	810	162	162	162	162	162			
Construire des hangars pour la conservation des récoltes	Bugendana,Mugera et Mutoyi	3	20,000	60,000			20,000	20,000	20,000	1,200	1,800		57,000
Disponibiliser les engrais chimiques (en milliers de tonnes)	Toute la commune	250	1	250	50	50	50	50	50	250			

e

	Organiser la structuration des producteurs en associations par leur renforcement des capacités en gestion et fonctionnement des associations	2 par colline	220	30	6,600	6,600							6,600
	Organiser les circuits de transformations de commercialisation des produits agricoles et zootecnologiques à travers le renforcement des capacités des producteurs en gestion des coopératives	- Mutoyi	220	30	6,600	6,600							6,600
	Construire des unités de transformation des récoltes (bananes, ananas)	Makaba et Mugeru	2	200,000	400,000			200,000	200,000				400,000
	Produire des plants fruitiers	Toute la commune	1,000,000	0.3	300,000								300,000
	Sous total par année et par contribuable				1,161,143	78,882	78,815	285,682	285,682	85,682	1,450	14,933	1,098,360
Sous total					1,161,143								

Axe stratégique n°2: L'amélioration du taux d'accessibilité aux services sociaux de base

Projets	Activités	Localisation	Unités	CU	CT	Moyens/coûts en milliers de francs bu					Contribution		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop.	Com.	PTF
Education													
1. Amélioration du Système éducatif	1. Etendre les EP (nouvellement appelé Ecoles fondamentales)	au niveau primaire: Toutes les écoles fondantes (ECOFO)	36	15,000	540,000	108,000	108,000	108,000	108,000	108,000	10,800	16,200	513,000
	2. Construire les écoles fondamentales sur les EP existantes	Sur 22 ECOFO	22	45,000	990,000	990,000					19,800	29,700	940,500
	3. Construire les nouvelles écoles fondamentales	Kabuye, Nyakibanda, Cuzu, Nkuba, Kivoga, Jenda	6	150,000	900,000		300,000	300,000	300,000		18,000	27,000	855,000
	4. Etendre les écoles secondaires	Au niveau du secondaire	6	20,000	120,000		30,000	30,000	30,000	30,000	2,400	3,600	114,000
	5. Construire les collèges communaux	Kiziguro, Buhoro, Nyagisenyi, Rwingiri, Kirimbi, Cunywe et Jenda	7	200,000	1,400,000	466,666	466,666	466,666			28,000	42,000	1,330,000
	6. Construire deux Lycées technique	Makaba et Mutoyi	2	200,000	400,000				200,000		4,000	6,000	380,000

h

	7. Compléter les cycles du coco en Lycées	Sur tous les CO.CO	13	300,000	3,900,000	780,000	780,000	780,000	780,000	780,000	78,000	117,000	3,705,000
	8. Construire des blocs administratifs de la DCE Inspection communale	Makaba	1	60,000	60,000		60,000				1,200	1,800	57,000
	9. Construire des bureaux pour les directions des écoles secondaires	Nyakeru, Nkanda, Kiziguro, Cishwa, Kirimbi, Carire, Gitora, Nyagisenyi et Busangana	9	25,000	225,000		75,000	75,000	75,000		4,500	6,750	213,750
	10. Construire des écoles maternelles et les équiper	Sur toutes les écoles primaires	38	40,000	1,520,000	304,000	304,000	304,000	304,000	304,000	30,400	45,600	1,444,000
	11. Construire et équiper les laboratoires	Sur toutes les écoles secondaires avec section scientifiques	4	200,000	800,000			3,600,000			16,000	24,000	760,000
	12. Construire et équiper les salles polyvalentes	Sur toutes les écoles secondaires	18	70,000	1,260,000		500,000	500,000	400,000	400,000	25,200	37,800	1,197,000
	13. Construire et équiper les bibliothèques	Sur toutes les écoles secondaires qui n'en ont pas	14	70,000	980,000	400,000	400,000	400,000	800,000	800,000			980,000
	14. Construire des écoles des métiers	Makaba, Mutoyi, Gitora & Busangana	4	100,000	400,000	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000	8,000	12,000	380,000

	15. Construire deux écoles d'alphabétisation des adultes	Kibungo & Munyinya	2	15,000	30,000	30,000					600	900	28,500
	16. Construire et équiper un centre de formation professionnel pour les lauréats de l'école fondamentale	Makaba	1	80,000	80,000				80,000		1,600	2,400	76,000
	17. Réhabiliter les EP	Nyamagana, Nkanda 1&2, Busangana, Nyakeru bloc 1, Cunywe	6	8,000	48,000	9,600	9,600	9,600	9,600	9,600	960	1,440	45,600
	18. Réhabiliter et équiper le centre des métiers : menuiserie et maçonnerie	Bugendana	1	40,000	40,000		20,000	20,000			800	1,200	38,000
	19. Augmenter le matériel didactique	Sur toutes les EP (44) et Secondaires(19)	63	10,000	630,000	126,000	126,000	126,000	126,000	126,000			630,000
	20. Faire un suivi et un encadrement pédagogique	sur toutes les écoles	260	100	26,000	5,200	5,200	5,200	5,200	5,200		26,000	

	21. Organiser des séances de sensibilisation à l'endroit des parents pour la scolarisation des enfants	Commune	4	100	400		100	100	100	100		400	
	22. Doter les ordinateurs et ses accessoires (photocopieuse et imprimante) à la D.C.E et à E.C.E	D.C.E I.C.E											
		Ordinateurs	2	2,000	4,000		4,000						4,000
		Imprimantes	2	1,000	2,000		2,000						2,000
		Photocopieuses	2	1,000	2,000		2,000						2,000
	23. Augmenter les nombre d'enseignants	Au secondaire	150			30	30	30	30	30			
		Au primaire	300			60	60	60	60	60			
	Sous total par année et par contribuable				20,857,400	3,432,890	3,4955,990	6,737,990	7,137,990	2,842,990	313,860	497,190	20,046,350
Sous total					20,857,400								
Sport et culture													
2. Promotion de la culture et du sport	1. Construire un stade moderne	Makaba	1	400,000	400,000			400,000			8,000	12,000	380,000
	2. Aménager des terrains de jeux de football	Sur toutes les collines	22	2,000	44,000			16,000	16,000	12,000	880	1,320	41,800

k

	3. Construire des terrains de jeux dans les zones (2 par zones) : - 8 terrains de volley ball - 8 terrains de basket ball		16	5,000	80,000	16,000	16,000	16,000	16,000	16,000	1,600	2,400	76,000
	4. Faire une extension du centre des jeunes	Makaba	1	10,000	10,000			10,000					10,000
	5. Construire une salle de réunion	Makaba	1	10,000	10,000	10,000							10,000
	6. Construction d'un centre de jeunes	Mutoyi	1	100,000	100,000			100,000			2,000	3,000	95,000
	7. Aménager le site de Mwezi Gisabo	Entre Nkanda & Kivuvu	1	50,000	50,000				50,000				50,000
	8. Aménager le lieu où se rencontrent les rivières Ruvubu et Ruvyironza	Rushanga	1	20,000	20,000					20,000			20,000
	9. Plaidoyer & former les encadreurs de jeux	Commune Bugendana	8	30	240		240						240

m

	4. Sensibiliser la population pour les contributions pour fonctionnement de l'ambulance référence et contre référence)	Toute la Commune	10	50	500	100	100	100	100	100		500	
	5. Identifier et octroyer les CAM aux vulnérables	Toute la Commune	250	3	750	750						750	
	6. Organiser des séances de sensibilisation à l'endroit de la population sur la santé reproductive	Toute la Commune	40	100	4,000	800	800	800	800	800		4,000	
	7. Multiplier les sites ARV et PTME	Tous les CDS restants	6										
	8. Assurer la prise en charge globale des PVVIH	Tous les CDS	7										
	9. Distribuer les moustiquaires imprégnées	Dans tous les 25000 ménages	75,000	2	150,000	75,000	75,000						150,000

n

	10. Organiser des séances de sensibilisation de la population sur la prévention du VIH et distribuer les préservatifs	Toute la Commune	5	50	250	50	50	50	50	50		250	
	11. Sensibiliser la population à l'achat de la CAM	Toute la Commune	5	50	250	50	50	50	50	50		250	
	12. Sensibiliser la population à la prévention des maladies endémo-épidémiques	Toute la Commune	5	50	250	50	50	50	50	50		250	
	13. Renforcer les capacités du personnel de santé	Tous les 7 CDS	37	30	1,110	222	222	222	222	222			1,110
	14. Rendre disponible les moyens de déplacement (CDS, TPS)	Tous les CDS et TPS (motos)	9	9,000	81,000		81,000						81,000
	Sous total par année et par contribuable				1,057,110	252,022	482,272	251,272	1,272	1,272	15,000	28,500	1,057,110
Sous total					1,057,110								

Eau potable													
Amélioration de l'accès à l'eau potable	1. Réhabiliter les AEP	1. Bugendana:	22	10,000	215,000		215,000						215,000
		2. Kinani-Nyakeru	4	10,000	40,000			40,000					40,000
		3. Nkanda-Rwingiri	6	10,000	60,000			60,000					60,000
		4. Kirimbi	3	10,000	30,000			30,000					30,000
		5. Rutonganikwa	4	10,000	40,000				40,000				40,000
		6. Mugera-Mirama	4	10,000	40,000				40,000				40,000
		7. Rwingiri-Ntunda	10	10,000	95,000				95,000				95,000
		8. Cishwa-Nyakibanda	4	10,000	40,000					40,000			40,000
	2. Construire de nouvelles AEP	1. Nyakabingo-Mukoro	12	20,000	240,000				240,000				240,000
		2. Kwa Bernard-EP Rushanga	3	20,000	60,000					60,000			60,000
		3. Kanyomvyi-EP Kivogero	3	20,000	60,000				60,000				60,000
		4. Rukago-CDS Nyakeru	4	20,000	80,000					80,000			80,000
		5. Mwurire(Kanunga) Makaba Village	9	20,000	180,000		180,000						180,000

		6. Miyogoro- EP Rwingiri	4	20,000	74,000		74,000						74,000
		7. Rukombe-EP Jenda	4	20,000	80,000			80,000					80,000
	3. Etendre l'AEP MBUYE- BUSANGANA	Gitongo-Migina	4	20,000	80,000			80,000					80,000
	4. Aménager de nouvelles sources	Zone Bitare	40	800	32,000		32,000						32,000
		Zone Mugera	5	800	4,000		4,000						4,000
		Zone Mutoyi	40	800	32,000		32,000						32,000
		Zone Bugendana	40	800	32,000		32,000						32,000
	5. Renforcer les capacités des comités de gestion des Ponits d'Eau et de CCU (4formations) (Comité communal des usagers)	Commune	600	30	18,000	3,600	3,600	3,600	3,600	3,600			18,000
	6. Appuyer la RCE dans la sensibilisation en apport local avec la collecte de la redevance	4 fois/an	20	100	2,000	400	400	400	400	400		2,000	

	7. Doter d'un moyen de déplacement aux CCU (1moto)		1	9,000	9,000	9,000							9,000
	8. Doter d'un moyen de déplacement aux fontaniers		4	170	680	680							680
	Sous total par année et par contribuable				1,543,680	13,680	573,000	294,000	479,000	184,000	-	2,000	1,541,680
Sous total					1,543,680								
Hygiène et assainissement													
Promotion de l'hygiène et de l'assainissement	1. Construire des latrines à doubles portes dans les lieux publics (pour hommes et pour femmes)	CDS Ecoles, Eglises, Marchés, Parkings	70	500	35,000	7,000	7,000	7,000	7,000	7,000			35,000
	2. Mettre en place des comités de gestion des latrines publiques	Etablissements	56										
	3. Distribuer des dalles dans les	Zones Mugeru et Bitare	75	60	4,500	900	900	900	900	900			4,500

	ménagers												
	4. Promouvoir les latrines adéquates dans les ménages	Toute la commune											
	5. Promouvoir les compostières et les dispositifs d'hygiène dans les ménages	Toute la commune											
	6. Sensibiliser la population sur l'hygiène et l'assainissement	Toute la commune	20	50	1,000	200	200	200	200	200		1,000	
	7. Promouvoir le latrines ECOSAN dans des établissements publics (EP & secondaires)	Toute la commune	53										
	8. Construire un abri d'abattage	A Bugendana	1	100,000	100,000		100,000						100,000
	Sous total par année et par contribuable				240,500	48,100	48,100	48,100	48,100	48,100	-	7,215	233,285
Sous total					240,500								

Habitat														
Promotion de l'habitat décent	Continuer la villagisation	Munyinya, Busangana, Kirimbi, Jenda, Makaba	5											
	Organiser des séances de sensibilisation de la population pour la construction des maisons modernes	Toute la commune	20	50	1,000	200	200	200	200	200		1,000		
	- sensibiliser la population pour promouvoir la fabrication des matériaux de construction	Toute la commune	20	50	1,000	200	200	200	200	200		1,000		
	octroyer des tôles aux groupes vulnérables (veuves, déplacés, rapatriés, Twa et handicapés)	Toute la commune	200	20	4,000	4,000								4,000
	Construire des maisons pour les veuves les plus démunies	Toute la commune	100	500	50,000	20	20	20	20	20	1,000	1,500	47,500	
	construire un fourtunel	Makaba	1	10,000	10,000			10,000						10,000

t

	sensibiliser la population de ne pas cohabiter avec les animaux domestiques	Toute la commune	20	50	1,000	200	200	200	200	200		1,000	
	Promouvoir la construction des latrines adéquates dans les ménages	Toute la commune											
	Promouvoir les compostières et les dispositifs d'hygiène dans les ménages	Toute la commune											
	Sensibiliser la population sur l'hygiène et l'assainissement	Toute la commune	20	50	1,000	200	200	200	200	200		1,000	
	Equiper le centre pour la promotion de l'hygiène et de l'assainissement	Munyinya	1	2,000	2,000		2,000						2,000
	Sous total par année et par contribuable				70,000	4,820	2,820	10,820	820	820	1,000	5,500	63,500
Sous total					70,000								
Total pour l'Axe					24,538,130								

Axe stratégique n°3: Développement des activités économiques hors agricoles et infrastructures d'appui

Projets	Activités	Localisation	Unités	CU	CT	Moyens/coûts en milliers de francs bu					Contribution			
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop.	Com.	PTF	
Promotion des métiers	1. Etendre le réseau électrique	Lycée Munyinya	2	300,000	600,000			600,000					600,000	
		Lycée Bugendana et le village Mukoro	1	300,000	240,000			240,000						240,000
		Lycée Cunywe et la paroisse Bugendana	3	300,000	900,000		900,000							900,000
		Village Makaba-Marché Bitare+ Lycée	3	300,000	900,000		900,000							900,000
		les CO.CO)			-									-
		Gitora	0.50	300,000	150,000		150,000							150,000
		Bitare- Kirimbi	4	300,000	1,200,000		1,200,000							1,200,000
	2.Extension du réseau	Jabe-Marembo Jabe -Kinzerere et Lycée Mutoyi - Gatara	5	300,000	1,500,000		1,500,000						1,500,000	
	3. Augmentation du taux de desserte en énergie solaire (écoles et villages)	CO.CO Nyagisenyi	1	6,000	6,000		6,000						6,000	
		CO.CO Cishwa	1	6,000	6,000		6,000						6,000	
		CO.CO Carire	1	6,000	6,000		6,000						6,000	

		CO.CO Nyakeru	1	6,000	6,000		6,000						6,000
		CO.CO Kivuvu	1	6,000	6,000		6,000						6,000
		CO.CO Nyamagana	1	6,000	6,000		6,000						6,000
		CO.CO Kiziguro	1	6,000	6,000			6,000					6,000
		CO.CO Buhoro	1	6,000	6,000			6,000					6,000
		CO.CO Busangana	1	6,000	6,000			6,000					6,000
		Village Busangana	1	6,000	6,000			6,000					6,000
	4. Octroyer un kit de démarrage pour les associations de métier	12 associations, 3 par zone	12	2,000	24,000		24,000						24,000
	5. Renforcer les capacités des professionnels des métiers (12associations x3)	Toute la commune	180	30	5,400	1,080	1,080	1,080	1,080	1,080			5,400
	7. Construire un marché modern	Mutoyi	1	750,000	750,000		375,000	375,000					750,000

7. Equiper le centre d'enseignement de métiers Bugendana en matériel technique et mobilier	Bugendana	1	2,000	2,000	2,000								2,000
	Marteaux	5	13	64	64								64
	Vilebrequins	5	19	95	95								95
	Machines à coudre	14	200	2,800	2,800								2,800
	Rabots	20	14	280	280								280
	Scie Saint Joseph	20	7	140	140								140
	Equerres	20	3	60	60								60
	Raboteuse	1	30	30	30								30
	Presse à main	10	19	190	190								190
	Serre-joints	3	20	60	60								60
	Ciseaux de bois	10	4	40	40								40
	Equerres maçons	2	5	10	10								10
	Fils à plomb	2	5	10	10								10

y

	Nkanda-Mwurire	13	10,000	130,000	65,000	65,000							130,000
	4. Carire-Runyeri-Bitare	12	10,000	120,000	60,000	60,000							120,000
	5. Jenda-Rwingiri-Nkanda	3	10,000	25,000	12,500	12,500							25,000
	6. Mugitega-Nyakeru-Kwisumo-Gihogazi	5	10,000	50,000	25,000		25,000						50,000
	7. Rushanga-Nyamagana-Nyagisenyi - Kivuvu	12	10,000	120,000	60,000		60,000						120,000
	8. Mukoro-Mugitega-Nyakeru-Mutoyi	15	10,000	150,000	75,000		75,000						150,000
	9. Kigabiro-Marengo	4	10,000	40,000	20,000		20,000						40,000
	10. Kirimbi-Rwingiri-Nkanda	8	10,000	80,000	40,000		40,000						80,000
	11. Gitongo-Rutegama	3	10,000	30,000	15,000			15,000					30,000
	12. Makaba-Cishwa	4	10,000	40,000	20,000			20,000					40,000
	13. Kibasi-Mabuga	4	10,000	40,000	20,000			20,000					40,000
	14. Mwurire-Shatanya	6	10,000	60,000	30,000			30,000					60,000

		15. Kibungo- Bitare	3	10,000	30,000	15,000				15,000			30,000
		16. Kibungo- Gitaba	2	10,000	20,000	10,000				10,000			20,000
		17. Kirimbi- Makaba	5	10,000	50,000	25,000				25,000			50,000
	2. Construire les routes	1. Kabuye-Kivuvu	5	20,000	100,000		25,000	25,000	25,000	25,000			100,000
		2. Bitare-Jenda- Runyeri-Bukinga	3.50	20,000	70,000		17,500	17,500	17,500	17,500			70,000
		3. Bitare- Ruyogoro- Shatanya	7	20,000	140,000		35,000	35,000	35,000	35,000			140,000
		4. Gitora- Kabumba- Mirama	6	20,000	120,000		30,000	30,000	30,000	30,000			120,000
	3. Réhabiliter les ponts	1. Nyagisenyi- Shombo	1	15,000	15,000			7,500	7,500				15,000
		2. Nyagisenyi- Nyabibuye- Shombo	1	15,000	15,000			7,500	7,500				15,000
		3. Mutoyi- Rusamaza	1	15,000	15,000			7,500	7,500				15,000
		4. Kunyanga- Gihogazi	1	15,000	15,000			7,500	7,500				15,000
		5. Gitongo- Marumane	1	15,000	15,000			7,500	7,500				15,000

aa

		6. Gaterama-Butwe (Mbuye)	1	15,000	15,000			7,500	7,500				15,000
	4. Construire des ponts	1. Gitora-Gakindo	1	25,000	25,000	25,000							25,000
		2. Nyakeru-Munanira	1	25,000	25,000	25,000							25,000
		3. Kibasi-Mabuga	1	25,000	25,000	25,000							25,000
		4. Jenda-Mitimire (Giheta)	1	25,000	25,000	25,000							25,000
		5. Migezi (Kwa Rukweberi)	1	25,000	25,000	25,000							25,000
		6. Rushanga-Nyamagana	1	25,000	25,000		25,000						25,000
		7. Jenda-Bukinga	1	25,000	25,000		25,000						25,000
		8. Nkanda-Rwingiri	1	25,000	25,000		25,000						25,000
		9. Rwingiri-Jenda 1&2	1	25,000	25,000		25,000						25,000
		10. Mwirire-Nkanda	1	25,000	25,000		25,000						25,000
		11. Nkanda-Mirama	1	25,000	25,000			25,000					25,000
		12. Cishwa-Mwirire	1	25,000	25,000			25,000					25,000

		Nyamagana	1	25,000	25,000					25,000			25,000
		26. Mutoyi-Kinzerere	1	25,000	25,000					25,000			25,000
		27. Mayanza-Kivuvu	1	25,000	25,000					25,000			25,000
		28. Ruvumura-Karuri	1	25,000	25,000					25,000			25,000
		29. Rwingiri-Gacaca 1&2	1	25,000	25,000					25,000			25,000
	Sous total par année et par contribuable				2,960,000	982,500	735,000	497,500	362,500	382,500	-	-	2,960,000
Sous total					2,960,000								

dd

Augmentation du taux de desserte en énergie solaire	Alimentation des écoles secondaires et villages en énergie solaire	COCO Nyagisenyi	1	6,000	6,000		6,000						
		COCO Cishwa	1	6,000	6,000		6,000						
		COCO Carire	1	6,000	6,000		6,000						
		COCO Nyakeru	1	6,000	6,000		6,000						
		COCO Kivuvu	1	6,000	6,000		6,000						
		COCO Nyamagana	1	6,000	6,000		6,000						
		COCO Kiziguro	1	6,000	6,000			6,000					
		COCOBuhoro	1	6,000	6,000			6,000					
		COCO Busangana	1	6,000	6,000			6,000					
		Village Busangana	1	6,000	6,000			6,000					
	Sous total par année et par contribuable						36,000	24,000					60,000
Sous total					60,000								
Total pour l'Axe					9,295,790								

	6. Renforcer capacités des membres du CMS pour son bon fonctionnement	commune (30 pers tous les cinq ans)	150	30	4,500	900	900	900	900	900			4,500
	6.1. former la police et les CMS	Commune (5jours x 30 pers. X 5ans)	750	30	22,500	4,500	4,500	4,500	4,500	4,500			22,500
	6.2. Etablir le réseau flotte	Les membres des CMS	70	20	1,400	1,400							1,400
	7. Organiser un atelier des CMS sur les observations tirées des formations	commune (30 pers x 30 000 x 5ans)	5	900	4,500	900	900	900	900	900			4,500
	8. Evaluer partiellement (mi-parcours) le travail de la commission	commune (2 par an x 30 pers. x 5ans)	300	30	9,000	1,800	1,800	1,800	1,800	1,800			9,000
	9. Organiser une formation complémentaire et étude de durabilité du concept	collines et commune											-
	9.1. Organiser des formations complémentaires (sécurité routière et sécurité des élections)	Commune	150	30	4,500		4,500						4,500
	9.2. Faire une étude de durabilité	commune	1	5,000	5,000		5,000						5,000

	10. Elaborer un plan communal de sécurité (PCS)	commune	1	10,000	10,000		10,000						10,000
	11. Faire une évaluation finale du processus	commune	30	30	900				900				900
	12. Octroyer des moyens de déplacement et de communication (1véhicule)	Poste communal de police	1	45,000	45,000		45,000						45,000
	13. Former les policiers et autres acteurs en matière de sécurité (DH, Bonne gouvernance, VBG, déontologie professionnelle etc	commune	240	30	7,200		7,200						7,200
	14. Augmenter le nombre de policiers	commune/zone											
	15. Désarmer la population civile	Toute la commune											
	Sous total par année et par contribuable				208,400	22,600	100,600	28,100	29,000	28,100	-	-	208,400
	Sous total				208,400								

Renforcement des capacités de l'administration communale	1. Doter d'un véhicule à la commune	commune	1	60,000	60,000		60,000						60,000
	2. Octroyer des vélos pour les élus collinaires	collines	110	170	18,700			18,700					18,700
	3. Former les élus locaux en matière juridique, Droit de l'homme et code du foncier	commune	60	30	1,800	900			900				1,800
	4. Appuyer la commune à assurer la maîtrise de l'ouvrage	commune	20	30	600	600							600
	5. Appuyer l'amélioration des performances communales	commune	20	30	600	600							600
	6. Renforcer les capacités de l'administration communale et des structures communautaires (en matière des Droits de l'Homme, déontologie professionnelle, code du travail, code foncier et archivage)	commune	60	30	1,800	900	900						1,800

	7. Doter la commune du matériel bureautique	commune												-
	Imprimantes	Commune	5	1,000	5,000		1,000							5,000
	Photocopieuse	Commune	1	1,000	1,000		1,000							1,000
	ordinateurs	Commune	5	2,000	10,000		2,000							10,000
	8. Promouvoir la participation inclusive et l'autonomisation économique des femmes et autres groupes sociaux dans l'administration communale à raison de 30% pour les femmes	commune												-
	8.1. Former et sensibiliser la population sur l'égalité de genre	Commune Zones	60	30	1,800	900	900							1,800
	8.2. Former et sensibiliser les acteurs locaux de développement sur l'intégration effective du genre dans les programmes et politiques (Avant et après les élections)	commune et zones	60	30	1,800	900	900							1,800

kk

	16. Encourager la redevabilité à tous les niveaux	zones	20	50	1,000	200	200	200	200	200		1,000	
	Sous total par année et par contribuable				122,170	11,490	72,590	22,790	2,100	1,200	-	4,350	117,820
Sous total					122,170								
Augmentation du rendement quantitatif et qualitatif au niveau du tribunal de résidence	1. Plaidoyer pour augmenter le nombre de magistrats (6) et des agents de l'ordre judiciaire (3) magistrats	Tribunal	9										
	2. Renforcer les capacités du personnel du tribunal de résidence (5magistrats et 2 greffiers)	Commune ou ailleurs	35	30	1,050	210	210	210	210	210			1,050
	3. Doter le tribunal du matériel de bureau (Ordinateurs imprimantes et photocopieuse)	Ordinateurs	4	2,000	8,000		8,000						8,000
		Imprimantes	4	1,000	4,000		4,000						4,000
		Photocopieuse	1	1,000	1,000		1,000						1,000

	4. Acheter des motos pour le déplacement du personnel	Tribunal	2	9,000	18,000		9,000	9,000					18,000
	5. Augmenter le budget de fonctionnement				2,000	2,000						2,000	
	6. Acheter des motos pour le déplacement du personnel	communal	3	9,000	27,000		27,000						27,000
	7. Appuyer le fonctionnement du service foncier communal	commune			2,000	2,000							2,000
	8. Augmenter le nombre de travailleurs du guichet foncier	Commune	2										
	Sous total par année et par contribuable				63,050	4,210	49,210	9,210	210	210	-	2,000	61,050
Sous total					63,050								
Total pour l'Axe					393,620								
TOTAL DU BUDGET_ PCDC BUGENDANA 2013-2017					70, 742,823								

SYNTHESE DU BUDGET TOTAL

Total par Axe	Budget en milliers de BIF
Axe 1: L'augmentation de la production agropastorale et l'amélioration de la protection de l'environnement	20, 857,400
Axe 2: L'amélioration du taux d'accessibilité aux services sociaux de base	24,538,130
Axe 3: Développement des activités économiques hors agricoles et infrastructures d'appui	9,295,790
Axe4: Amélioration de la gouvernance locale, sécurité et justice sociale	393,620
TOTAL BUDGET ESTIME POUR LE PCDC	70, 742,823

SOIXANTE DIX MILLIARDS SEPT CENTS QUATRE VINGT DOUZE MILLIONS HUIT CENT VINGT TROIS MILLES FBU

NOTE EXPLICATIVE DU BUDGET

La présente note explicative s'efforce de donner une lumière sur le budget estimé du PCDC (2ème génération) de la commune Bugendana. Il a été élaboré lors de l'atelier des discussions et réflexions thématiques par les représentants de la population de cette commune depuis la colline jusqu'à la commune, les représentants des services déconcentrés au niveau de la commune et des experts venus des différents ministères sous la facilitation de l'équipe communale de planification et d'un expert en planification. Il importe de rappeler aussi que l'objectif cet atelier d'analyser la faisabilité technique des activités proposées par la population, d'en déterminer les coûts et de proposer leur chronogramme sur une période de 5 ans. Certains prix unitaires sont empruntés certains fournisseurs de services, d'autres chez des prestataires, et d'autres chez des bailleurs qui interviennent dans différents domaines. Il essaie également de tenir compte de la fluctuation de notre monnaie.

Les interventions retenues pour la commune de Bugendana au cours des 5 années à venir s'articulent autour d'axes stratégiques qui couvrent les secteurs fondamentaux à savoir :

Axe stratégique n°1 : L'augmentation de la production agropastorale et l'amélioration de la protection de l'environnement

Axe stratégique n°2 : L'amélioration du taux d'accessibilité aux services sociaux de base (Education, santé, eau potable, hygiène et assainissement, habitat)

Axe stratégique n°3 : Le développement des activités économiques hors agriculture et infrastructures d'appui (Commerce, communication et télécommunication, électricité, artisanat, hôtellerie et tourisme)

Axe stratégique n°4 : L'amélioration de la bonne gouvernance locale et la justice sociale (police de proximité, droits de la personne humaine, sécurité, genre et développement et la cohésion sociale)

Pour l'ensemble des projets des axes identifiés, une estimation des coûts unitaires de chaque activité a été faite, ce qui a permis de calculer le budget de l'ensemble des projets. Une première ventilation en fonction des trois types de contribution (population, commune et Partenaires Techniques et Financiers) a été également réalisée. Les lignes qui suivent résument le contenu de chacun des axes retenus ainsi que les budgets estimatifs.

Axe stratégique n°1 : L'augmentation de la production agropastorale et l'amélioration de la protection de l'environnement

La principale contrainte au développement présentée par la population de la commune Bugendana au cours des ateliers de consultations est relative à la faible production dans les

secteurs clés de l'économie burundaise dont l'agriculture et l'élevage ainsi que l'environnement qui n'est pas suffisamment protégé.

Cette situation est essentiellement due à l'insuffisance du cheptel et surtout la race améliorée, l'insuffisance des concentrés, l'infertilité du sol aggravé par le manque de fumure organique et chimique, le problème d'érosion dû au déboisement et aux feux de brousse, le faible accès de la population aux semences sélectionnées, des marais non encore aménagés, les faibles capacités des agriculteurs et encadreurs agricoles.

Ainsi, les principaux projets retenus dans ce secteur sont :

Augmentation de la production animale

Ce projet consiste à octroyer 420 têtes de bétail aux ménages, à rendre disponibles les aliments pour le bétail pour une alimentation équilibrée, à assurer le croisement par l'insémination artificielle des animaux de race productive, à augmenter les bovins de bonne race, à augmenter les points de vente des produits vétérinaires, à renforcer les capacités des vétérinaires, à augmenter le nombre de porcs et de poules de race améliorée, à rendre disponible une alimentation équilibrée aux animaux d'élevage (Concentré) et les boucles d'oreilles

Estimation des coûts :

- Le coût d'un bovin a été estimé à 1. 200. 000Fbu et à 1.500. 000 Fbu pour un bovin de race
- Insémination artificielle : 50 000 Fbu/vache
- Construction d'un point de vente des produits vétérinaires : 30. 000 000 Fbu
- Le coût moyen d'une personne en formation : 30. 000 Fbu : Ce coût a été calculé sur base des coûts de tout le matériel nécessaire (salle, déplacement, honoraire consultant, matériel utilisé etc)
- Le coût du porc : 80. 000fbu
- Le coût d'un poussin : 3.000FBU

NB : L' « alimentation équilibrée » pour le bétail, les porcs ou coq est difficile à budgétiser surtout que l'on n'a pas les quantités fixes mais aussi c'est la population qui va s'en acheter n'est pas connue. Le prix des aliments pour le porc est estimé à 350 Fbu par kg et celui des poules à 700 Fbu par kg

Augmentation de la production agricole

Activités retenues et leurs coûts estimatifs :

- ❖ Augmenter les semences sélectionnées plus performantes

- Banane : 3.000 FBU
- Riz : 1.000FB
- Manioc : 800FB
- Augmenter la quantité et l'accessibilité des produits phytosanitaires
- Actellic: 2.600F/Kg
- Dimethoate: 7.000F/Kg
- Dursban:11.000F/litre
- Decis: 11.500F/Litre
- Diméthoate: 11.000Fbu /litre
- Kitazin: 9.500FBU/litre
- Renforcer les capacités des agronomes et des producteurs : 30.000fbu/personne
- Rendre disponible les engrais chimiques 6250 tonnes: 1.000 /kg
- Construire des usines de transformation des récoltes (bananes, ananas) :
200.000 000Fbu
-
- Construction d'un hangar : 20.000.000 Fbu

Protection de l'environnement

Activités pour ce projet et coûts unitaires estimatifs :

- Aménager, réhabiliter les marais et les bassins versants dans toute la commune
- Aménagement et réhabilitation d'un marais (10101 ha) : 2 000 000FBU /ha
- Aménagement et réhabilitation d'un bassin versant (101010km) : 2700 000FBU/km
- Faire une étude de faisabilité : 10.000.000FBU
- Protéger le sol par creusement des courbes de niveau : toute la commune sur une longueur de 250km à raison de 200. 000 Fbu /km
- Lutter contre les feux de brousse : 4 séance de sensibilisation sur quatre ans. On prévoit un carburant de 50 000fbu (forfait)

Axe stratégique n°2: L'amélioration du taux d'accessibilité aux services sociaux de base (Education, santé, eau potable, hygiène et assainissement, habitat)

Les projets prévus pour cet axe sont :

❖ **L'amélioration du Système éducatif**

Activités et coûts unitaires estimatifs :

- Augmenter le nombre de classes au niveau de l'école fondamentale et du secondaire en construisant 6 classes sur chaque établissement à raison de 15.000.000 Fbu chacune, et de 36 classes au secondaire à 20.000. 000Fbu chacune
- Construire les écoles fondamentales (38) : à 45.000.000Fbu chacune
- Construire les écoles primaires (6) : 100. 000.000Fbu chacune
- Construire les collèges communaux (6) : 200.000. 000Fbu chacune
- Construire 2 Lycée technique (2) : 200. 000.000Fbu chacun
- Etendre les constructions des 6 COCO en des Lycées : 300.000.000Fbu
- Construire des blocs administratifs de la DCE Inspection communale (1) : 60. 000.000Fbu
- Construire des bureaux pour les directions des écoles secondaires (9) : 25.000.000 Fbu
- Construire des écoles maternelles et les équiper (10) : 40.000.000 Fbu chacune
- Construire et équiper les laboratoires des Lycées avec section scientifiques (4) : 200. 000. 000Fbu chacun
- Construire et équiper les salles polyvalentes (4) : 100.000.000 Fbu chacune
- Construire et équiper les bibliothèques (14) pour 200.000.000Fbu chacune
- Construire des écoles des métiers (4) : 100. 000. 000Fbu chacune
- Construire une école d'alphabétisation des adultes (2) pour 15. 000. 000 Fbu chacune
- Construire et équiper un centre de formation professionnel pour les lauréats de l'école fondamentale (1) : 80. 000 .000Fbu chacune
- Réhabiliter 6 EP
- Réhabiliter et équiper le centre des métiers: menuiserie et maçonnerie : 40. 000. 000 Fbu
- Augmenter le matériel didactique : forfait de 10. 000.000Fbu pour les EP et secondaires
- Faire un suivi et un encadrement pédagogique : 260 descentes avec un déplacement de 100.000Fbu (carburant) pour chaque descente
- Organiser des séances de sensibilisation l'endroit des parents pour la scolarisation des enfants : une séance par an avec un déplacement (carburant) estimé à 100 000Fbu
- Doter les ordinateurs et ses accessoires (photocopieuse et imprimante) à la D.C.E et à E.C.E
- Coût d'un ordinateur : 2.000. 000Fbu
- Imprimante : 1. 000 .000 Fbu
- Photocopieuse : 1.000. 000Fbu
- Augmenter le nombre d'enseignants : salaire d'un enseignant du primaire est estimé à 100.000Fbu, celui du secondaire : 150. 000Fbu
- Construire un stade moderne : 500.000. 000Fbu
- Aménager des terrains de jeux de football sur toutes les écoles : 2. 000. 000Fbu/ terrain
- Construire 8 terrains de volley ball : 5.000.000Fbu
- Construire 8 terrains de basket ball : 5.000.000Fbu

- Faire une extension du centre des jeunes de Makaba : 10.000.000 Fbu
- Construire une salle de réunion : 10.000. 000 Fbu
- Construction d'un centre de jeunes à Mutoyi : 25. 000. 000Fbu
- Aménager le site de Mwezi Gisabo : 50. 000. 000 F pour l'aménagement de tout le site
- Aménager le lieu où se rencontrent les rivières Ruvubu et Ruvyironza : Pour 20. 000 0000Fbu pour tout le site
- Plaidoyer & former les encadreurs de jeux: 30 000F la formation d'un encadreur
- Chercher les équipements pour les différents jeux :
- Football : 160 ballons 120. 000F
- Volleyball : 120 ballons à 120. 000F
- Basketball : 120 ballons à 60. 000F
- Handball : 120ballons à 60. 000F
- Rugby : 120 à 60. 000F

❖ **Amélioration de l'accès aux soins de santé**

Activités et coûts estimatifs :

- Construire des CDS : 250. 000. 000 Fbu/ CDS
- Equiper les CDS : 150. 000. 000 Fbu
- Sensibiliser la population pour les contributions : On estime un déplacement de 50. 000 Fbu pour chaque séance de sensibilisation
- Identifier et octroyer les CAM aux vulnérables : le coût de la CAM est estimé à 3. 000 Fbu
- Organiser des séances de sensibilisation à l'endroit de la population sur la santé : Organiser des séances de sensibilisation de la population sur la prévention du VIH : forfait de déplacement 50.000 Fbu par séance
- Distribuer les préservatifs : Forfait de déplacement de 50.000Fbu par séance
- Distribuer des moustiquaires imprégnées aux ménages : 2000 Fbu par pièce
- Sensibiliser la population à l'achat de la CAM : Forfait de déplacement de 50.000 Fbu
- Sensibiliser la population à la prévention des maladies endémo-épidémiques : 50.000Fbu
- Rendre disponible les moyens de déplacement (CDS, TPS) : achat de 9motos à 9.000. 000Fbu chacune

❖ **Amélioration de l'accès à l'eau potable**

Activités et coûts unitaires estimatifs :

- Réhabili ter les AEP : 10.000.000Fbu
- Construire de nouvelles AEP : 20.000.000Fbu
- Etendre l'AEP MBUYE-BUSANGANA : 20 .000. 000Fbu
- Aménager sources : 800.000 Fbu

- Aménager de nouvelles sources : 1.200.000Fbu pour chaque source
 - Renforcer les capacités des comités de gestion des RE et de CCU : 30. 000Fbu par personne
- Appuyer la RCE dans la sensibilisation en rapport avec la collecte de la redevance : 100. 000Fbu par descente

❖ **Promotion de l'hygiène et de l'assainissement**

Activités et coûts unitaires estimatifs :

- Construction des latrines publiques : 70. 000Fbu chacune
- Mise en place des gestionnaires des latrines : 5000 fbu par personne et par mois
- Construction d'un abattoir à Bugendana : 100.000.000 Fbu
- Sensibiliser la population sur l'hygiène et l'assainissement : 50.000Fbu pour chaque séance
- Aménager des compostières dans les ménages
- Distribuer des dalles pour les toilettes modernes : 60.000Fbu par dalle
- Equiper le centre d'hygiène et d'assainissement de Munyinya : 10 .000 .000 Fbu

❖ **Promotion de l'habitat décent**

Activités et coûts unitaires estimatifs :

- Sensibilisation pour la construction des maisons modernes : 50. 000Fbu/séance
- Octroyer des tôles aux vulnérables : le coût d'une tôle : 20. 000Fbu
- Equiper le centre d'hygiène et d'assainissement : 10 .000 .000 Fbu
- Construire un four tunnel : 10.000.000 Fbu

Axe stratégique n°3 : Le développement des activités économiques hors agriculture et infrastructures d'appui (énergie, routes et ponts, télécommunications, commerce, métiers, artisanat, tourisme et hôtellerie)

Les projets retenus :

❖ **La promotion des métiers**

- Etendre le réseau électrique : coût unitaire : 300. 000.000Fbu
 - Octroyer un kit de démarrage pour 12 associations de métier : 2. 000. 000Fbu/association
 - Construire de 2 marchés modernes à 750. 000. 000Fbu chacun
 - Equiper le centre d'enseignement de métiers Bugendana en matériel technique et mobilier :
- Maîtres : Le salaire d'un maître a été estimé à 150 000F ; Marteaux : 13000F ; Vilebrequins : 19 000F ; machines à coudre : 200 000F ; Rabots : 3 000F ; Equerres : 3 000F ; Raboteuse : 30 000F ; presses à main : 19 000F ; Serre-joints : 20 000F ; ciseaux de

bois : 4000F ; équerres maçons : 5000F ; fils à plomb : 5000F ; Brouettes : 80 000F ; mètres ruban : 3000F ; trielles : 15000 ; niveaux d'eau : 16000F ; Pelles : 5000F

❖ **L'amélioration des voies de communication**

- Réhabiliter les pistes en mauvais état : 10. 000. 000F/km
- Construire les routes : 20. 000. 000F/ km
- Réhabiliter les ponts : 15. 000. 000F
- Construction d'un pont : 25. 000. 000F (mais tout dépend du genre de pont. Il y en a qui sont très cher !)

❖ **L'augmentation du taux de desserte en électricité**

- Alimentation en énergie électrique : 300. 000 .000F
- Extension du réseau électrique : 200 .000. 000F
- Alimentation en énergie solaire : 6.000. 000 F

Axe stratégique n°4 : L'amélioration de la bonne gouvernance locale et la justice sociale (police de proximité, Droits de la personne humaine, Genre et développement et la cohésion sociale)

Les projets retenus :

❖ **Le renforcement de la police de proximité**

Activités et coûts unitaires estimatifs :

Les principales activités sont des activités de sensibilisation, de formations, d'étude de durabilité ou de suivi : Le coût unitaire pour les formations est 30. 000F /personne ; et un forfait de 50 000F pour une séance de sensibilisation

- L'élaboration d'un plan communal de sécurité : 5. 000. 000 F
- Un véhicule (Pick Up) pour le poste de police : 60. 000. 000F

Le renforcement de l'administration communale en matière de la bonne gouvernance

- Acheter un véhicule (Pick Up) pour la commune : 60 .000.000F
- Octroyer des vélos pour les élus collinaires : 170,000F

- Doter à la commune du matériel bureautique

Coût d'un ordinateur : 2.000. 000F

Imprimante : 1.000. 000F

Photocopieuse : 1.000. 000F

- Mettre en place un comité de lutte contre les VBG : 200. 000F

- Appuyer la commune dans le renforcement de la cohésion sociale : 1.000. 000Fbu

❖ **Augmentation du rendement quantitatif et qualitatif au niveau du tribunal de résidence**
Les principales activités sont liées au renforcement de capacités du personnel du tribunal, à la dotation du matériel bureautique au tribunal, à augmenter le budget de fonctionnement, à l'achat des motos pour le déplacement du personnel, à électrifier le tribunal et à construire un homme pour le personnel.

- Un forfait de 2.000.000Fbu a estimé pour augmenter le budget de fonctionnement

- L'électrification du tribunal coûterait : 200. 000. 000Fbu (mais il manque que le compteur seulement. Les installations sont déjà faites)

- Achat des vélos pour le personnel d'appui : 170.000Fbu

- Equiper le tribunal en * ordinateurs : 2000.000Fbu /pièce

* imprimantes : 1.000.000 Fbu/pièce

* photocopieuses : 1.000.000Fbu/pièce

ANNEXE 2 : MONOGRAPHIE ACTUALISEE DE LA COMMUNE

A travers la présente description, il s'agira de mener une analyse de la dimension socio-économique de la commune. Plus concrètement, le regard sera porté sur tous les aspects : économique, social, environnemental et institutionnel. Autant que faire ce peut, l'assemblage des données disponibles permettra de donner un aperçu de l'état des lieux de la vie socio-économique de la commune de Bugendana.

2.1 Situation globale de l'aspect économique en commune de Bugendana

A l'image de plusieurs communes du pays en général et de la Province Gitega en particulier, l'économie de la commune Bugendana est en grande partie fondée sur la production agricole (plus de 95% de la population vit de l'agriculture). Cependant, le constat est que les secteurs de production agro-zootechnique ne sont pas développés. Le commerce est, également, peu développé, seuls quelques commerçants amateurs animent le centre de Bugendana. L'artisanat et la transformation restent très faibles. La zone de Mutoyi y est plus dynamique sur tous les points de vue grâce à la présence des missionnaires italiens qui catalysent les initiatives auprès des populations de la localité.

2.1.1 Le secteur agro-sylvo-pastoral

2.1.1.1 Le secteur de l'agriculture

a. Etat des lieux du secteur agricole

❖ Système de production agricole

Les faiblesses du domaine de l'agriculture en commune Bugendana sont perceptibles et sont essentiellement dues au fait que le système de production reste celui de type traditionnel, caractérisé par de petites d'exploitations agricoles familiales qui s'atomisent au fil des années à cause de l'accroissement démographique. A l'exception de quelques grands propriétaires terriens, la moyenne de la superficie se réduit à environ 40 ares/exploitation familiale. Cette agriculture pratiquée en commune de Bugendana repose sur les cultures vivrières, quelques cultures industrielles, auxquelles s'ajoutent les cultures fruitières et maraîchères. Les trois saisons classiques connues alternent et rythment la production dans cette commune. La commune souffre d'un manque de centre de multiplication des semences alors qu'elle possède des terrains pour leur installation.

❖ Les cultures vivrières

Les principales cultures vivrières présentes dans cette commune sont notamment la patate douce, le manioc, la banane, la pomme de terre, le maïs, le haricot, le riz et l'arachide. D'autres cultures vivrières comme la colocase, l'éleusine, le sorgho, le petit pois, le niébé et la courge sont également pratiquées mais à petite échelle.

La production de la banane prend un essor remarquable parce que la production intérieure de la commune alimente de manière encourageante la ville de Gitega et les communes environnantes. Le riz est également en pleine extension et tend vers l'accroissement des étendues cultivées ainsi que de la production depuis que les marais ont été aménagés. La commune de Bugendana compte environ 360 ha de marais aménagés et 187 ha de marais non aménagés. Ces marais sont localisés le long des rivières comme KAGOGO-GISUMO,

KIGANGA-KAGOMA, NTAWUNTUNZE, NYAMASARWE, Nyamabago, Rupfunzo, Ruvyironza et Kabumbugu et Ruvubu.

Tous ces marais sont cultivés sur les trois saisons et les principales cultures sont le riz, le haricot, le maïs, le sorgho, les cultures maraîchères et fruitières.

L'aménagement de ces marais permettrait un dégagement d'un surplus commercialisable. Ceci pourra effectivement compenser les faibles productions des cultures pratiquées sur les collines lessivées et dégradées, moins fertiles, qui demandent beaucoup d'investissement en termes de fumures organique et minérale dont la disponibilité reste encore problématique. A titre d'exemple, sur les 4 ans depuis 2008, la quantité de DAP fournies par la DPAE Gitega ne dépasse guère 729 tonnes¹⁰ soit la distribution suivante par année : 140 tonnes en 2008, 145 tonnes en 2009, 70 tonnes en 2010, 200 tonnes en 2011 et enfin 174 tonnes en 2012. La quantité moyenne que peut recevoir un ménage dans ces conditions ne dépasse pas 2 kg d'engrais chimiques pour fumer toutes les cultures sur toute l'année.

❖ Les cultures d'exportation

C'est le caféier, le quinquina et molinga olifera qui sont les plus pratiquées. Le caféier occupe la première place parmi les cultures d'exportation. Il est cultivé à travers toute la commune. Il existe des caféiculteurs regroupés en associations qui collaborent avec la DPAE Gitega pour le volet encadrement, et la SOGESTAL qui assure la transformation et la commercialisation. Le quinquina et molinga sont cultivés à petite échelle. Le tableau ci-dessous donne un aperçu de l'évolution de la production et du prix du café depuis 2007 jusqu'en 2012.

Table 2: Evolution de la production et des prix du café entre 2007 et 2012

Année	Production (en kg)	Prix par kg (en Fbu)
2007	384.187	250
2008	1.141.262	300
2009	254.989,5	300
2010	1.003.989,5	350
2011	202.464,5	630
2012	629.352,5	Entre 380 et 510 ¹¹

Source : Agronome communal

❖ Les cultures maraîchères

¹⁰ Les quantités vendues par les privés ne sont pas connues. Les responsables de la commune avouent qu'il est très difficile de contrôler l'engrais commercialisé par les privés car ils ne disent pas la vérité ou ne disent rien à ce sujet.

¹¹ Pour la campagne de 2012, le prix du kg de cerises variait toutes les deux semaines

C'est beaucoup plus les choux, les amarantes, la tomate, des oignons rouges ou blancs, l'aubergine, les poivrons, les poireaux, les céleris, les épinards, les carottes et les courgettes. L'encadrement, l'approvisionnement en intrants et la commercialisation est en grande partie assurée par la Coopérative de Mutoyi.

❖ **Les cultures fruitières**

L'on y rencontre surtout l'avocatier comme principale culture fruitière. Par suite de l'implantation de l'unité de transformation de l'huile d'avocat dans la commune mais qui malheureusement n'a pas continué à fonctionner comme prévu, beaucoup parmi les population de Bugendana ont intensifié la culture de l'avocatier. Cependant, la seule production intérieure de Bugendana ne pouvait pas assurer la fourniture continue de cette matière première pour le fonctionnement dynamique et durable de l'usine. Egalement, suite à la sensibilisation et la vulgarisation des bonnes pratiques par certains privés, la culture d'ananas commence à avoir des succès. D'autres fruits comme la goyave et les agrumes sont également produits mais en faible quantité.

b. Les principales contraintes dans le secteur agricole à Bugendana

La commune de Bugendana n'est pas épargnée par les nombreuses contraintes qui minent l'agriculture burundaise. Les plus saillantes sont les suivantes :

- ❖ L'exiguïté des terres arables, suite à la démographie galopante dominée par une population jeune et en âge de procréation;
- ❖ La dégradation des sols suite à l'exploitation excessive et la faible protection des bassins versants
- ❖ La faible fertilité du sol par manque de la fumure organique et minérale ;
- ❖ Les aléas climatiques qui détruisent souvent les champs de culture ;
- ❖ Les faibles capacités techniques des producteurs et encadreurs agricoles pour améliorer le système agricole qui reste archaïque;
- ❖ Le faible accès des populations aux semences sélectionnées
- ❖ La faible superficie des marais aménagés et des bassins versants menacés par une forte érosion dans les zones abruptes,
- ❖ L'absence de mécanisation agricole et insuffisance d'équipements et infrastructures de transformation agroalimentaires.
- ❖ Un faible dispositif d'appui agricole dû à la faiblesse des investissements publics et privés dans ce secteur, d'où une agriculture de subsistance et non orientée vers le marché ;
- ❖ L'absence de statistiques fiables pour assurer le suivi-évaluation des changements dans ce secteur ;
- ❖ Un engouement à la production intensive de la banane mais faiblesse du circuit de commercialisation et risques de pertes liées à l'incapacité de transformation et de conservation.

c. Atouts et potentialités du secteur agricole

La commune de Bugendana n'est pas seulement embrigadée par des contraintes, elle regorge également d'atouts et d'opportunités susceptibles de contribuer au décollage de son économie une fois bien capitalisés. On peut mentionner :

- ❖ Un climat doux et favorable pour bon nombre de cultures
- ❖ Une population nombreuse et laborieuse (disponibilité de la force productive constituant la main d'œuvre) qui adhère à l'idéal d'un développement communautaire inclusif.
- ❖ Existence des structures d'encadrement décentralisées à tous les niveaux de l'administration.
- ❖ Quelques privés natifs de la commune servant de modèles dans l'introduction de nouvelles variétés adaptés, plus performantes et plus rentables. Par effet d'imitation, les bonnes pratiques se généralisent petit à petit.
- ❖ La commune a déjà affiché sa conviction et a opéré le choix des cultures à intensifier (banane, manioc,...) dont la production pourra assurer la sécurité alimentaire et le dégagement d'un surplus commercialisable.
- ❖ Il y a des micro-finances qui sont intéressées pour appuyer les groupements de producteurs.
- ❖ Des partenaires techniques et financiers déterminés à appuyer le pays et d'autres qui sont déjà présents au niveau local (exemple de GIZ) peuvent participer dans l'appui de la commune s'ils sont approchés et intéressés par la dynamique locale
- ❖ La commune est interconnectée avec des communes des provinces à tradition commerciale, ce qui augmente son marché d'écoulement des produits. Il s'agit notamment de Gihogazi, Mutaho, Giheta, Rutegama ; Mbuye et Shombo.
- ❖ Une pluviosité régulière favorisant les cultures sur toutes les saisons
- ❖ L'existence de nombreuses associations à vocation agricole.
- ❖ L'existence des rivières pour faciliter l'irrigation des marais en cas de sécheresse.
- ❖ De vastes marais aménagés et aménageables.
- ❖ Le centre de Mutoyi qui constitue un réel pôle d'encadrement et qui joue le rôle de catalyseur en matière d'agriculture et de l'élevage.

2.1.1.2 Le secteur de l'élevage

a. Etats des lieux du secteur de l'élevage

En commune de Bugendana, l'élevage est plutôt celui de type traditionnel extensif. Il est dominé par des animaux de race locale peu rentable. De manière globale, Bugendana est caractérisée par une faible production zootechnique. L'apiculture et la pisciculture n'attirent pas beaucoup de gens de cette commune. Bugendana possède des aires d'abattages publiques mais qui ne sont pas aménagées. Elle dispose également de deux marchés de bétail à Mutoyi (pour le gros) et Bitare (pour le petit bétail). Le tableau ci-dessous montre numériquement l'état des lieux du cheptel durant les trois dernières années dans cette commune.

Tableau 3: situation numérique du cheptel à Bugendana (période de 2010 à 2012)

Types d'animaux	2010	2011	2012
Bovins	4.234	4.534	5.028
Caprins	23.683	24.803	25.463
Ovins	3.815	2.830	3.128
Porcins	2.107	3.932	4.762
Volailles	21.816	39.543	61.050
Lapins	3.760	9.497	10.684
Ruches	8.234	8.296	8.296

Source : Vétérinaire communal de Bugendana

L'analyse du tableau montre la place qu'occupent les volailles et les caprins dans le secteur de l'élevage à Bugendana. Cela peut s'expliquer par le fait que ces animaux ne sont pas exigeants en termes d'entretien. Mais bien plus, les races locales de ces animaux sont robustes et moins vulnérables aux pathologies en dehors des cas d'épidémies. Concernant les productions animales, le tableau suivant donne une illustration de l'évolution de la production du lait et du miel depuis 2009, ainsi que les statistiques des animaux abattus sur la même période.

Tableau 4: Evolution de la production du lait et du miel (période de 2009 à 2012)

Produit Année	Quantité de lait	Nombre d'animaux abattus				Nombre	Miel (Kg)	Peaux
	Produit (Kg)	Bovins	Caprins	Ovins	Porcins	d'œufs		
2009	21.120	528	4.000	0	720	191.104	6.800	13.168
2010	7.040	560	5.320	0	960	19.120	2.268	17.528
2011	126.513	777	6.021	558	2.766	2.705.256	2.717	-
2012	336.000	682	2.394	603	3.033	2.700.000	3.039	-
Total	490673	2547	22735	7479	5615480	14824	30696	490673

Source : Vétérinaire communal de Bugendana

Avec ce tableau, l'on se rend compte que le rythme de production du lait est maintenu croissant et a fait même un bond en avant depuis 2011. La raison explicative peut être liée à l'appui des différents partenaires au développement ayant distribué des bovins de race améliorée. La production laitière a fortement augmenté, d'où la création d'un centre de collecte du lait à Bugendana. Il reste qu'il faudra vite penser à une unité de transformation pour éviter des pertes fâcheuses si la production devait continuer sur la même lancée. La capacité de consommation à l'intérieur de la commune peut être vite débordée, ce qui invite à imaginer d'autres centres potentiels d'écoulement.

L'abattage des caprins a suivi un rythme croissant entre 2010 et 2011 mais a décéléré en 2012, contrairement à celui des porcs qui est resté dynamique. Les deux dernières années sont marquées également par une production intéressante des œufs de poules.

b. Principales contraintes dans le domaine de l'élevage à Bugendana

Les plus évoquées sont notamment :

- ❖ L'insuffisance des pâturages alors que le gros des éleveurs ne pratique pas la stabulation permanente sauf pour quelques uns ayant reçu des appuis de la part des projets comme PRDMR/FIDA, IPPTE.
- ❖ L'insuffisance du cheptel due à la crise qui a décimé une grande partie des animaux d'élevage.
- ❖ Les infrastructures zoo-sanitaires qui sont très délabrées et mal entretenues.
- ❖ La prédominance des animaux de race locale peu rentable.
- ❖ Beaucoup de pathologies zootecniques (Théilériose, Verminoses, Gale, Maladie de New Castle)
- ❖ Manque de produits vétérinaires (absence de pharmacies)
- ❖ Le personnel qualifié insuffisant et peu motivé.
- ❖ L'insuffisance de concentrés pour l'alimentation des animaux.
- ❖ Manque d'abattoir aménagé dans la commune de Bugendana.

c. Les atouts et les opportunités

- ❖ Le centre de Mutoyi qui joue un rôle considérable dans le domaine de l'élevage des volailles (encadrement des éleveurs, diffusion des poules pondeuses et des poulets de chair, contrôle du circuit de commercialisation des concentrés, etc.).
- ❖ L'existence des partenaires techniques et financiers (PRDMR/FIDA via la DPAE) qui s'occupent de l'encadrement technique des éleveurs, de la distribution d'animaux d'élevage de race améliorée suivant le système de chaînes de solidarité.
- ❖ L'existence des éleveurs modèles et de terrains pour planter les herbes fourragères.
- ❖ L'existence des partenaires au développement intervenant dans le secteur d'élevage notamment le PRDMR/FIDA, le PAIVA-B, etc. qui distribuent les animaux d'élevages (bovins, caprins et volailles dans la commune).
- ❖ Le centre de collecte de lait à Mwurire qui est une coopérative.
- ❖ Un encadrement technique assuré par les services publics auprès des éleveurs de la commune
- ❖ Le climat favorable à l'élevage.

2.1.1.3 Le secteur de l'environnement

a. Etats des lieux du secteur de l'environnement

Le secteur de l'environnement reste peu développé dans la commune de Bugendana. La commune ne possède plus de formations forestières naturelles. Certains massifs montagneux sont dénudés et sont exposés aux agressions de l'érosion. Seuls des

boisements artificiels couvrent les collines. Néanmoins, l'on rencontre quelques galeries forestières de petites superficies qui sont remarquées par endroit. Les essences y rencontrées sont l'Eucalyptus, le Callitris, le Pinus, le Cedrella, le Grevillea. L'agroforesterie est pratiquée également dans des exploitations appartenant à des ménages dans toute la commune. Les essences compatibles avec les cultures comme le Grévillea, le Calliandra, le Leucaena, l'Acacia et autres sont les plus présentes. Le graphique ci-dessous montre les superficies occupées par les boisements artificiels :

Types propriétaire	Superficie des boisements en ha
Privés	122
Communaux	365
Domaniaux	614
Communautés	77
Total	1.178

Table 5 : Nature et superficies boisées en commune Bugendana

Certains bassins versants sont aménagés mais d'autres sont menacés par les crues des eaux des pluies pendant la saison sèche et méritent d'être protégés par les reboisements et le traçage des courbes de niveau.

b. Principales contraintes du secteur de l'environnement

- ❖ Les quelques boisements existants sont menacés par la production du charbon, la recherche du bois de chauffage, des planches, des madriers et des perches ;
- ❖ Presque tous les boisements sont jeunes car on enregistre des abattages excessifs des arbres à l'âge jeune ;
- ❖ Manque d'alternatives énergétiques qui provoque un déboisement massif ;
- ❖ Une forte exploitation des carrières sur les montagnes, du moellon, du sable et du gravier dans les rivières mais sans mesures d'accompagnement pour mitiger l'impact auprès des sites après l'exploitation ;
- ❖ Faible maîtrise des techniques culturales qui provoque l'érosion ;
- ❖ Non respect des mesures officielles de protection de l'environnement (cela est valable autant pour les agents de ce domaine, l'administration et la population) ;
- ❖ Des marais non aménagés (187 ha) et des bassins versants non protégés, ce qui provoque érosion et inondation ;
- ❖ Une grande pression démographique qui pèse lourdement sur les écosystèmes naturels ;
- ❖ Non respect des limites exigées pour les zones tampons : cela déstabilisent les nappes phréatiques dans les marais sensibles.

La photo ci-dessous offre une image de ce que sont bon nombre de collines



Photo 2 : Vue d'une colline dénudée menacée par l'érosion

c. Atouts et potentialités du secteur

Certains atouts et potentialités sont bel et bien identifiables. C'est notamment :

- ❖ L'existence d'un code sur l'environnement qui est un outil de coercition ainsi que d'un service forestier au niveau communal qui aide dans la prévention et la protection contre les mauvaises pratiques dans le domaine environnemental.
- ❖ La prise de conscience progressive de conséquences liées à la destruction et à la non protection de l'environnement.
- ❖ Une sensibilisation soutenue par l'administration et les bailleurs pour adopter des mesures d'accompagnement de tous les projets dont la mise à œuvre est susceptible de porter atteinte à l'environnement : ceci vise à mitiger autant que faire se peut l'impact négatif y associé.
- ❖ Toutes les zones de Bugendana disposent encore des espaces pour pratiquer le reboisement

2.1.2 Le développement des activités économiques hors agriculture

2.1.2.1 L'industrie et l'artisanat

a. Etat des lieux de l'industrie et de l'artisanat

De manière globale le secteur de l'économie hors agriculture qui constitue une réelle alternative du développement reste fragilisé par une diversité de facteurs. En effet, la commune de Bugendana souffre sensiblement du manque d'industries de transformation. Hormis le centre de Mutoyi qui est un véritable pôle de développement en ce sens qu'il produit, transforme et conserve certaines productions, elle n'a pas d'autres unités industrielles.

Il existe quelques usines de transformation des produits agricoles et des unités de production artisanale. C'est le cas de l'usine de déparchage du café cerise en café fully

washed à Mwurire. C'est également le cas des unités de production d'aliments pour bétail, de savons, de casseroles, une petite minoterie et une petite rizerie à Mutoyi. L'unité de transformation de l'huile d'avocat est morte née, mais elle peut être réactivée car sa nécessité est indiscutable.

Le secteur de l'artisanat reste aussi peu dynamique. Les quelques métiers d'artisanat que l'on peut rencontrer à Bugendana concernent la menuiserie, la tuilerie, la soudure, la scierie, la vannerie, la charpenterie, boulangerie (très peu), le carrelage et la savonnerie (à Mutoyi).

b. Principales contraintes dans ce secteur

Les contraintes qui handicapent le secteur de l'économie hors agriculture dans la commune de Bugendana peuvent être résumées comme suit :

- ❖ Insuffisance des unités de transformation des produits;
- ❖ Faible développement des marchés d'écoulement des produits artisanaux ;
- ❖ Manque d'infrastructures pour l'enseignement des métiers ;
- ❖ Faible électrification qui handicape le développement des métiers et freine l'élan commercial ;
- ❖ Infrastructures routières en mauvais état qui handicapent la circulation des marchandises, et des personnes ;
- ❖ Faible accès aux microcrédits ;
- ❖ Aucune banque n'est présente (e) à Bugendana, même dans la zone de Mutoyi réputée avoir de nombreux et riches commerçants ;
- ❖ Manque de marchés modernes et d'infrastructures hôtelières.

c. Atouts et opportunités du secteur.

Bugendana peut compter sur plusieurs atouts et opportunités pour accroître son potentiel en matière de développement hors agriculture. Il s'agit entre autre des éléments suivants :

- ❖ Une population jeune, déscolarisée qui réclame avec insistance un appui en apprentissage des métiers.
- ❖ Des rivières avec un grand potentiel pour construire des barrages hydroélectriques (ex. la chute de KUNYANGA).
- ❖ Beaucoup d'associations désireuses d'accéder aux microcrédits pour investir dans des activités hors agriculture.
- ❖ De nombreux sites riches en moellon, en argile et en sable que l'on pourrait exploiter si c'est bien réglementé avec des mesures d'accompagnement pour la sauvegarde de l'environnement.
- ❖ Un mouvement croissant de commerçants qui couvrent tous les domaines (boutiques à articles de télécommunications, pièces pour motocyclettes ou vélo).
- ❖ Un marché à grand potentiel commercial pour la télécommunication.
- ❖ Détermination des leaders natifs à orienter et sensibiliser la population dans la promotion des activités hors agricoles.

- ❖ Soutien de la politique nationale (CSLP-II) qui adoptent des mesures incitatives visant la promotion de ce secteur si encouragé par des bailleurs comme levier du développement local et national.
- ❖ Le centre Mutoyi occupe une position phare en matière agroalimentaire et est aussi très utile dans le domaine de la production des matériaux de construction.
- ❖ Quelques sites touristiques qui peuvent attirer des touristes s'ils sont réhabilités et que les routes sont praticables : cela peut contribuer à l'augmentation des recettes communales. C'est notamment la confluence de la Ruvubu et la Ruvyironza, le Sanctuaire de la Sainte vierge Marie de Mugera (Lourde) et les sites royales (Ibigabiro) de Kivuvu et de Cari.

2.1.2.2 Energie, mines et carrières

a. Etat des lieux

La commune de Bugendana n'est pas nantie en matière d'énergies. En effet, les principales sources d'énergie restent le bois et le charbon. Trois centres sont alimentés en électricité à partir de la centrale hydroélectrique de Ruvyironza. C'est précisément le centre de Mutoyi et de Mugera et le chef lieu de la commune. Le peu d'énergie disponible parvient ainsi à alimenter bon nombre des infrastructures sociales qui s'y trouvent comme le Séminaire, la Paroisse, l'Ecole Normale et le Centre de santé, l'hôpital et le Centre de Mutoyi, le chef-lieu de la Commune Bugendana ainsi que quelques ménages proches couverts par un abonnement. Mais ces derniers se comptent en très petit nombre. Ils utilisent l'électricité pour des besoins d'éclairage en grande partie.

L'énergie renouvelable (énergie solaire, éolienne et bio-gaz) reste inconnue dans la Commune. Pourtant, ce type d'énergie a déjà prouvé sa capacité en termes d'alternative viable et mieux adaptée pour l'atténuation des besoins énergétiques de base, surtout pour les infrastructures publiques qui doivent fonctionner avec du courant, sans oublier les privés et les habitations qui répondent encore au caractère dispersé.

b. Principales contraintes

La commune éprouve une insuffisance du courant électrique pour une grande part de ses centres. La distribution de cette dernière n'est pas équitable, elle couvre les certains centres de la commune et freine de ce fait le développement des métiers et autres activités demandant de l'électricité comme les petites unités de transformation, ne serait-ce qu'artisanales.

La majorité de la population de la commune Bugendana n'a pas accès à l'énergie renouvelable pour la cuisson. Egalement, les ménages n'ont pas assez de revenus pour se payer les plaques solaires pour des raisons d'éclairage.

c. Atouts et potentialités du secteur

Les autorités et certains intellectuels communaux s'accordent pour encourager l'habitat en villages afin de faciliter l'alimentation de ces villages en électricité ainsi que d'autres infrastructures socio-économiques de base (eau, Centre de santé et autres). De la sorte, cela favoriserait davantage la cohésion sociale et la vision commune des questions du développement de leur site et de la commune en général. Même si le courant électrique issu des barrages n'était pas rapidement disponible, l'exploration de la faisabilité de l'énergie éolienne et solaire pourrait être faite en vue de permettre l'éclairage de plus de bénéficiaires de Bugendana.

En ce qui concerne les mines et carrières, sous réserves des découvertes qui peuvent s'annoncer demain, il n'y a pas encore de minerais connus à Bugendana. Par contre la commune comptabilise de nombreux sites d'extraction des carrières, de moellons et de sable, d'argiles dans toutes les zones.

2.1.2.3 Communication et télécommunication

a. Etat des lieux des routes, pistes et ponts

La commune de Bugendana est intéressante de par le réseau routier qui le traverse sans oublier les nombreuses pistes de pénétration reliant différentes collines entre-elles. Ainsi les moyens de transport les plus pratiqués sont essentiellement le transport par vélo, par moto et par automobile. Le transport par tête est fait par les paysans et sur de courtes distances (marchés-domicile ou champs-habitations).

Les routes suivantes facilitent la circulation des biens et des personnes et connectent ainsi Bugendana à d'autres communes à travers un flux d'échange intéressant la vie économique des gens de Bugendana. Il s'agit de :

- ❖ La route nationale RN15 qui relie Gitega à Ngozi en traversant la Commune Bugendana. Au moment de l'élaboration de ce PCDC, cet axe était en cours de bitumage par la SOGEA SATOM.
- ❖ 10 routes communales en terre non latéritiques et non compactées avec une longueur de 62 km,
- ❖ 64 pistes à l'intérieur de la commune dont 36 qui sont praticables en véhicules,

Il est également opportun de signaler que les pistes de la commune de Bugendana sont reliées d'une colline à l'autre par de nombreux ponceaux mais qui sont hélas en mauvais état pour la plupart.

Comme les travaux de maintenance et d'entretien doivent être assurés en permanence pour garder la circulation possible, l'on fait souvent recours à la main d'œuvre de la population à travers les travaux de développement communautaire et quelques fois avec la contribution du PAM qui fournit des vivres à travers le système dit de «food for work ». Une particularité dans ce sens est que la route Kibimba-Mutoyi est souvent entretenue grâce à l'initiative des Italiens de Mutoyi - Bugenyuzi. C'est un système intéressant car le relief est vraiment difficile, ce qui explique que si l'on devait compter sur la seule main d'œuvre gratuite des populations, l'axe serait vite rendu impraticable. Un appui de la GTZ a permis également la réhabilitation des ponceaux dans la commune.

b. Principales Contraintes des routes, pistes et ponts

Beaucoup parmi les pistes de pénétration à l'intérieur de Bugendana ainsi que les ponceaux sont peu praticables, surtout pendant la période pluvieuse. L'entretien et la maintenance de ces pistes par la main d'œuvre lors des travaux communautaires ne peut pas satisfaire ces besoins combien immenses. Les eaux de pluie non canalisées emportent au passage la terre qui n'est pas compactée et laisse des trous escarpés, nids de poules et des flaques d'eau en saison pluvieuse. Sur des reliefs abrupts comme la partie qui mène vers le centre de Mutoyi, les routes et pistes sont glissantes et cela décourage le flux de commerçants qui font la collecte de certaines marchandises dans les collines.

Les ponceaux sont généralement en bois et une fois usés et/ou rongés par la pourriture, ils menacent de céder et de se casser. Les crues débordant les eaux des rivières et ruisseaux détruisent les bords de ces derniers, emportant la plupart du temps les restes de ces ponceaux.

Bref, sur un total de 64 pistes intérieures qui totalisent plus de 264 km, seules 36 sont estimées en bon état lors de l'élaboration de ce PCDC. Quant aux ponceaux, sur les 125 existants, 22 uniquement sont jugés en bon état, le reste est qualifié de défectueux.

c. Atouts et potentialités du secteur routes, pistes et ponts

Indépendamment du mauvais état de la plupart de ces infrastructures, les routes, pistes, ponts et ponceaux existent sur toutes les collines ; la circulation des biens et des personnes est certes pénible, mais possible. La partie qui semble plus inquiétante est située sur la route qui mène vers Gitaga à partir de Bugendana (ou vice versa) mais là, heureusement, le pont sur la Ruvyironza dont la photo figure ci-dessous est bien solide et résiste aux agressions des crues des eaux boueuses mal canalisées qui rendent la route très glissante.



Photo 3 : Pont métallique démontable reliant Gitega et Bugendana sur cette route en terre

d. Etat des lieux du secteur des télécommunications

La grande partie du territoire de Bugendana est couverte par des stations des compagnies téléphoniques. Le tableau suivant résume l'état des lieux de ce secteur :

Table 5: Les compagnies téléphoniques présentes à Bugendana

N°	Compagnies	Zones où elles captent avec clarté
1	LEO	Partout
2	ONAMOB	Seulement à Mukoro et Mugeru
3	ECONET	Partout
4	AFRICEL	Dans les trois zones sauf MUTOYI
5	SMART	Dans quelques coins au hasard

Source : Administration communale

Dans le temps, on avait tenté de promouvoir les cabines téléphoniques publiques à Bugendana, Mugeru et à Mutoyi. Mais au bout d'un certain temps de bon fonctionnement, le service a été interrompu au moment où les populations commençaient à apprécier les bienfaits de ces facilités de communication. L'expérience mérite d'être recommencée parce que le téléphone mobile reste tout de même limitatif pour bon nombre de personnes à faibles revenus qui ne peuvent pas s'en procurer.

Même si c'est encore timide, l'échange des courriers urgents se fait via internet pour ceux qui ont des modems. Cette révolution en matière de télécommunication facilite la circulation de l'information et permet d'anticiper sur la gestion de certains phénomènes délicats tels que la sécurité dans ou autour de la commune. N'empêche également que la classique transmission de l'information par le système traditionnel de personnes-messagers qui sillonnent les collines de ménage à ménage ou les communiqués lus dans des églises après la messe assurent l'essentiel dans la transmission de l'information dans la commune.

2.1.2.4 Tourisme et hôtellerie

Ce secteur n'est pas non plus encore développé. Cependant, la commune de Bugendana dispose de 3 sites historiques d'attraction touristique à savoir le sanctuaire de la Sainte Vierge Marie dit « Lourde » (objet de pèlerinage le 15 Août), du barrage de la Ruvubu et de la confluence entre les rivières Ruvubu et Ruvyironza (au sud de MUGERA). A noter que tous les trois sites sont situés dans la zone de Mugeru. Malheureusement, malgré ce potentiel, le flux de touristes n'est pas consistant mais peut être redynamisé s'il y a la volonté et surtout si l'on a bien compris que le tourisme et l'hôtellerie font des entrées au niveau communal et dans les ménages.

Au niveau de l'hôtellerie, il n'y a aucun hôtel dans la commune de Bugendana. Mais il y a de très jolis espaces plats et très vastes sur lesquels on pourrait ériger des hôtels d'étoiles de toutes catégories. Certainement que ce secteur très porteur attirera des investisseurs une fois que le projet d'aéroport ainsi que celui d'exploitation du Nickel de Musongati seront mis en œuvre. Le chemin de fer transfrontalier qui est envisagé offrira sans doute des chances de développement à la commune de Bugendana située sur sa trajectoire.

2.1.2.5 Commerce et institutions financières

Les activités commerciales développées dans la commune de Bugendana sont constituées par de petites buvettes, des boutiques familiales présentes presque partout dans la commune, la vente de la bière locale associée à l'abattage du gros et du petit bétail.

Au niveau des institutions bancaires et de micro-finances, on note seulement l'existence de 2 bureaux de COOPEC(Bugendana et Kivuvu). Il convient de mentionner la coopérative de Mutoyi qui est constituée de plusieurs secteurs d'activités à savoir la poterie moderne, la menuiserie, l'agro-alimentaire et l'élevage. En plus des activités de production, elle assure l'encadrement des producteurs privés qui adhèrent à son programme, surtout pour le volet « élevage de la volaille et des cultures maraîchères ». Il existe des centaines d'associations d'auto-développement, mais la majorité d'entre elles sont à l'état embryonnaire et se bousculent pour réaliser les mêmes activités. Les domaines de l'élevage et de l'agriculture semblent être les plus attirants pour la population de Bugendana, spécialement ceux qui évoluent autour du centre de Mutoyi.

Lors des ateliers à tous les niveaux, les populations ont fortement exprimé le souhait d'avoir une institution de micro-finance et une agence bancaire dans la commune. La demande est fondée parce que dans la zone de Mutoyi par exemple, l'on déplore le fait qu'il y a des commerçants prospères qui sont hélas exposés au banditisme criminel du fait qu'ils sont obligés de garder sur eux des dizaines, voire des centaines de millions faute de banque à proximité ! Et dans ce contexte de pauvreté grandissante, les risques de se faire attaquer par des bandits sont énormes.

2.1.2.6 Les finances communales en commune Bugendana

a. Etat des lieux

Le budget communal comprend, en principe, deux types de budgets à savoir celui ordinaire de fonctionnement et celui d'investissement. Le budget de la commune Bugendana provient essentiellement de la collecte des taxes communales perçues sur les biens taxables ainsi que des contribuables (pas nombreux hélas) qui réalisent des activités lucratives. Bien entendu, la majeure partie du budget est générée par les taxes perçues sur les marchés.

En comparant le volume des besoins et l'enveloppe des recettes communales, il subsiste un gap important qui handicape sérieusement l'ambition du développement local car, beaucoup de projets prioritaires sont régulièrement reportés ou tout simplement abandonnés faute de budget pour les financer avec les fonds propres. A préciser que les frais de fonctionnement constituent la majeure partie des dépenses de la Commune.

Table 6: Recettes communales au cours des trois dernières années

Rubrique	Années		
	2010	2011	2012
Taxe sur la propriété	2.944.133	11.826.700	2.049.765
Taxes rémunératoires et patrimoniales	6.843.946	32.298.860	24.226.725
Taxes sur les activités commerciales	14.413.866	4.648.450	35.508.067
Activités artisanales et industrielles	2.817.172		
Totaux	34.858.316	48.774.010	61.784.557

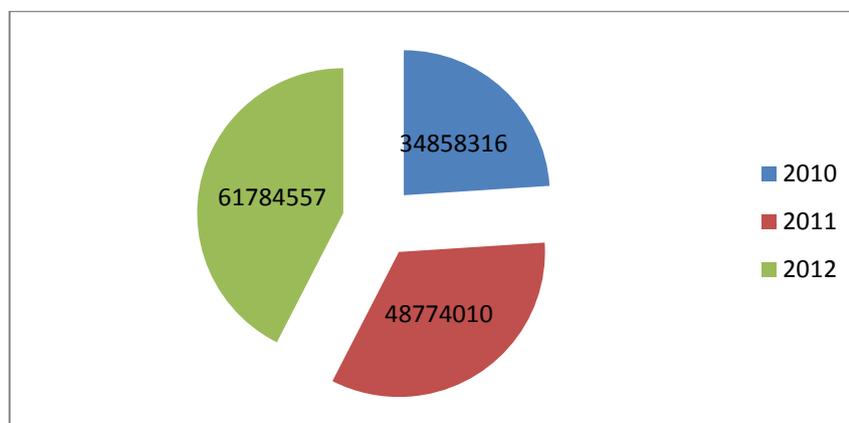
Source : Données fournies par l'Administration communale, Décembre 2012

Table 7 : Dépenses communales au cours des trois dernières années

Rubrique	Années		
	2010	2011	2012
Matières et fournitures consommables	6.017.799	6.639.330	8.014.320
Autres services consommés	4.881.866	6.181.100	6.812.880
Charges et pertes diverses	14.575.866	26.000	650.500
Frais du personnel	9.382.785	11.726.470.	8.928.610
Sous-total	34.858.316	24.572.900	24.406.310
Dépenses d'investissement	0	24.20.110	37.378.247
Total	34.858.316	48.774.010	61.784.557

Source : Données fournies par l'Administration communale, Janvier 2013

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des dépenses sur les 3 précédentes années

**Graphique 1 : Evolution des dépenses sur les 3 précédentes années**

Ces tableau et graphique montrent que les recettes ont connu une évolution ascendante depuis 2010 jusqu'en 2012. Mais au regard de la rubrique dépenses, on se rend compte que ce budget reste insuffisant pour l'investissement communal car, tout ce qui entre est complètement dépensé.

Les principales dépenses couvrent les salaires du personnel communal ainsi que les obligations sociales (cotisations à l'INSS et à la Mutuelle de la Fonction Publique, les frais liés au carburant du véhicule communal, sa réparation et son entretien, les commissions des percepteurs, les valeurs communales, les fournitures de bureau, les frais de mission et de communication ainsi que l'assistance aux indigents.

b. Principales contraintes

Indépendamment de l'existence et de la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des recettes communales, il subsiste des fuites liées aux faits suivants :

- ❖ La résistance encore solide de nombreux redevables à payer les impôts ;
- ❖ Faible développement du secteur hors agricole
- ❖ Faible développement de l'assiette fiscale
- ❖ Manque des moyens de déplacement pour le suivi régulier des percepteurs
- ❖ Certains chefs de collines ne sont pas motivés parce qu'ils ont perdu une opportunité de détourner une portion des recettes qu'ils percevaient : actuellement dans le nouveau format de la stratégie, leur rôle est réduit au suivi et à l'encadrement sur leur colline.

c. Atouts et opportunités dans le secteur des recettes communales

Un atout important à signaler : l'existence de la stratégie de mobilisation des recettes communales qui est un excellent instrument ayant déjà permis de renflouer les caisses communales. Sa mise en œuvre a permis d'enregistrer des entrées soutenues remarquables. Elle repose en effet sur les innovations suivantes :

- ❖ Inventaire des objets taxables et des contribuables ;
- ❖ Séparation des rôles de percepteur et de chef de colline ;
- ❖ Rotation des percepteurs ;
- ❖ Sensibilisation des contribuables à payer les taxes et impôts ;
- ❖ Organisation des marchés témoins ;
- ❖ Mise en place des comités de suivi des percepteurs ;
- ❖ Motivation des percepteurs en leur octroyant des primes ;
- ❖ Suivi des valeurs distribuées sur colline ;
- ❖ Versement direct des montants perçus à la poste ou COOPEC par le percepteur lui-même.

2.2 Situation globale des secteurs sociaux

Dans cette section, il va s'agir d'analyser les différents aspects en rapport avec les services sociaux de base auxquels ont droit les populations de Bugendana. C'est en l'occurrence le domaine de l'éducation, du sport et de la culture d'une part, de la santé, de l'eau, de l'assainissement de base et de l'habitat d'autre part.

2.2.1 Le secteur de l'éducation, des sports et de la culture

2.2.1.1 Etat des lieux du secteur

Le secteur de l'éducation dans la commune de Bugendana comprend un enseignement formel articulé sur le niveau maternel, primaire et secondaire général et technique. Il comprend aussi un enseignement informel qui concerne l'enseignement des métiers, les écoles Yaga Mukama et l'alphabétisation des adultes.

⇔ *L'enseignement maternel*

L'enseignement maternel n'est pas encore développé dans la commune de Bugendana. Seules 5 écoles maternelles existent et sont logées respectivement dans les enceintes des écoles primaires Busangana, Cishwa, Kirimbi 1&2, et Ntunda. Les premiers enfants lauréats sont en 3^{ème} maternel à Busangana tandis que les autres arrivent en en 2^{ème} maternelle.

Bien que les classes soient intégrées à ces écoles primaires l'ouverture du niveau maternel a été une heureuse initiative de quelques parents. Le salaire des enseignants est supporté par l'état, mais les parents s'organisent pour donner une prime d'encouragement.

⇔ *Enseignement primaire*

Bugendana totalise 38 écoles primaires mais certaines zones sont plus nanties que d'autres. Pour ce qui est de quelques indicateurs, les salles de classes étaient au nombre de 308 à la fin 2011-2012, alors que 7 nouvelles écoles allaient ouvrir les portes avec l'année scolaire 2012-2013. Les effectifs totaux d'écoliers au primaire atteignaient alors 24 500. Le nombre d'enseignants était de 418 dont 34 non qualifiés. En termes de ratios on avait les chiffres suivants : ratio écoliers/classe (84), ratio écolier / banc pupitre (4) ratio écolier /maître (86), taux d'abandon (3,5%) ; taux moyen de réussite (67,8%, 4^{ème} place au classement provincial), taux de réussite au concours national (40,9% en 2011 et 47,7% en 2012), taux moyen d'accroissement en 2012 (0,9%). Le taux de redoublement dépassait 35% en 2011.

Sur les deux années scolaires précédentes (2010-2011 et 2011-2012), l'on constate que les effectifs ont augmenté de 551 écoliers. Il est bien évident qu'il faut se préparer pour accueillir ces nouveaux inscrits chaque année : infrastructures, personnel, matériel didactique doivent être prises en compte pour garder les normes plus ou moins respectées.

⇔ *Enseignement secondaire*

L'enseignement secondaire dans la commune de Bugendana comprend l'enseignement secondaire général et l'enseignement secondaire technique. La commune Bugendana totalise 16 établissements secondaires y compris le séminaire de Mugeru. Parmi ces 16 écoles secondaires, 13 ont le statut de collège communal (avec un cycle inférieur) tandis que deux d'entre elles sont déjà des Lycées communaux avec des cycles complets (le Lycée communal de Bugendana, le Lycée communal de Mugeru ainsi que le Lycée SSS de Mutoyi. Les locaux sont plus ou moins équitablement garnis en termes de salles de classes mais l'on remarque une grande concentration autour du centre paroissial de Mugeru à savoir l'ENNDA, le petit séminaire de Mugeru et le Lycée communal de Mugeru.

Les ratios élèves par enseignant, élèves par classe et élèves par banc pupitre sont acceptables pour toutes les classes. Les chiffres fournis par le rapport annuel de 2012 se portent comme suit :

- Les 16 établissements secondaires comptent 87 classes fonctionnelles mais il faut compter également 24 autres salles de classes qui devaient ouvrir leurs portes avec 2012-2013.

- Les effectifs des enseignants sont à 136 dont 54 non qualifiés et 27 vacataires.
- La moyenne de la réussite dans la commune de Bugendana est de 57,7% (mais le séminaire Mugeru et le L.N.D.S.S sont respectivement à 63.43% et 61.29%)
- Le ratio élève/classe est de 54
- Le ratio élèves/ enseignant est évalué à 34,3
- Le ratio enseignant/classe d'environ 2
- Le ratio élèves/banc pupitres est de 2
- Le taux moyen d'abandon s'élève à 3.2% sur un total moyen provincial de 3.4%.

Il se remarque donc une situation nettement meilleure au niveau secondaire, comparativement à ce qui prévaut au niveau de l'enseignement primaire.

Table 8 : Réussites, échecs et du nombre de salles de classes par établissement secondaire

Etablissement	Année scolaire	Réussite	Echec	Salles de classe
COCO Bitare	2011-2012	155	70	6
Lycée Mutoyi		357	287	13
COCO Busangana		240	50	5
COCO Kivuvu		211	181	4
COCO Nkanda		140	53	4
Petit séminaire Mugeru		166	13	6
COCO Carire		106	25	4
COCO Cishwa		232	11	7
COCO Bugendana		276	196	16
COCO Nyakeru		163	55	4
COCO Nyamagana		92	30	4
COCO Mugeru		440	10	9
COCO Nyagisenyi		51	6	1
COCO Gitora		221	33	4
Lycée étoile du matin de Kirimbi		298	60	7

Source : DCE Bugendana

Ce tableau laisse constater qu'il y a une évolution en dent de scie mais quoi qu'il en soit, il faut bien s'interroger sur le facteur d'échecs de l'abandon pour maintenir les élèves jusqu'à la fin de leur scolarité complète.

⇔ **Enseignement technique et enseignement des métiers**

La commune de Bugendana possède deux centres d'enseignement de métiers à savoir Mutoyi et Bugendana. Au moment de l'élaboration du présent PCDC, seul le centre d'enseignement de métiers de Mutoyi est à proprement parler fonctionnel. Trois sections sont ouvertes (la section couture, la section menuiserie et la section de l'agriculture et de l'élevage). Chacune des 3 sections reçoit environ 70 lauréats. Les curricula sont étalés sur

une durée de formation de deux ans. Le système est organisé en sorte que ce sont les anciens lauréats qui, une fois sortis de la formation, reviennent assurer la formation aux nouveaux lauréats. En appui avec un facteur vacataire qualifié, ces jeunes formateurs dispensent la formation une fois par semaine.

La section menuiserie au CEM de Bugendana semble survivre aux difficultés de fonctionnement. Le manque d'équipement limite ses ambitions.

⇔ **Enseignement non formel**

❖ **Les centres d'alphabétisation et les centres YAGAMUKAMA**

L'alphabétisation est assurée par trois catégories d'intervenants à savoir : le CDF, les Eglises et les centres d'alphabétisation des adultes du ministère de l'éducation. La commune Bugendana dispose de 9 centres d'alphabétisation des adultes dont 4 centres encadrés par l'administration territoriale et 5 autres par les églises, le CDF et la CAP (centre d'alphabétisation public). Le tableau ci-dessous donne l'état plus ou moins global des lieux dans ce domaine de l'alphabétisation des adultes.

Table 9 : Etat des lieux de l'alphabétisation des adultes à Bugendana (2006-2012)

Indicateurs ¹²	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Centres d'alphabétisation créés	33	33	33	33	4	8	8
Centres de post-alphabétisation créés	27	37	37	15	11	8	8

Source : DCE Bugendana

Ce tableau montre que l'engouement à créer des centres d'alphabétisation a été soutenu depuis 2007 jusqu'en 2009. Cependant, le rythme a décéléré depuis 2010. Il en est de même de l'activité post-alphabétisation qui a subi la même tendance régressive sur la même période. Pour ce qui concerne les centres YAGAMUKAMA, on en dénombre deux à savoir celui de Kirimbi et de Bugendana. Ils reçoivent des jeunes non scolarisés dont l'âge moyen oscille entre 10 à 24 ans. Avec la gratuité des frais de scolarisation au primaire, le flux des candidats dans ces centres diminue du fait que certains jeunes retournent à l'école formelle.

⇔ **Le sport et la culture**

Les activités sportives et culturelles occupent une place de choix dans l'effort de réconciliation et de cohabitation pacifique des composantes de la population dans cette commune qui a été sérieusement touchée par les déchirements inter ethniques au moment de l'éclatement de la crise de 1993. Malheureusement, bien que cette reconnaissance soit de fait, ce domaine est encore handicapé par une diversité de problèmes. Ces derniers touchent essentiellement l'insuffisance des centres de loisirs, l'insuffisance d'infrastructures sportives et culturelles dans les écoles, le manque d'appui aux différents clubs et équipes sportives et culturelles, etc.

2.2.1.2 Principales contraintes du secteur de l'enseignement

(i) Au niveau de l'enseignement maternel

Les principales contraintes qui prévalent à Budengana en lien avec l'enseignement maternel sont essentiellement :

¹² Source : DCE Bugendana. Les principaux animateurs de l'alphabétisation des adultes sont l'Eglise Catholiques, EVA et CDF

- L'insuffisance des infrastructures dédiées à cette section ;
- L'adhésion lente de bon nombre de parents qui ne comprennent pas encore l'utilité de l'enseignement maternel sur l'avenir scolaire de leurs enfants ;
- L'insuffisance des enseignants qualifiés pour dispenser l'enseignement maternel ;

(ii) Au niveau de l'enseignement primaire

Au niveau du primaire, des contraintes existent bien à Bugendana. Ainsi retient-on les suivantes :

- l'insuffisance des infrastructures scolaires : certaines écoles souffrent en termes de salles de classes, de bureaux, de latrines, etc. il s'agit précisément des COCO Cishwa, Nyagisenyi, Kivuvu, Buhoro, Gitora, Carire et Nyakeru ;
- les enseignants sont quelque peu surchargés suite aux effectifs pléthoriques dans les classes ;
- le surpeuplement des classes dans la plupart des écoles ;
- la démotivation chez les enseignants qui se plaignent du bas niveau des salaires par rapport au coût de la vie et des exigences du travail ;
- beaucoup de cas d'abandons scolaires, probablement dus aux mauvaises conditions de travail des écoliers, aux grossesses non désirées chez les filles. Cela peut se comprendre si l'on se place du point de vue de l'ignorance qui aveugle encore bon nombre de parents, mais aussi un environnement social qui influence négativement l'éducation des enfants ;
- certains parents sont très pauvres et ne parviennent pas à nourrir les enfants avant de les envoyer à l'école ;
- un taux élevé de redoublement avoisinant la moitié des inscrits au rôle ;
- l'insuffisance des enseignants qualifiés et faibles capacités de ceux qui ne sont pas qualifiés ;
- le manque d'équipement et du matériel didactique (les bancs pupitres, armoires, livrets du maître et des élèves, etc.)

(iii) Au niveau de l'enseignement secondaire

Certaines contraintes du niveau primaire sont partagées avec le niveau de l'enseignement secondaire et justifient la problématique du système de l'enseignement dans son ensemble. En effet, les contraintes partagées sont notamment:

- l'insuffisance des infrastructures scolaires (salles de classe, laboratoire, bibliothèque, bloc sanitaire) ;
- l'insuffisance d'équipements (bancs-pupitres, supports pédagogiques)
- l'insuffisance du personnel enseignant aggravé par le fait que presque la moitié d'entre-eux ne sont pas qualifiés ;
- le manque de homes des enseignants
- un faible système de recyclage pour la mise à niveau des enseignants dans le cadre du renforcement de leurs capacités ;
- des effectifs encore élevés d'abandons scolaires liés à une diversité de facteurs causaux ;
- un taux élevé d'échecs dans les Collèges Communaux ;

- l'influence de l'environnement social qui déconcentre les jeunes élèves et les poussent à abandonner les études (certains jeunes abandonnent l'école pour aller gagner de l'argent en se faisant embaucher dans des microprojets, surtout au voisinage de Mutoyi) ;
- faibles capacités des parents pour compléter l'encadrement de leurs enfants une fois de retour de l'école, etc.

(iv) Au niveau de l'enseignement des métiers, sport et culture

Sur ce plan, l'essentiel des contraintes rencontrées repose sur :

- l'insuffisance des écoles de métiers par rapport à la masse de jeunes qui pourraient trouver alternatives dans l'apprentissage d'un métier ;
- régression du dynamisme dans les centres d'alphabétisation des adultes ;
- insuffisance notoire des terrains de jeux et des centres de loisir (lecture, salle de cinéma encadré) ;
- absence des enseignants qualifiés dans l'enseignement des métiers et de sport ;
- manque de clubs à vocation culturelle ;
- manque d'équipements sportifs et d'encadreurs culturels qualifiés.

2.2.1.3 Les atouts du secteur de l'enseignement

Indépendamment des nombreux problèmes et contraintes qui minent le système d'enseignement à Bugendana, cette commune possède des atouts non négligeables. A titre d'exemple :

- la commune dispose encore des espaces vastes, avec des terrains propres et d'autres grandes étendues relevant du domanial et qui peuvent être utilisées pour l'implantation des infrastructures scolaires, sportives et culturelles (écoles, terrains de jeux, centres culturels et ou touristiques, etc.
- la main d'œuvre est disponible et la population adhère bien aux travaux d'intérêt collectif communautaire (contributions de la force de travail dans les différents chantiers) ;
- la commune totalise plusieurs sites de gisements des carrières, de moellons, d'argile et de sable dans toutes les zones, ce qui est un grand atout pour les projets à venir, au fur et à mesure des planifications glissantes du développement local;
- la commune de Bugendana a un atout réel particulier en ce sens que certains de ses intellectuels natifs constituent des modèles de réussite et de référence pouvant avoir un impact positif surprenant sur la fierté de l'ensemble de la population de la commune à travers des campagnes de sensibilisation pour un développement à base de la promotion de l'enseignement pour tous et de qualité ;
- bien qu'encore déficitaire par rapport aux besoins, la commune de Bugendana compte encore un effectif d'enseignants qui assurent la continuité des enseignements surtout au primaire et au secondaire ;

- les jeunes et les intellectuels de Bugendana adorent le sport, ce qui est un atout pour redynamiser des animations sportives et culturelles et ainsi réaliser chez les populations valides ce que les grecs appelaient « *sipiriti sana in corpora sana* », c'est à dire « *un esprit sain dans un corps sain* ».

2.2.2 Le domaine de la santé

2.2.2.1 Etat des lieux du secteur de la santé

La commune de Bugendana dispose d'un hôpital (Mutoyi) et de 6 centres de santé dont 3 publics (CDS Bugendana, Nkanda et Busangana) ainsi que de trois autres privés (CDS Mugeru, Kirimbi et Mutoyi). Le CDS Nyamagana n'a pas encore commencé à offrir ses services.

L'hôpital de Mutoyi qui appartient aux italiens offre des soins de qualité non seulement à la population de Bugendana mais aussi à d'autres patients en provenance des provinces environnantes comme Ngozi, Kayanza et Karuzi. L'hôpital de Mutoyi est très sollicité pour ses services multi spécialisés en radiographie, en échographie, en chirurgie, en maternité, en médecine interne, etc. Cependant, outre le fait que les prix pratiqués à l'hôpital sont tout de même accessibles mais difficilement pour bon nombre de personnes à faibles revenus, il s'avère également que cet hôpital est situé très loin par rapport à l'emplacement de certaines zones de Bugendana. Le tableau ci-dessous donne un aperçu des distances séparant les différents sites d'emplacement des CDS .

Table 10 : Distances entre différents CDS en commune de Bugendana et écarts par rapport aux normes

CDS	Distance en km	Différence par rapport aux normes ¹³ du Minisanté (Km)
Nyamagana- Mutoyi	20	15
Nyamagana- Mugeru	11	6
Nkanda - Mutoyi	9	4
Nkanda- Kirimbi	4	-1
Nkanda- Bugendana	9	4
Kirimbi - Bugendana	8	3
Kirimbi- Busangana	16	11
Kirimbi - Mugeru	16	11
Nyakeru-Mutoyi	30	25
Bugendana- Mutoyi	12	7
Bugendana- Busangana	10	5

Le tableau montre que dans l'ensemble, les normes du ministère en termes de distance entre les CDS ne sont pas encore remplies. Des efforts restent à investir afin de réduire encore davantage certains écarts (comme Nyamagana-Mutoyi et Bugendana-Mutoyi , etc.).La vision 2017 est déterminée à réduire les distances :

- ✓ Bugendana-Busangana-Kirimbi , par la construction du CDS Carire.

¹³ Les normes officielles fixent 5 km comme distance maximum entre 2 CDS

- ✓ Nyamagana-Mutoyi , par la construction du CDS Kivuvu.
- ✓ Bugendana-Mutoyi, par la construction du CDS Nyakeru.

Les aires de responsabilité des CDS de Bugendana comptent entre 10.983 et 38.413 habitants au moment où les normes sont fixées à 10 .000 habitants. Cela veut dire qu'il y a encore des besoins justifiés en construction d'autres CDS là où le manque se fait beaucoup plus sentir.

Les équipements laissent également à désirer. En ce qui concerne le VIH/SIDA, les statistiques fournies par les services de dépistage volontaire de l'hôpital de Mutoyi de janvier à novembre 2012 laissent comprendre rapidement l'état des lieux :

Table 11 : Dépistage du VIH/SIDA en 2012

Structure sanitaire "Hôpital de Mutoyi"	Nombre de consultations	Nombre de séropositifs	Taux de Séro-prévalence (%)
Janvier	97	5	5.15
Février	148	4	2.70
Mars	20	2	10
Avril	343	13	3.79
Mai	177	6	3.38
Juin	217	7	3.22
Juillet	194	2	1.03
Août	246	6	2.43
Septembre	175	6	3.42
Octobre	215	7	3.25
Novembre	170	3	1.76

Source : CPLS Gitega

La lecture de ce tableau montre que la situation était alarmante, mais que la gravité a baissé au mois de novembre. Il est difficile d'expliquer à ce niveau les facteurs ayant contribué à cette baisse sensible. Au cours des quatre dernières années, l'évolution de la séroprévalence en commune Bugendana se présente comme suit:

Table 11 : Evolution du taux de séroprévalence en commune Bugendana au cours des quatre dernières années

Année	Nombre de consultations	Nombre de séropositifs	Taux de séroprévalence (%)
2009	453	96	21.1
2010	3474	101	2.9
2011	1208	34	2.8
2012	5460	79	1.4

Source : CPLS Gitega

En réalité, il est légitime de féliciter le travail qui a été mené dans le combat contre ce fléau. En effet, en 2010, le nombre de consultations a presque décuplé et le taux de séroprévalence a régressé de près de 10 fois. De plus, passer de 21 à 1.4 % en l'espace de 4 ans est très encourageant. A l'horizon de 2017, la commune de Bugendana est décidée à réduire le taux de séropositivité à 0.8%. Si le rythme de prévention et les capacités de prise

en charge des PVVIH restent soutenus, le VIH/SIDA pourrait fortement régresser dans la commune de Bugendana. Pour l'instant 251 patients PVVS sont sous ARV tandis que 137 personnes sont sous ARV PTME.

Les principales maladies rapportées par les services de santé sont : les maladies diarrhéiques, le paludisme, la conjonctivite, les helminthiases et les infections respiratoires. Ce tableau illustre la réalité qui prévaut dans ce domaine :

Table 122 : Situation endémo-épidémique en Commune de Bugendana

Pathologies	Nmbre consultés	Cas par pathologie	% prévalence	Vision de 2017
Paludisme	228. 179	56. 260	24.1%	20%
Maladies diarrhéiques	Idem	14.390	6.2%	5%
Les IRA	Idem	40. 549	17.7%	15%
Conjonctivite	Idem	3637	1.6%	1%

Une information intéressante pour les populations, c'est que chaque CDS est doté d'une pharmacie avec une liste de médicaments dits « essentiels » disponibles, y compris les ARV.

2.2.2.2 Principales contraintes du secteur de la santé

- Certaines zones restent défavorisées parce que les gens font encore plusieurs km pour arriver aux structures de soins de santé.
- Les services d'accueil sont défectueux sur certains centres de santé ;
- La prise en charge des malades PVVIH n'est pas bien structurée ;
- Faibles capacités de certains infirmiers qui sont désavoués par la population suite à leurs maladresses dans les prestations ;
- Insuffisance des pharmacies et faible accès au prix des médicaments par les populations ;
- Vente illicite des médicaments qui constitue un danger réel à la santé de la population ;
- Persistance de la pratique d'automédication qui constitue un danger pour la santé publique dans la commune.

2.2.2.3 Atouts du secteur de la santé

- La population et l'administration travaillent main dans la main pour ériger les infrastructures que le ministère de la santé autorise sur base des critères d'éligibilité.
- Le District sanitaire de Bugendana-Mutaho qui assure la régularité des approvisionnements en médicaments est tout proche, ce qui évite des risques (ou retards) de ruptures de stocks.
- L'accès aux différents centres de santé de Bugendana est possible même si les pistes sont souvent glissantes pendant la saison des pluies.
- Le fonctionnement effectif du CDS Nyamagana va constituer un ballon d'oxygène à la population de son aire de responsabilité.
- Au niveau de la prise en charge des PVVS/VIH, la SWAA apporte son appui et encadre les leaders impliqués dans ce domaine (ABAREMESHAKIYAGO)

2.2.3 Eau, hygiène et assainissement de base

2.2.3.1 Etat des lieux du secteur de l'eau

Du point de vue numérique, la commune de Bugendana compte beaucoup de sources aménagées et d'autres aménageables non encore aménagées, des bornes fontaines fonctionnelles ou non, mais également d'autres en cours d'installation. La grande difficulté est que celles qui sont fonctionnelles sont presque en nombre égal à celles non fonctionnelles. Le tableau ci-dessous illustre l'état des lieux de l'approvisionnement en eau potable à Bugendana :

Table 13 : Approvisionnement en eau potable

Zone	SAF	SANF	Total	BFF	BFNF	Total	SNA
Bugendana	66	33	99	68	8	76	75
Mugera	44	81	125	34	3	37	50
Mutoyi	32	84	116	176	38	214	99
Bitare	70	84	154	11	8	1	98
Total	212	282	495	289	57	338	322

Source :

Sur 495 sources aménagées, 282 ne fonctionnent plus. De plus, les infrastructures sont inégalement réparties dans les zones. Celle de Mutoyi est de loin la plus nantie tandis que la zone de Bitare est la plus démunie en bornes fontaines. Mais si les 322 sources non aménagées en émergence sont rendues fonctionnelles, il y aura un petit répit dans ce domaine si vital qu'est l'eau. La commune totalise plus d'une quarantaine de courts réseaux (situés en zone Bugendana et Mutoyi) mais la plus grande adduction se trouve dans un état de hors services et nécessite d'être réhabilitée.

Le constat général est que l'alimentation en eau potable reste un sérieux problème pour les populations des zones Bitare, Mugera et même de Bugendana.

Le domaine d'hygiène et assainissement est une question épineuse en commune de Bugendana : le système de latrines publiques n'existe ni sur les lieux publics y compris autour des marchés. Même au niveau des écoles, ce n'est pas vraiment fameux. En plus, indépendamment de l'essor grandissant de l'abattage du gros comme du petit bétail, la commune ne compte même pas un seul abattoir. Sur les lieux d'abattage, bouse et sang coulent dans tous les sens, attirant une foule de corbeaux que les bouchers appellent ironiquement « *l'élevage de poules* ».



Une scène d'abattage à la jonction de la route vers Mutaho et la ruelle qui va au centre commercial de Bugendana

2.2.3.2 Contraintes du secteur de l'eau

- Un bon nombre d'infrastructures hydrauliques qui ne sont plus fonctionnelles.
- Le taux d'utilisation est de loin limité comparativement au taux de desserte, d'où la déduction logique que les infrastructures hydrauliques recensées ne sont pas toutes fonctionnelles¹⁴.
- Le fonctionnement de la Régie Communal de l'Eau qui travaille tant bien que mal faute de moyens pour l'entretien et la maintenance des infrastructures hydrauliques alors que la population utilisatrice de l'eau ne s'acquitte pas comme il faut de leurs redevances.

2.2.3.3 Atouts dans le secteur de l'eau

- Comme vu plus haut, la commune de Bugendana dispose d'un réseau d'adduction et de nombreuses sources aménagées et d'autres aménageables, sans oublier des bornes fontaines.
- De nouvelles orientations sectorielles nationales sont tracées en matière de l'eau ; elles aideront les planificateurs du développement communal à faire attention aux projets à mettre en priorité par rapport à la faisabilité en fonction des moyens disponibles pour participer dans la réalisation des infrastructures hydrauliques nécessaires.
- L'existence d'une RCE et la volonté au niveau sectoriel ministériel constituent un atout pour collaborer en appui avec l'administration communale afin de mener la sensibilisation en synergie et d'atténuer le problème de non accès à l'eau par les populations.
- le présent PCDC établit les projets prioritaires par secteur, d'où celui de l'eau est relativement facile à réaliser sauf les gros projets très coûteux comme les adductions par pompage puisqu'il est soutenu par différents partenaires financiers, etc.

¹⁴ Voir le tableau présentant les SAF et le SANF, de même que les BFF et les BFNF

2.2.4 Le domaine de l'habitat

2.2.4.1 Etat des lieux du secteur de l'habitat

Le type d'habitat de la commune Bugendana est celui dispersé. Chaque ménage construit sa maison et la délimite par un enclos comme le font tous les burundais qui se réfèrent encore à la pratique traditionnelle en la matière. Néanmoins, il est prévu la construction de villages modèles avec des plans types : un est déjà construit dans la zone de Bugendana (village Makaba) qui totalise 300 ménages. Un autre petit village à Mukoro compte seulement 24 ménages. Il longe la route Bugendana-Mutaho tout près du Lycée communal. Un autre site est prévu pour environ 240 ménages à Munyinya de la zone Mugeru. Trois ménages se sont déjà installés sur ce site et les parcelles sont attribuées aux bénéficiaires. Seulement, les faibles revenus financiers ne permettent pas aux attributaires de construire rapidement sur leurs parcelles.

La majorité des anciennes maisons dans cette commune sont construites en matériaux non durables. Les données recueillies auprès de l'administration font état de 2541 maisons couvertes de tôles, 4005 maisons couvertes de pailles, 17 517 couvertes de tuiles.

De plus, un nombre de maisons allant jusqu'à 2173 avaient été détruites pendant la crise, mais 1898 auraient été reconstruites, tandis que 4 414 autres sont encore à reconstruire¹⁵. Certains ménages des communautés Batwa vivent encore en grande partie dans des huttes en pailles. La crise demeure l'un des facteurs justifiant l'habitat indécemment à Bugendana. En effet, elle a occasionné des destructions et a créé des catégories de vulnérables incapables de se construire un toit (déplacés, enfants orphelins chefs de ménage, des veuves/veufs, des rapatriés, les Batwa, etc.).

2.2.4.2 Contraintes dans le domaine de l'habitat

- Grande pauvreté des ménages en général ;
- Faible villagisation dans la commune ;
- Faible maîtrise des techniques de construction, d'où des destructions dues aux intempéries ;
- Pauvreté des ménages qui empêche la population de se construire des habitats décentes ;
- Prédominance des logis de fortune pour les vulnérables (les déplacés, Batwa, orphelins, les rapatriés et personnes en situation de handicap) ;
- Dans certains ménages de Bugendana, les gens vivent encore avec les animaux domestiques sous le même toit ;

2.2.4.3 Les atouts et les potentialités du secteur de l'habitat

C'est essentiellement :

- ✓ L'existence en abondance des matériaux locaux de construction (moellon, sable, gravier, argile, pierre, terre, le bois,...), dont il faut, néanmoins, réglementer l'exploitation.
- ✓ La cohésion sociale qui encourage des gens à réinvestir dans l'habitat décent en gage de confiance en la paix et sécurité durable.
- ✓ La politique gouvernementale déjà amorcée qui promeut la villagisation et l'habitat

¹⁵ Source : l'administration communale de Bugendana

- ✓ De vastes espaces permettant l'aménagement de nouveaux sites pour l'extension des villages intégrés modernes.
- ✓ La proximité du centre de Mutoyi avec la ville de Gitega facilite l'approvisionnement en matériaux importés.

2.2.5 Gouvernance locale et justice sociale

La présente section présente les données socio-institutionnelles de la commune couvrant les aspects en rapport avec la gouvernance locale, la justice et les droits de l'homme, la dimension genre ainsi que la police proximité.

2.2.5.1 L'état des lieux de la gouvernance locale

(i) Situation des infrastructures administratives et l'équipement communal

La commune de Bugendana est dotée d'infrastructures présentant un minimum requis pour permettre aux cadres et agents d'accomplir leurs missions dans des conditions acceptables. Le bloc administratif communal érigé sur le nouveau site servant de chef lieu de la commune est construit en dur et comporte des locaux pour tous les services administratifs.

Au niveau des équipements, la commune Bugendana est dotée d'ordinateurs, ce qui constitue une réelle avancée sur le plan de l'amélioration des conditions de travail. L'on apprend aussi que grâce aux antennes de certaines compagnies de télécommunications qui émettent à Bugendana, la connexion à l'internet est possible moyennant possession d'un modem.

Le service judiciaire et d'état civil sont confrontés à l'insuffisance de l'équipement et des fournitures de bureaux. Les moyens de déplacements constituent un autre handicap pour le bon fonctionnement des différents services administratifs dans cette commune. Même la camionnette affecté à l'administrateur communal est se trouve en mauvais état, ce qui handicape le fonctionnement et les performances attendues.

(ii) Capacités techniques communales

Il n'y a pas grand-chose à signaler à ce niveau. D'une manière générale, les titulaires des différents services sont d'un niveau de formation acceptable par comparaison à ce qui prévaut ailleurs dans d'autres communes. Pour les cadres, les niveaux varient entre le D6 et A2 ; excepté le conseiller social et le conseiller au développement qui ont fait 3 années de l'Ecole Normale Supérieure (ENS), ainsi que le titulaire de l'aide juridique qui est de niveau licence. Il est donc opportun de suggérer un renforcement des capacités techniques en vue de les outiller et les rendre aptes par rapport à leurs attributions spécifiques au sein de l'appareil administratif de la commune.

(iii) Le fonctionnement du conseil communal

Conformément à la loi en vigueur, le conseil communal est fonctionnel et compte 15 membres. Il tient régulièrement ses sessions trimestrielles ordinaires et organise des sessions extraordinaires chaque fois que de besoin¹⁶.

(iv) Le fonctionnement de la justice

La commune dispose d'un tribunal de résidence qui comprend une salle d'audience et deux bureaux. Il n'est malheureusement pas éclairé même si les installations électriques sont présentes. Le personnel affecté à ce tribunal reste insuffisant au regard de l'étendue de la commune et de la population à servir. Sur 5 juges, 4 sont de niveau humanités générales, mais ont bénéficié d'une formation juridique et un titulaire d'un diplôme A2. En plus, il ya deux greffiers qui ont eux aussi le niveau des humanités. Les affaires judiciaires connaissent une lenteur d'exécution au niveau des jugements rendus. Les raisons avancées sont, bien entendu, le manque de moyens (de déplacement surtout) ainsi que le personnel insuffisant. Le tableau ci-dessous en donne un aperçu de l'état des lieux pour la période 2012 :

Table 14 : Etat des lieux des dossiers judiciaires au tribunal de résidence de Bugendana (période 2012)

Etat d'avancement	Nombre d'affaires (total)	Registre civil	%	Registre pénal	%
Affaires reçues et inscrites	185	168	90.8	17	9,1
Affaires en instruction	6	2	33.3	4	66,6
Affaires jugées	179	166	92,7	13	7,2
Affaires biffées	0	0	0	0	0
Affaires exécutées	45	45	100	0	0
Affaires jugées et non exécutées	134	121	90.2	13	9,7
Affaires jugées avant dire en droit	7	7	100	0	0
Affaires jugées par défaut	3	3	100	0	0
Affaires envoyées	0	0	0	0	0
Affaires en appel	52	52	100	0	0
Affaires jugées définitivement	169	156	92.3	13	7.6

Source : Tribunal de résidence Bugendana

¹⁶ Cfr La loi communale en son chapitre du fonctionnement du conseil communal

D'après les données du tableau ci-dessus, on constate la situation n'est pas si critique, indépendamment de l'insuffisance des moyens et d'équipements que déplorent les responsables de ce secteur en commune Bugendana. Le service fait de son mieux mais il mérite un appui en termes d'équipements et de moyens de déplacement afin d'améliorer la performance de son fonctionnement.

(v) L'aspect sécuritaire en commune Bugendana

La dimension sécuritaire se porte bien à Bugendana. Bien entendu, des cas isolés de délinquance peuvent se produire, mais ils sont gérés dans un temps record. On enregistre encore des cas de tuerie, de conflits fonciers, de consommation des boissons prohibées et des stupéfiants, de délinquance juvénile, de vagabondage sexuel, des cas de vol, etc., mais la situation n'est pas alarmante. Le tableau suivant présente les cas assimilés à l'insécurité et enregistrés au cours de l'année 2012.

Table 15 : Situation sécuritaire en commune de Bugendana

Catégorie	Nombre	Traitements réservés
Conflits fonciers	152	Orientés au tribunal de résidence
Banditisme	21	Transférés au parquet de Gitega
Viols	7	Transférés au parquet
Vols à mains armées	1	Transféré au parquet
Suicide	3	-
Consommation des drogues	2	Transférés au parquet
Séparation de ménages	15	Orientés au tribunal de résidence

Source :

2.2.5.2 Les problèmes et contraintes liés à la gouvernance locale

Les principales contraintes liées à la gouvernance locale en commune Bugendana sont :

- Insuffisance de capacités communales au niveau humain, matériel et financier ;
- Insuffisance des capacités du tribunal de résidence et par conséquent la mauvaise qualité des services rendus à la population ;
- La persistance des pots de vin comme l'a affirmé la population elle-même ;
- Persistance des Violences Basées sur le Genre (VBG)
- L'insuffisance d'appui aux personnes vulnérables
- Insuffisance des capacités humaines et matérielles des services techniques déconcentrés œuvrant dans la commune

2.2.5.3 Les atouts et opportunités en matière de gouvernance locale, droits de l'homme, justice et sécurité

Les atouts de la commune en matière de gouvernance locale sont :

- Parfaite collaboration entre les acteurs tripartites responsables de la sécurité (Forces de l'ordre, l'administration et la population) ;

- Intégration et compréhension de plus en plus grandissante des concepts de démocratie et de décentralisation au niveau local ;
- Disponibilité des partenaires qui soutiennent et qui sont motivés à renforcer les capacités des acteurs locaux en matière de gouvernance locale, de démocratie et de citoyenneté responsable ;
- Des bailleurs de fonds actifs en matière de renforcement des capacités de la police pour une meilleure professionnalisation de ce corps;
- La politique gouvernementale de décentralisation des structures de sécurité à travers « la police de proximité » ;
- Une population déjà éveillée et sensible au respect des droits de l'homme ;
- Beaucoup d'associations œuvrant dans le domaine des droits de l'homme et du genre ;
- Beaucoup d'acteurs qui travaillent pour asseoir la cohésion sociale et l'inclusion de toutes les catégories de personnes dans la dynamique du développement local.

2.2.6 Les partenaires au Développement

Il existe une liste de partenaires techniques et financiers qui appuient dans le développement de la commune Bugendana. Ils couvrent bon nombre de domaines clés de la vie sociale et économique de cette commune, mais avec une consistance de financements. Le tableau ci-dessous récapitule la liste des principaux intervenants dans la Commune de Bugendana :

Table 16 : Les partenaires au développement en commune de Bugendana

Nom du partenaire	Local ou International	Bailleurs	Domaines d'intervention
GIZ/ADLP	International	Coopération allemande	Promotion de l'économie locale, gouvernance locale et l'énergie renouvelable
GUTWARANEZA (PABG)	International	U.E	Sécurisation Foncière et promotion de la bonne gouvernance
UNICEF	International		Education (équipement et manuels scolaires)
PAIVA-B et PARSE	International	U.E	Agri-élevage
PRADECS	Local	BM	Financement des micro- projets de développement local et infrastructures socio-économiques
Projet OSCAR	Local	U.E	Renforcement des capacités aux acteurs non étatiques
FONIC	Local	Gouvernement	Financement des projets communaux
PTPGI	Local	Gouvernement BM	Infrastructures
Heineken African Fund	International	Coopération Néerlandaise	Santé
CAPAD/Coopérative	Local	U.E Oxfam Novib	Agri-élevage Microcrédits
Centre Mutoyi	Local	Italiens	Agri-élevage, Santé, Education
ODAG	Local	Multi-bailleurs Diocèse Gitega	AEP

Caritas Belgique	International	UE, CTB	Rapatriés
SWAA Burundi	Local	ONU SIDA	Santé- Lutte contre le VIH/SIDA, Prise en charge des PVVS/VIH
CDF	Local	UNICEF	Lutte contre les VBG
HCR	International		Rapatriment

Source : Administration communale

ANNEXE 3 :: Bilan de l'évaluation des réalisations du PCDC de première génération

SUIVI GLOBAL DE LA MISE EN ŒUVRE DU PCDC BUGENDANA DE PREMIERE GENERATION_DECEMBRE 2012					
Axes stratégiques	Activités prévues	Quantités prévues	Quantités réalisées	Taux de réalisation	Observations
AXE N°1:Augmentation de la production agricole	1) Améliorer les performances				
	a) bovins :				
	Acquisition des bovins mâles (22 males) soit un mâle par colline	22	22	100%	
	Génisse (10 /colline/an)	220	185	84%	Ce sont 6 collines encadrées par PAIVA-B
	Insémination artificielle (1 kit/commune)		30		réalisée mais pas prévu dans PCDC
	b) Petit bétail (caprins, Porcins, Lapins, Volailler)				
	* Choix des éleveurs naisseurs		150		sont aussi les collines encadrées par PAIVA-B
	* Equipement (Kit naisseurs)		0		
	2 Kit Porcins et 3 truies/zone	20	20	100%	5 espèces pour 4 zones
	Kit verrat améliorateur (1 Kit/zone)	4	0	0%	
	Bouc améliorateur (2 kit/zone)	8	23	288%	La distribution n'a pas été opérée par zone,elle l' a été par colline (22 collines plus le site Bugendana)
	Kit lapin naisseur (1 Kit/zone)		360		concernent les collines encadrées par PAIVA-B
	Caprins (3 animaux/colline)	69	900	1304%	concernent les collines encadrées par PAIVA-B
	d) Poursuivre la chaîne de solidarité				
	* caprins (280/commune)	280	120	43%	Activités organisées par FIDA/DPAE
	2) Diversification de l'Elevage				
	Kit équipement (8 Kit/Commune) et 7 Kit à partir de 2009	2	0	0%	Manque de PTF

	3) Multiplier et diffuser les semences et plants fourragers,- boutures de banane glass:				
	distribution de boutures de bana glass		340,000		Activité encadrée par PAIVA-B
	Distribution d'Eclats de souches de tripsacum		100 000		Activité encadrée par PAIVA-B
	Distribution de plants agro forestiers		1,135,980		Activité encadrée par PAIVA-B
	Eclats de souches de tripsacum		100,000		Activité encadrée par PAIVA-B
	Eclats de plants fruitiers		540,000		Activité encadrée par PAIVA-B
	plants agro forestiers		1135980		Activité encadrée par PAIVA-B
	1) Mettre en place et équiper les ACSA (1 ACSA/Colline); 1 ACSA : 376000	22	22	100%	Une unité /colline est recruté et, est opérationnelle
	2) Equiper les Vétérinaires : 62 motos : 4600000 et Kit : 714000	22	29	132%	il y a eu fourniture de vélos et non de motos tel que prévu dans le PCDC, pour les ACSA et non pour les vétérinaires
	3) Recherche et autoformation des producteurs (écoles, champ paysan) (161500000/5ans/11 commune)	6	10		Il y a eu initiation de 10 FFS (écoles-champ et paysan) sur les collines encadrées par PAIVA-B
	4) Appuyer les structures communautaires				
	Mettre en place un point de vente :1	1	1	100%	Le hangar de la DPAE est mis en place
	Disponibiliser un fond de démarrage	1	0	0%	Manque de PTF
	Construire un hangar	1	3	300%	Sont les Hangars construits sur financement PAIVA-B
	Multiplication des semences sélectionnées:riz avec le système rizicole intensif	6	229	3817%	ça représente le nombre de hectares avec le SRI (système rizicole intensif)

	multiplications de bananes de semences améliorées	3544	3544	100%	Appui GTZ/APRS,FAO
	Production de plançons de pomme de terres (en tonnes)	2.05	2.05	100%	Appui GTZ/APRS
	production de plants pruniers	2924	1375	47%	Appui GTZ/APRS
	production ananas	14300	200851	1405%	Appui GTZ/APRS
	production maracoudja	2929	2900	99%	Appui GTZ/APRS
	multiplications de boutures de manioc qui résiste à la mosaïque	30000	8000	27%	Appui GTZ/APRS,FAO et DPAE
	* Mettre en place des chaînes de solidarité				
	Prix rémunérateur du café (* 200000 plants/commune + Engrais)	200,000	40000	20%	
	Appuyer les associations de multiplicateurs de semences (2 associations/colline)	44	69	157%	Multiplication de bouture de manioc qui résiste à la mosaïque par une association des veuves(Girakazozza)
	Organiser un système de crédits agricoles(en tonnes)	1.45	8	552%	un système de crédits octroyés aux associations féminines des collines Bitare et Cishwa par CDF et système de warantage par PAIVA-B
	1° Aménager les compostières (Fumure organique) par Menage	38641	32400	84%	
	Faciliter l'accès aux intrants agricoles:240 tonnes	240	750	313%	activité organisée par la DPAE sur financement du Gouvernement
	1) Former les A.C .S .A s. et les Moniteurs agricoles	44	44	100%	Les 22 ACSAs et les 22 encadreurs collinaires de la commune sont tous formés , Formation des F.F.S (Farmer Fields Scools)
	2) Former le personnel bénéficiaire des Kits (techniciens vétérinaires, Agronomes)	2	2	100%	

	4) Former les Agriculteurs sur les techniques modernes		4		Formation organisée par GTZ/APRS sur le compte d'exploitation, techniques agricoles appropriées
	1°) Reboiser les sommets des collines (200 ha x 2500 plants/ha x 60 F/plants/5 ans installation des plants)	50	133	266%	Appui du gouvernement
	2°) Lutte anti-érosive des exploitations, Aménager les courbes de niveau + agroforesteries (50 x 200 ha x 300000)/5 ans; Longueur piquetée		1762.765		dimension de la longueur piquetée en KM
	Longueur versée		1465.97		c'est une sommation des longueurs creusées en km des marais Nyamasagwe, Kiganga-Kagoma, Kagogo-Gisumo
	Longueur où on a planté des herbes fixatrices		842		c'est un cumul des longueurs en mètres où on planté les plantes fixatrices sur les 6 collines encadrées par PAIVA-B
	1°) Etude de faisabilité technique (300 ha de marais x 3 000 000)				Les études ont été réalisées par PAIVA-B sur les 6 collines régulièrement encadrées mais les données ne sont pas encore disponibles
	2° Faire une étude d'impact environnemental (300 ha de marais x 120 000Fbu/ha)				Les études ont été réalisées par PAIVA-B sur les 6 collines régulièrement encadrées mais les données sont pas encore disponibles
	3°) Aménager les marais (300 ha x 2 000 000/ha)	300	229	76%	

	4° Collecter les eaux pluviales (FFS-Autoformation producteurs : Elevage)				
	5°) En Agriculture (P.M) Captage des eaux de ruissellement (P.M.)				
AXE N° 2: Promotion de la santé (eau potable,hygiène,lutte contre le VIH/SIDA)					
	Construire et équiper les centres de santé	4	3	75%	Nyamagana, Busangana et Nkanda sont construits bien qu'ils sont équipés à moitié
	Promouvoir les pharmacies communautaires	4	2	200%	Il ya eu initiative de faire fonctionner une pharmacie privée à Mutoyi
	Disponibiliser une ambulance aux CDS de la commune	1	2	200%	Ambulance est mis à la disposition de l'hôpital de Mutoyi et Hopital de Mutaho
	Mettre à la disposition du personnel soignant des moyens de déplacement: motos	6	5	83%	1 moto et 5 vélo
	Equiper les animateurs sociaux(44 animateurs)	44	44	100%	Activité appuyée par CPLS,PNLT et PNL
	Octroyer des primes au personnel médical (30000 Fbu/individu/mois)				Financement basé sur les performances(PBF) existe mais difficile à quantifier
	Construire une école technique médicale	1	0	0%	
	Organiser des formations périodiques pour tout le personnel soignant:PTME		3		Autant de séances de formation du personnel soignant (protection mère enfant)
	PCIME		2		Prise en charge intégrée des maladies de l'enfant

	SOUB		3		soins obstétricaux d'urgence de base
	PNSR		2		programme national de santé reproductive
	PNLT		2		Programme national de lutte contre la tuberculose
	MTN		3		maladie tropicale négligée
	Sensibiliser la population pour le dépistage volontaire (D.V)(une fois par mois et par colline)	264	264	100%	Les animateurs communautaires sensibilisent et le taux de depistage a augmenté
	Soutenir nutritionnellement les porteurs du VIH/SIDA				Seul l ' hôpital de Mutoyi fait l'activité
	Former 2 animateurs pour chaque zone	44	44	100%	les animateurs communautaires sont en fonction et encadrés par le TPS et d'une manière satisfaisante dans toute la commune
	Disponibiliser les préservatifs par les animateurs communautaires		18679		il n'ya pas eu de prévisions seules les informations recueillies auprès du technicien de promotion de santé (TPS)
	Former le personnel des CDV (2/centre de santé)	8	8	100%	la rupture en livraison de réactifs perturbe le fonctionnement des CDV
	Construire des fours tunnels modernes:1	1	0	0%	Manque de PTF
	Réhabiliter les fours tunnels: 2	2	0	0%	Manque de PTF
	Former les associations sur les techniques modernes de fabrication et de pose des tuiles				
	Chercher un marché d'écoulement des produits déjà fabriqués	1	0	0%	Manque de PTF
	Donner des crédits à faible taux d'intérêts aux associations oeuvrant dans le secteur de l'habitat (maçons et des	20,000,000	500,000.0	3%	Des crédits ont été octroyés aux menuisiers uniquement par

	ménusieurs 5 000 000/association x4)				les natifs de la Commune
	Construire les maisons d'habitation aux vulnérables		50		50 maisons seulement sont construites et les prévisions étaient non quantifiées
	Aménager les villages (Bugendana, Bitare, Mutoyi, Makaba):4	4	2	50%	les villages de Bugendana et Makaba sont aménagés
	Construire les latrines publiques et ménagères	3	8	280%	
	Réhabiliter les sources d'eau aménagées (500 000Fbu/SA)	47	33	70.21%	Le maximum des interventions en eau sont concentrés dans la zone Mugera suite à l'intervention AVEDEC
	Construire de nouvelles sources aménagées (±800 000Fbu)	94	68	72.34%	68 sources sont construites
	Faire des extensions d'eau potable sur les réseaux	15	19	129%	la Zone encadrée par AVEDEC est plus privilégiée
	Construire de nouvelles AEP	5	3	60.00%	
	Réhabiliter les AEP:	9	5	55.56%	
	Bornes fontaines	61	51	84%	la Zone encadrée par AVEDEC est plus privilégiée
	Réservoirs	5	4	80%	
	Captage	1	1	100%	1 captage réalisé mais non estimé
	Séminaire Mugera(3 km)	0	-	0%	
	Organiser des ateliers de formation à l'intention des fontainiers et des membres du comité de la régie communale de l'eau		3		ces séances ont été organisées par AVEDEC
	Restructurer les régies communales de l'eau	1	1	100%	activité réalisée par RCE avec appui de l'AVEDEC
	Augmenter le nombre de fontainiers communaux	2	4	200%	activité réalisée par RCE avec appui de l'AVEDEC

	Soutenir les fontainiers en leur t des primedonnans d'encouragement				
	Disponibiliser un moyen de déplacement pour le président de la régie communale		1		Le président de la régie a eu un vélo au lieu d'une moto
Axe stratégique 3:un système éducatif plus performant	Ecoles Secondaires à construire	5	8	160%	Sur 5 écoles secondaires prévues on a construits 8, donc ici on est au-delà des prévisions
	Construire de nouvelles écoles (EP)	6	5	83%	
	Faire l'extension de nouvelles salles de classe				
	5 écoles primaires pour extension	5	3	60%	Pour l'extension il était prévu 5 écoles primaires mais on a fait 3
	5 écoles Secondaires pour extension	5	2	40%	
	Réhabiliter les écoles primaires	6	2	33%	
	3 écoles secondaires à réhabiliter	3	2	67%	
	Equiper les écoles (primaires et secondaires) en matériels scolaires	6	9	150%	
	16 homes pour les enseignants du primaire :Nyamagana,Nkanda,Winteko,Carir e,Munyinya,Busangana,Cunywe,Kiri mbi	10	4	40%	2 sont pour le secondaire et 2 pour le primaire
	Organiser des formations continues pour les enseignants		6		formation sur l'enseignement de l'anglais et du Kiswahili
	Promouvoir le sport et la culture dans les écoles, équiper le matériel de sport dans les EP et secondaires		6		Des terrains de basketball et volley sont aménagés au Lycée communal de Bugendana, au Lycée Communal Munyinya et sur la colline Gitora (au PADCO)

AXE 5:Gouvernance locale et justice					
	Identifier les groupes vulnérables		60		les listes sont élaborées et validées
	Octroyer des terres cultivables aux groupes vulnérables sans terres (Batwa, rapatriés, handicapés,..)		3		
	Sensibiliser les Batwa à scolariser leurs enfants par le biais des formations (200 participants : 50/zone une formation de 2 jours)		3		Les enfants Batwa étudient au même titre que les autres enfants de la commune mais la formation n'a pas pu avoir lieu
	Construire des maisons pour les Batwa ainsi que les indigents (rapatriés, handicapés, orphelins, veufs et veuves)		47		30 maisons construites en tuiles par Action BATWA et 17 en tôles
	Identifier les enfants indigents		348		L'identification n'a touché que les élèves uniquement
	Assurer la scolarisation et les soins de santé des enfants indigents		348		la majorité des enfants soutenus sont des scolarisés
	Encourager ceux qui ont eu la volonté de les remettre (somme = valeur de l'arme remise)				
	fusils		3		3 Fusils et 39 grenades sont volontairement remis
	Grénades		39		Voir ci-haut
	Sensibiliser la population à remettre les armes détenues illégalement (frais pour formateur 3 formations/an/zone une journée)	12	0	0%	manque de PTF
	Fournir les moyens de déplacement au chef de poste de Bugendana (véhicule)	1	1	100%	une moto au lieu de véhicule
	Octroyer aux policiers le matériel nécessaire pour détecter les armes dans les ménages		0		Activité non réalisée car l'activité du ressort du ministère
	Désarmer la population civile				Voir sur le commentaire ci-haut sur la remise des armes

	Augmenter l'effectif des policiers à Bugendana				données non disponibles
	Réhabiliter le tribunal de résidence de Bugendana (1 salle d'audience et 3 bureaux	1	1	100%	Construction des nouveaux bureaux à Makaba par Gutwara neza et c'est déjà fonctionnels
	Equiper le tribunal de résidence				
	bancs	30	30	100%	Equipement octroyé par Gutwara neza
	tables/ bureaux	10	10	100%	Equipement octroyé par Gutwara neza
	armoires	5	5	100%	Equipement octroyé par Gutwara neza
	chaises	24	24	100%	Equipement octroyé par Gutwara neza
	photocopieuse	1	0	0%	manque de PTF
	imprimante	1	0	0%	manque de PTF
	ordinateurs	3	5	167%	
	Construire un cachot pour les femmes	1	0		manque de PTF
	Fournir les moyens de déplacement au personnel du tribunal de résidence Bugendana * 4 motos + accessoires	4	2	50%	Appui de Gutwara neza
	Renforcer les capacités du personnel de tribunal de résidence Bugendana en Informatique et recyclage * 15 personnes 80000/personnes (2 logiciels) recyclage : 1 fois/an				
	formation des magistrats (recyclage)		6		Renforcement des capacités par Gutwara Neza sur les différents textes et lois juridiques pour les 4 magistrats
	Formation des magistrats (en informatique)		0		Manque de PTF
	Siéger en itinérance dans les différentes zones				Faible effectif des juges et manque de moyens de déplacement, difficile à estimer

	Augmenter le personnel judiciaire 6 Magistrats qualifiés 2 gréffiers				
	Magistrats	6	1	17%	
	Gréffiers	2	1	50%	
	Traduire les textes de lois en Kirundi		4		4 textes sont disponibles et exploités
	Organiser les ateliers de formation à l'intention de la population sur les textes de lois				
	Construire les homes pour le personnel judiciaire		0		manque de PTF
	Construire les latrines pour le tribunal de résidence de Bugendana	1	1	100%	Appui de PRADECS
	Former les élus locaux et les CDC sur la Bonne Gouvernance, la démocratie et le respect des droits de l'homme	3	3	100%	
	Organiser des ateliers de formation sur la Bonne Gouvernance, la démocratie et le respect des droits et devoirs de la personne humaine et du citoyen		3		ici, les attitudes appropriées à adopter avant, pendant et après les élections sont considérées.
	Mettre sur pied un système de gestion transparente des ressources communales (boisements domaniaux, propriétés de la commune et les marchés				
	Faire l'extension du bureau communal de Bugendana	1	1	100%	le Bureau est fonctionnel
	Réhabiliter la salle et les bureaux communaux existants et équiper les bureaux communaux de 3 ordinateurs, 1 Imprimante et 1 photocopieuse, 6 tables, 6 armoires, 24 chaises			100%	Des nouveaux bureaux sont construits par Gutwara Neza et manque photocopieuse
	ordinateurs	3	5	167%	
	imprimante	1	2	200%	
	photocopieuse	1	0	0%	manque de PTF
	chaises	24	24	100%	Don de gutwara Neza
	tables/bureaux	6	36	600%	Don de gutwara Neza
	armoires	6	16	267%	Don de gutwara Neza

	Renforcer les capacités du personnel communal, les membres du conseil communal et l'équipe de planification communale		8		Des diverses formations sont dispensées par les intervenants de la commune dont la GTZ /APRS
	Fournir les moyens de déplacement aux Conseillers Techniques Communaux				
	Equiper les clubs sportifs au niveau zonal des tenues, du matériel comme les filets, les panneaux				
	Former les encadreurs sportifs 8 personnes (2 personne/zone)	8	0	0%	manque de PTF
	Redynamiser les groupes d'animations culturelles ,en leur donnant du matériel nécessaires comme les tambours et autres équipements		30		Les groupes d'animation ont reçu des équipements folkloriques
	Réhabiliter le centre d'enseignement des métiers de Bugendana				
	Construire 3 centres d'enseignements des métiers)	3	0	0%	manque de PTF
	Equiper les centres d'enseignements des métiers				
	Créer les associations des métiers et les soutenir matériellement et financièrement				
	Instaurer un système de micro crédit rural		3		système instauré par Turame, Coopec et Warantage par PAIVA-B
	Activités prévues				Observations
Axe stratégique 4	Réhabiliter les pistes existantes en KM	110	24	22%	manque de PTF
	Tracer de nouvelles pistes (100000 Fbu/Km)	4	0	0%	manque de PTF
Développement des activités économiques hors agriculture et infrastructures d'appui	Construire les ponceaux	15	12	80%	
	Tracer la piste Mugera-Masango à la rencontre Ruvubu-Ruvyironza) (4 Km) et pont	4	0	0%	manque de PTF

	Construire les marchés:Bitare,Mutoyi	2	1	50%	
	Réhabiliter les magasins:Mutoyi,Bitare,Mugera,Makaba et Ruvyironza -Ruvubu	4	0	0%	manque de PTF
	Construire une pyramide à la confluence Ruvubu-Ruvyironza	1	0	0%	manque de PTF
	Construire une gîte	1	0	0%	manque de PTF
	Aménager le site de Carire	1	0	0%	manque de PTF
	Construire et faire l'extension des barrages hydro-électriques	1	0	0%	manque de PTF
	Alimenter les agglomérations humaines en électricité	1	0	0%	manque de PTF
	Ouvrir les téléphones publics				
	Raccordement à Mugera pour la téléphonie fixe				réalisée mais difficile à estimer
	Installer de nouvelles antennes UCOM,ONAMOB	2	2	100%	
	Octroyer des crédits aux différentes associations de commerçants et artisans				
	Installer des coopératives d'épargne et de crédit		3		Poste,COOPEC et TURAME sont en fonction
	Construire et Equiper le centre des métiers	1	1	100%	Une école à Munyinya est construite mais pas équipée
	Structurer et accompagner les lauréats en associations par distribution d'un Kit de démarrage				
	Chercher les marchés d'écoulement				

